

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DES VICES RÉDHIBITOIRES

ET DES

MALADIES CONTAGIEUSES

Dans les ventes d'animaux domestiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE MARDI 2 JUILLET 1907

PAR

JEAN POIRIER-COUTANSAIS

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

JURY D'EXAMEN

MM. DANJON, *professeur, président de la thèse*
GUILLOUARD, *professeur*
DEBRAY, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1907

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DES VICES RÉDHIBITOIRES

ET DES

MALADIES CONTAGIEUSES

Dans les ventes d'animaux domestiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE LE MARDI 2 JUILLET 1907

PAR

JEAN POIRIER-COUTANSAIS

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

JURY D'EXAMEN

MM. DANJON, *professeur, président de la thèse*
GUILLOUARD, *professeur*
DEBRAY, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1907



UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1906-1907

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. ☉), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé des cours de *Législation financière*.

GUILLOUARD (*, I. ☉, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et chargé d'un cours d'*Eléments de Droit civil*.

DEBRAY (A. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

NÉZARD, docteur en Droit, chargé des cours de *Principes de Droit public*, de *Droit administratif* et d'*Eléments de Droit public et administratif* (capacité).

BINET, docteur en Droit, chargé de cours de *Droit civil*.

AGRÉGÉS :

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GENESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat), et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.

JURY D'EXAMEN

MM. DANJON, *professeur, président de la thèse*
GUILLOUARD, *professeur*
DEBRAY, *professeur*

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

BIBLIOGRAPHIE

- ARBAUD. — Loi du 20 mai 1838 sur les vices rédhibitoires et la garantie dans les ventes d'animaux domestiques, 1840, 2^e édition.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET L. SAIGNAT. — Vente et Échange. Paris, 1900.
- BERNARD. — Guide des vendeurs et acheteurs d'animaux domestiques, Toulouse, 1838.
- CARLES. — Vente et échange d'animaux domestiques; défauts, vices rédhibitoires, résumé de la législation actuelle comprenant la loi du 31 juillet 1895, sur la tuberculose, 1903, 3^e édition.
- CHÈNE-VARIN (DE). — Code des vices rédhibitoires chez les animaux domestiques, suivi de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux, 1886, 1 vol.
- CLÉMENT. — Guide des cultivateurs pour achat des bestiaux, et traité complet des vices rédhibitoires en matière de ventes et échanges d'animaux domestiques, 1836.
- CONTE. — Jurisprudence vétérinaire, 1898, 1. vol. Police sanitaire des animaux, 1895, 1 vol.
- CURIES-SEIMBRES. — Commentaire de la loi du 2 août 1884 sur les vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques. Tarbes, 1895.
- DALLOZ. — Recueil périodique et critique de jurisprudence,

- DALLOZ. — Répertoire méthodique et alphabétique, etc...
V^o Vices rédhibitoires et épizooties.
- DEJEAN. — Traité théorique et pratique des actions rédhibitoires et en réduction de prix dans le commerce des animaux domestiques, contenant la législation, la doctrine et la jurisprudence sur la matière, la définition des vices rédhibitoires, l'explication des règles de procédure et une table chronologique des jugements et arrêts, 1887, 5^e édition.
- FRANGÉ. — Jurisprudence vétérinaire. Du délai de garantie en matière de vices rédhibitoires, considéré au point de vue de son application, 1861.
- FUZIER-HERMAN. — Répertoire général du droit français, 1905.
V^o Vices rédhibitoires.
- GALLIER. — Traité des vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, Caen, 1896, 3^e édition.
— Médecine légale vétérinaire, 1895.
- GALLISSET ET MIGNON. — Traité des vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, 1842.
- GALTIER. — Législation commerciale, 1897.
- GARNIER. — Le droit commun est-il applicable aux animaux de l'espèce bovine, 1892?
- GAURE (J.). — Les vices rédhibitoires et les maladies contagieuses dans les ventes d'animaux domestiques, 1898.
- GODART (E.). — Manuel juridique des vices rédhibitoires à l'usage des vétérinaires, etc. Paris, 1903.
- GUILLOUARD. — Vente et échange, t. I et II. Paris, 1889 et 1890.
- GUITTET (M.). — Des vices rédhibitoires dans les ventes d'animaux domestiques. Angers, 1892.
- Journal des avoués. — Commentaire de la loi concernant les vices rédhibitoires dans les ventes d'animaux domestiques, t. LV.
- Journal « Le Droit ». — Années 1885, 1888, 1905.
- Journal officiel. — Numéros se rapportant au vote des lois du

21 juillet 1881, 2 août 1884, 31 juillet 1895, 23 février 1905.

LE PELLETIER (F.). — Manuel des vices rédhibitoires des animaux domestiques, 1891.

LEROY ET DRIOUX. — Les animaux domestiques atteints de vices rédhibitoires.

LESAGE. — De la vente des animaux de l'espèce bovine atteints de la tuberculose (L. 31 juillet 1895), 1896.

Pandectes françaises, nouveau répertoire, etc. Paris, 1886-1903. V^o Vices rédhibitoires et vente.

PRADAL. — Le guide des vendeurs et acheteurs d'animaux domestiques, 1838.

ROY (PAUL). — Bulletin-Commentaires des lois nouvelles, etc... numéro de mai 1905.

SÉVÈNE (A.). — Étude sur la loi du 2 août 1884 et la garantie dans les ventes d'animaux de l'espèce bovine. (Ann. des justices de paix, 1888, p. 259 et s.)

SIREY. — Recueil périodique de jurisprudence. Lois nouvelles, années 1884, 1895.

TISSIER (A.). — Ventes et échanges d'animaux domestiques. Loi du 31 juillet 1895. (Lois nouvelles, 1885, 1^{re} partie, sect. 1.)

TROPLONG. — Le droit civil expliqué. Traité de la vente, t. I (1856).

VAN ALLEYNES. — Traité théorique et pratique de la garantie des vices rédhibitoires dans les ventes d'animaux domestiques. Bruxelles, 1871.

WATRIN ET BOUTET. — Traité des vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques, 1886.

WATRIN (H.). — Code rural et droit usuel, 1903.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION HISTORIQUE

Dans le commerce des animaux plus que dans tout autre, l'acheteur a des chances défavorables à courir. Souvent, l'animal qui paraît dans le meilleur état est affecté de vices et de maladies que l'œil de la personne la plus exercée ne peut connaître, à moins qu'elle n'ait étudié la médecine vétérinaire. Il est même des circonstances où le vétérinaire le plus instruit ne peut juger de suite de l'existence de ces vices ou maladies, que parfois le vendeur ignore lui-même, et combien donc à plus forte raison peut se tromper sur l'état d'un animal celui qui n'étant ni vétérinaire, ni marchand, achète l'animal parce qu'il en a besoin.

Aussi le législateur a-t-il partout, de tout temps, imposé au vendeur certaines obligations, et parmi celle-ci l'obligation de garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue n'est pas une des moins importantes.

Droit romain. — C'est dans le droit romain qu'il faut aller chercher l'origine de la théorie des vices

rédhitoires. La loi des Douze Tables obligeait le vendeur à garantir ceux pour lesquels il avait pris un engagement formel, mais, à défaut de ces stipulations spéciales, l'acheteur ne pouvait rien lui demander.

Le droit civil apporta un premier remède à cet état de choses en obligeant le vendeur à répondre des défauts de l'animal vendu qu'il connaissait, et qu'il n'avait pas déclaré lors de la vente.

L'édit des édiles alla plus loin, et décida que le vendeur devait connaître, et par suite garantir les défauts de la chose qu'il vendait. Il accordait en outre à l'acheteur deux actions : l'une dite *redhibitoria* dont le but était de faire résoudre le contrat de vente par la reddition de l'animal et le remboursement du prix ; l'autre, dite *quanti minoris*, qui, sans faire résoudre le contrat, tendait à obtenir une diminution de prix proportionnelle au dommage causé par le vice.

La première se prescrivait par six mois, du jour de la découverte du vice, et la seconde par un an, à partir de la même époque.

Droit coutumier. — En France, une partie de nos provinces avaient adopté sur ce point la législation romaine, mais dans l'immense majorité de nos provinces, les causes de rédhition dans les ventes d'animaux domestiques étaient déterminées par l'usage des lieux, variables suivant les bailliages. Souvent dans des localités voisines, les vices entraînant la résiliation de la vente étaient distincts et même portaient des noms

différents. Les délais de l'action étaient également d'une durée incertaine et inégale. Ainsi le cornage, la courbature, qui donnaient lieu à l'action rédhibitoire dans l'Artois, n'étaient pas garantis par la coutume d'une province qui la touche, le Cambrésis. La pousse qui avait quarante jours de garantie dans ce dernier pays, n'en avait que quinze dans le premier. Le farcin, vice rédhibitoire en Bretagne, ne l'était pas en Normandie, etc.

Longtemps les cas rédhibitoires restèrent invariablement ceux que l'usage avait fixés pour chaque localité. Seulement, et de temps à autre, pendant le ^{xviii}^e siècle, quelques nouveaux cas furent admis par divers parlements et inscrits dans les coutumes des pays qui étaient de leur ressort. A cela près, et malgré les réclamations motivées que commençaient à faire entendre les vétérinaires, aucune modification ne fut apportée aux usages : dans toute la France ceux-ci continuèrent à faire loi sur la matière.

Code civil. — Mais parut le Code Napoléon. Les articles qu'il contient sur la garantie des défauts cachés de la chose vendue furent accueillis avec satisfaction par tous les amis de l'agriculture, et surtout par les vétérinaires qui y voyaient fixés et déterminés par des principes équitables, les caractères que devait réunir un vice quelconque pour donner lieu à la rédhibition. Désormais, en effet, le vendeur n'était tenu à la garantie qu'autant qu'il s'agissait d'un vice caché et

id'un vice rendant l'animal impropre à l'usage auquel il était destiné, ou diminuant tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquis ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il l'avait connu (art. 1641 et 1642 Code civ.).

Et cependant, les termes de ces articles et des articles suivants, à raison de leur extrême généralité, laissaient le champ libre à bien des controverses, à bien des anomalies d'interprétation, alors qu'il s'agissait de statuer sur des vices qui avaient besoin d'être limitativement spécifiés et réclamaient une décision prise dans des délais fixes et relativement courts. Après la publication du Code civil, les usages continuèrent donc en fait à régir la garantie. A tort ou à raison, la plupart des tribunaux français prétendirent que, loin d'être abolis, les usages étaient explicitement conservés par l'article 1648, et en conséquence ils persistèrent dans leur jurisprudence antérieure. D'autres, et c'était malheureusement le plus petit nombre, adoptèrent les principes posés par le Code pour la détermination des vices rédhibitoires, mais ils les rejetèrent quant à la durée de la garantie, qu'ils conservèrent telle qu'elle avait été fixée par l'usage.

Aussi, l'agriculture, le commerce, les tribunaux même, pénétrés enfin des erreurs et des contradictions de la jurisprudence, appelaient-ils de tous leurs vœux une loi spéciale sur la matière, une loi qui, déterminant les vices qui doivent être rédhibitoires dans toute

la France, et la durée de la garantie qui convient à chacun d'eux, mit un terme à ces affligeants et nombreux procès qui naissaient tous les jours du vague des principes ou de la disparité des règles.

Le gouvernement lui-même finit par comprendre la nécessité de mettre un terme à un état de choses si préjudiciable aux grands intérêts de l'agriculture, et pour répondre aux vœux de tous, il fit commencer, dès 1834, des études en vue de cette revision législative, qui fut opérée par la loi du 20 mai 1838,

Loi du 20 mai 1838.— Le passage suivant de l'*Exposé des motifs*, présenté à cette époque au corps législatif, suffira pour faire apprécier la nécessité de l'innovation proposée :

« Les dispositions incomplètes du Code ont naître de
« nombreuses contestations juridiques. Les tribunaux
« civils et les tribunaux de commerce sont divisés sur
« leur application. Les uns décident que l'article 1641
« doit être exécuté dans sa généralité, nonobstant la
« nature des vices, la différence des délais, la diversité
« des usages locaux ; les autres jugent, au contraire,
« que le principe général de l'article 1641 est modifié
« par les dispositions plus restrictives de l'article 1648.
« Enfin, ils ne s'accordent pas sur l'interprétation que
« doit recevoir ce dernier article, ni sur la question de
« savoir s'il se réfère à l'usage des lieux, seulement
« pour la fixation des délais, ou s'il y renvoie également
« pour déterminer quels sont les vices rédhibitoires. »

Rappelant ensuite les inconvénients qui résultaient de la diversité de ces usages, le ministre ajoutait :

« On ne peut méconnaître que la législation actuelle
« ne favorise, par l'incertitude de ses dispositions, la
« fraude et la mauvaise foi ; qu'en abandonnant aux
« tribunaux l'interprétation de circonstances aussi di-
« verses, elle ne leur laisse une trop grande latitude
« pour leurs décisions et ne substitue souvent l'arbi-
« traire aux principes fixes et invariables qui devraient
« leur servir de règle.

« C'est pour remédier aux abus qui résultent de cet
« état de choses que le Gouvernement a reconnu la
« nécessité de préparer un projet de loi sur une matière
« qui intéresse à un si haut point le commerce et l'agri-
« culture...

« Il a pour objet d'établir une législation uniforme
« sur la matière, *d'énumérer les vices cachés* à l'égard
« desquels l'acheteur doit être garanti par le vendeur,
« et de *fixer les délais* dans lesquels le premier peut
« exercer son action, en proportionnant toutefois leur
« durée à la nature des vices... (1). »

De son côté, M. Lherbette, rapporteur à la Chambre des députés, concluait son rapport en ces termes :

« Les tribunaux n'auront donc plus, afin d'admettre

1. Exposé des motifs du projet de loi sur les vices rédhibitoires, présenté à la Chambre des pairs. (*Séance du 15 janvier 1838.*)

« ou de rejeter l'action rédhibitoire, à examiner l'appar-
« rence, la gravité, l'incurabilité, la fréquence, l'incuba-
« tion et les effets du vice allégué, tous sujets de ques-
« tions délicates et ardues. Ils auront seulement à
« décider si ces vices sont ou non compris dans la no-
« menclature de la loi et si l'action a été intentée dans
« les délais légaux, seules et simples questions que le
« législateur a entendu leur laisser le soin de résou-
« dre (1). »

Ainsi donc, fixer la législation, simplifier la tâche des juges en déterminant uniformément et pour toute la France, d'une part les vices rédhibitoires, les vices cachés à l'égard desquels l'acheteur devrait être garanti par le vendeur, d'autre part les délais de l'action en garantie, tels sont les principaux traits de la loi du 20 mai 1838.

Suppression de la réduction de prix accordée à l'acheteur par les principes généraux (art. 1644) ; organisation de la procédure ; limites de l'obligation de la garantie dans les maladies contagieuses en faveur du vendeur, telles sont les dispositions complémentaires de cette loi.

Sans aucun doute, la loi du 20 mai 1838 constituait un progrès et une simplification. Si elle limitait l'action

1. Rapport présenté par M. LHERBETTE, à la Chambre des députés sur le projet de loi concernant les vices rédhibitoires. (*Séance du 26 avril 1838*).

à certains vices, du moins pour ces vices était-elle certaine dans son but, puisque si l'action était intentée dans le délai de la loi, les vices étaient réputés existants au moment de la vente.

Et pourtant, malgré le soin avec lequel elle avait été rédigée, cette loi répondait-elle à ce qu'on espérait ; se tenait-elle, ainsi que l'avait déclaré le rapporteur, à égale distance du vendeur et de l'acheteur ? L'un n'était-il pas sacrifié à l'autre ?

D'autre part, sa portée était-elle suffisamment déterminée ; maintenait-elle notamment le droit commun en tout ce qui n'était pas l'objet de ses dispositions spéciales ?

Sur ces divers points, les critiques ne tardèrent pas à se produire.

Ces critiques et beaucoup d'autres encore s'élevèrent bien plus vivement lorsque, dans la préparation, en 1858, du projet de code rural, on proposa d'y introduire purement et simplement la loi de 1838, et plus que jamais les pays producteurs d'animaux demandèrent par la voix de leurs conseils généraux, une revision complète de la loi.

Sur la proposition de M. Boucher, la Société de médecine vétérinaire examina donc de nouveau la loi de 1838, et, cette fois, on se trouva en présence de quatre systèmes : le premier absolu, suppression de toute garantie dans la vente des animaux domestiques ; le second admettant la liberté des conventions entre le

vendeur et l'acheteur ; le troisième revenant à l'application pure et simple des principes du Code civil ; le quatrième enfin, celui du plus grand nombre, proposant le maintien de l'ancienne loi avec les modifications reconnues nécessaires.

Le premier système était hors de discussion : il sacrifiait absolument l'acheteur au vendeur.

On reprochait au second système, en faveur duquel on invoquait l'exemple de l'Angleterre, de favoriser la fraude en autorisant des stipulations faites précipitamment sur un champ de foire par des contractants souvent illettrés, stipulations qui étaient l'origine d'erreurs et de procès innombrables.

Revenir, comme le proposait le troisième système, aux dispositions générales du Code civil, c'était précisément retomber dans l'état de confusion qui avait nécessité la loi du 20 mai 1838.

Mieux valait — et tel fut à deux reprises, en 1858 et en 1868, l'avis de la Société de médecine vétérinaire — conserver et perfectionner la loi de 1838.

Loi du 2 août 1884. — Conserver et perfectionner la loi de 1838, telle devait donc être la base des travaux préparatoires de la nouvelle loi.

Retardée à raison des événements de 1870, la discussion du projet de loi déposé, dès 1868, par le gouvernement impérial, ne fut entreprise qu'en 1876, mais elle n'aboutit pas alors.

Repris en 1881, le projet fut discuté et finalement voté, avec des changements, le 2 août 1884.

La loi du 2 août 1884, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir à maintes reprises au cours de cette étude, n'apporte pas de modification au système général de la loi de 1838, mais seulement aux dispositions de détail de cette loi.

Ainsi, la nomenclature des vices rédhibitoires n'est plus la même.

L'option entre l'action rédhibitoire et l'action *quantum minoris* a été rendue à l'acheteur.

Une nouvelle fin de non-recevoir est établie.

Les règles de la procédure à suivre sont devenues plus précises.

Enfin les règlements qui accordaient aux bouchers de Paris une garantie exceptionnelle sont abrogés.

Telles sont les principales dispositions nouvelles de la loi du 2 août 1884, qui forme l'un des éléments de ce Code rural élaboré avec tant de lenteur par les Chambres, et qui constitue encore la base de la législation actuelle en matière de vices rédhibitoires.

On aurait pu croire, après les améliorations apportées par cette loi, que la législation sur la matière devait rester longtemps stationnaire. Il n'en fut rien, et c'est au besoin de réformes qui ne tarda pas à se faire sentir, que deux lois plus récentes du 31 juillet 1895 et du 23 février 1905 ont essayé de répondre.

Loi du 21 juillet 1881. — Peu de temps, en effet,

avant la promulgation de la loi du 2 août 1884, avait été promulguée la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux. Cette loi, dont le but principal était d'organiser, par mesure de police, un ensemble de précautions contre les maladies contagieuses dont peuvent être affectés les animaux, afin d'en prévenir la propagation, renfermait également certaines dispositions soulevant des questions d'intérêt privé, connexes à celles des lois de 1838 et de 1884. La loi du 21 juillet 1881, en effet, en interdisant dans son article 13 la vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses, avait eu pour effet de mettre hors du commerce les animaux atteints de ces maladies, et par conséquent, de rendre nulles et même inexistantes les ventes de ces animaux. Elle avait ainsi ouvert au profit de l'acheteur une action plus étendue que l'action en garantie pour vices rédhibitoires, une action qui n'était pas non plus soumise aux mêmes délais quant à son exercice, mais qui, par contre, était assujettie à une condition la rendant parfois plus difficile.

Les deux lois de 1881 et de 1884 étant nées néanmoins de préoccupations toutes différentes, ayant chacune un objet absolument distinct, le premier pénal, le second civil, un conflit entre elles semblait impossible.

Ce conflit, cependant, la jurisprudence l'avait fait naître, et journellement le perpétuait, sous l'empire de

considérations pratiques, assurément fort sérieuses mais qui n'auraient pas dû prévaloir en présence d'un texte formel.

Lois du 31 juillet 1895 et du 23 février 1905. — La loi du 31 juillet 1895, et après elle, la loi du 23 février 1905 ont en conséquence précisé exactement le domaine des deux lois de 1881 et de 1884.

Désormais, aucune maladie ne figure à la fois dans la nomenclature des lois de 1881 et de 1884 : maladies contagieuses et vices rédhibitoires sont devenus des choses distinctes. Les premières donnent ouverture à l'action en nullité, les seconds à l'action en garantie, et l'acheteur n'a jamais les deux actions à la fois. Chacune des actions a sa nature et son caractère propre, ses avantages et ses périls.

D'autre part, l'article 13 de la loi de 1881 a été complété.

La loi de 1881 n'avait établi, en effet, du moins expressément, aucune sanction civile. Elle se contentait de poser ce principe : « La vente ou la mise en vente des animaux atteints de maladies contagieuses est interdite. »

Aussi, la situation de l'acheteur ne laissait-elle pas que d'être délicate dans certains cas.

En supposant, d'un côté, que le vendeur fût de bonne foi ; de l'autre, que la maladie de l'animal ne fût pas légalement réputée vice rédhibitoire, l'acheteur était-il privé de tout recours ; ou bien pouvait-il demander

la nullité de la vente en se fondant sur ce que cette vente était interdite par l'article 13?

Cette question, qui se posait surtout à propos de la vente des bovidés atteints de tuberculose (1), faisait l'objet de grandes difficultés et était diversement résolue comme nous le verrons.

Aussi, au mois de décembre 1892, M. Darbot déposait-il sur le bureau du Sénat une proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de la loi de 1881 en même temps qu'elle devait modifier la loi de 1884.

Accueillie favorablement par la commission d'initiative parlementaire, cette proposition fut discutée d'abord au Sénat et après de longs débats reçut finalement la consécration législative, le 31 juillet 1895.

Malheureusement encore, la loi du 31 juillet 1895 n'était pas suffisamment claire. Elle renfermait en particulier une disposition ainsi conçue :

« En ce qui concerne la tuberculose dans l'espèce
« bovine, la vente ne sera nulle que lorsqu'il s'agira
« d'un animal *soumis à la séquestration* par les autori-
« tés compétentes. »

Or, la restriction ainsi apportée à l'exercice de l'action en nullité avait été introduite, dans le projet de loi, par la Chambre des députés, sur un amendement de MM. Chédon et Dulan, sans que les termes « soumis à

1. Le décret du 28 juillet 1888 a classé la tuberculose parmi les maladies contagieuses de l'espèce bovine.

la séquestration par les autorités compétentes » eussent été nettement définis.

De là, de grosses difficultés d'interprétation et une jurisprudence incertaine.

Pour mettre fin à cette situation, M. Darbot déposa un nouveau projet, dans lequel il demandait de spécifier que la séquestration exigée fût celle qui est pratiquée chez l'acheteur après la livraison ; et c'est ce projet qui, après s'être enrichi, au cours des travaux parlementaires de plusieurs amendements, est devenu la loi du 23 février 1905.

.

Nous nous proposons de présenter ici le commentaire des lois de 1881, 1884, 1895 et 1905, qui constituent la législation actuelle sur les ventes d'animaux domestiques atteints de vices rédhibitoires ou de maladies contagieuses, et nous étudierons dans autant de chapitres, successivement : les vices que la loi répute rédhibitoires et les maladies qu'elle répute contagieuses ; le caractère limitatif de cette nomenclature et de la législation en général sur la matière ; les actions données à l'acheteur ; les divers délais pour recourir contre le vendeur ; le recours en garantie en cas de plusieurs ventes ; les tribunaux compétents pour connaître des actions ; enfin, nous donnerons un rapide aperçu de la législation étrangère.

CHAPITRE PREMIER

DES VICES QUE LA LOI RÉPUTE RÉDHIBITOIRES ET DES MALADIES QU'ELLE RÉPUTE CONTAGIEUSES

SECTION I. — Vices rédhibitoires.

Aux termes de l'article 2, de la loi du 23 février 1905 :

« Sont réputés vices rédhibitoires et donnent seuls
« ouverture aux actions résultant des articles 1641 et
« suivants du Code civil, sans distinction de localités
« où ces ventes ou échanges auront lieu, les maladies
« ou défauts ci après, savoir :

« *Pour le cheval, l'âne, le mulet.* — L'immobilité,
« l'emphysème pulmonaire, le cornage chronique, le
« tri proprement dit avec ou sans usure des dents, les
« boiteries anciennes intermittentes, la fluxion péri-
« oïque des yeux.

« *Pour l'espèce porcine.* — La ladrerie. »

Il n'entre pas dans le cadre de ce travail d'étudier à fond les différents vices que nous venons d'énumérer : cette étude est du ressort de la médecine vétérinaire bien plus que du ressort juridique.

Il nous faut toutefois apprécier les motifs qui ont fait considérer ces vices comme rédhibitoires, écarter les autres par le législateur ; et en conséquence nous allons dire un mot sur chacun d'eux.

.

§ 1. — VICES RÉDhibITOIRES CONTENUS DANS LA LOI.

A. — Espèce chevaline.

I. — *L'immobilité.*

On désigne, sous ce nom, une maladie particulière aux solipèdes, et qui est caractérisée par une espèce d'assoupissement dans lequel sont plongés les animaux et par la difficulté ou l'impossibilité d'exécuter certains mouvements, surtout ceux de la progression en arrière.

Fréquente chez le cheval, elle est rare chez l'âne et le mulet.

L'animal immobile ne peut plus être convenablement utilisé au travail ; parfois même il devient dangereux ; et comme ce vice est d'une constatation fort délicate, pour laquelle il faut un examen attentif, persévérant et entouré de grandes précautions, c'est avec raison que le législateur l'a inscrit sur la liste des vices rédhibitoires.

Toutefois il ne faut rien exagérer, et il n'y a pas lieu de considérer comme rédhibitoire l'immobilité qui

s'accompagne d'acuité, de fièvre, et qui est la conséquence d'une maladie récente (encéphalite aiguë, congestion cérébrale, etc...). Ce n'est que l'immobilité *chronique* qui est rédhibitoire et non un état aigu qui peut naître facilement après la livraison.

II. — *L'emphysème pulmonaire.*

Ce vice était inscrit dans la loi du 20 mai 1838 sous le nom de « pousse ».

La « pousse » ou essoufflement n'est pas à proprement parler une maladie. « C'est — comme le disait M. La-biche dans son rapport au Sénat, lors de la discussion « de la loi du 2 août 1884 — un symptôme commun à « plusieurs maladies, même à plusieurs indispositions légères, tandis que « l'emphysème pulmonaire », c'est-à-dire l'infiltration de l'air dans le tissu du poumon, est « une maladie véritable bien caractérisée. »

Or, comme il est facile de donner à un bon cheval une respiration entrecoupée, la « pousse », sous l'empire de la loi de 1838, était devenue l'occasion de procès extrêmement nombreux qui, sous prétexte de pousse, aboutissaient à la résolution de la vente d'un cheval qui était en état de faire un bon service, mais dont l'acheteur cherchait à se défaire parce qu'il ne lui convenait plus.

Aussi, la Commission de la Chambre chargée d'étu-

dier le projet de la loi de 1884, se demanda-t-elle s'il ne convenait pas de supprimer complètement ce vice de la nomenclature des vices rédhibitoires. Et lors de la discussion devant la Chambre des députés, M. Bernard (du Nord) déposa et soutint un amendement en ce sens.

Mais M. le ministre de l'Agriculture et M. Maunoury, rapporteur, combattirent l'amendement de M. Bernard. M. le ministre de l'Agriculture, en particulier, terminait en ces termes :

« J'ajoute que c'est d'autant plus nécessaire (accep-
« ter l'introduction dans la loi de l'emphysème pulmo-
« naire), que cette maladie est très facile à dissimuler
« avec l'emploi de la digitale et de l'arsenic. Il me sem-
« blerait très dangereux d'exposer l'acheteur au risque
« d'une maladie qu'il est si facile de cacher. Je crois
« donc qu'il n'y a aucune raison d'effacer l'emphysème
« pulmonaire de la liste des vices rédhibitoires et que
« l'amendement de M. Bernard n'est vraiment pas à sa
« place dans la loi qui nous est soumise (1). »

A la suite de ces observations, l'amendement fut rejeté, mais les mots « emphysème pulmonaire » remplacèrent désormais l'ancienne qualification de « pousse », de la loi de 1838.

1. Chambre des députés. Séance du 29 juillet 1884. (*J. off.* du 30. *Déb. parl.*, année 1884, p. 1911.)

III. — *Le cornage chronique.*

S'il est un vice que les éleveurs voudraient voir disparaître de la loi, c'est assurément le cornage.

Il arrive très souvent, en effet, que des poulains achetés sains ou comme tels deviennent corneurs à l'âge adulte, et par suite d'une valeur inférieure au prix qu'ils ont coûté. D'où des procès très nombreux, si nombreux même qu'au dire des vétérinaires le cornage occasionne dix fois plus de procès que tous les autres vices.

Généralement, on entend par cornage un bruit particulier, anormal, que certains chevaux font entendre pendant la respiration, sous l'influence d'un état morbide des organes respiratoires ou du système nerveux spécial à ces organes.

Tantôt il disparaît avec l'affection aiguë dont il est la conséquence ; tantôt, et c'est le cas lorsqu'il provient d'une lésion de l'organe de la respiration, il persiste comme l'affection à laquelle il se trouve lié.

Il y a donc deux sortes de cornage : le cornage aigu, et le cornage chronique, ce dernier seul constituant d'après la loi de 1884 un vice rédhibitoire.

Peu importe du reste que le cornage soit constaté après la disparition d'une maladie aiguë, survenue après la livraison. Comme nous le verrons, en effet, du moment que le vice a fait son apparition et a été suivi

d'une réclamation en forme dans les délais de garantie, son existence au moment de la vente est tenue pour certaine et l'action rédhibitoire doit être admise.

IV. — *Le tic proprement dit avec ou sans usure des dents.*

Le tic proprement dit est une habitude vicieuse qu'ont quelques chevaux de faire entendre une espèce de rot qui se produit avec une contraction spasmodique des muscles de la région inférieure de l'encolure et de ceux de la région du ventre.

Il y a des chevaux qui tiquent en l'air ; d'autres prennent un point d'appui avec les dents. Quand le *tic d'appui* existe depuis quelque temps, le bord externe des dents incisives est usé en biseau et irrégulièrement, soit aux deux mâchoires, soit à l'une ou à l'autre des deux.

Le législateur de 1838 ne reconnaissait comme rédhibitoire que le tic *sans usure des dents*. Il avait pensé que, s'il y avait usure des dents, le tic était apparent et par suite un vice non caché.

Il y avait là une très grande difficulté d'appréciation, car l'usure causée par le tic est souvent très peu visible, même pour des gens expérimentés ; puis on rencontrait souvent des dents usées accidentellement par une cassure, un ébrèchement, une striation anormale ; toutes causes étrangères au tic.

Aussi, la Société de médecine vétérinaire demandait-elle que l'on renonçât à la distinction faite par la loi de 1838, et consacrant cette opinion, le projet de loi de 1884 énumérait-il, parmi les vices rédhibitoires, le tic *avec ou sans usure des dents*.

Cette formule cependant, proposée par le conseil d'État, présentait un inconvénient : celui d'être trop générale et de paraître comprendre tous les tics, même ceux qui n'ont aucune gravité, tels le tic de manger de la terre, le tic de lécher les murs, etc.

La commission du Sénat proposa, en conséquence, une formule plus précise, « le tic *proprement dit*, avec ou sans usure des dents », afin de bien montrer que l'on n'entendait admettre comme vice rédhibitoire qu'un tic ayant une certaine gravité, se manifestant le plus souvent par l'usure des dents, mais caractérisé, comme sous la loi de 1838, par une contraction spasmodique des muscles de l'encolure avec éructation.

Ainsi bien spécifié, c'est avec raison que le tic proprement dit a été admis au nombre des vices rédhibitoires. Certaines influences, en effet, peuvent, sinon détruire l'habitude, du moins en suspendre momentanément la manifestation. Ainsi il est des chevaux que la présence d'une personne inconnue, d'un animal étranger, empêche de tiquer. D'autres ne se livrent pas à cette habitude vicieuse quand ils sont attachés, ou quand ils ont un collier, un licol, un bridon.

On ne peut donc reprocher à l'acheteur de n'avoir

pas reconnu un vice qui, bien qu'existant, pouvait ne pas être apparent lors du marché, et c'est de toute justice de lui donner en ce cas un recours contre son vendeur.

V. — *Les boiteries anciennes intermittentes.*

On désigne sous le nom de boiterie, une irrégularité dans les allures, déterminée par l'inégalité ou l'impuissance d'action d'un ou de plusieurs membres.

La boiterie n'est pas une maladie, mais seulement un symptôme d'une lésion existant sur un point quelconque du membre ; elle peut dépendre d'un grand nombre d'affections ou d'accidents.

Il y a des boiteries *permanentes* qui sont toujours visibles, et des boiteries *intermittentes* qui ne se montrent pas d'une manière continue ; ces dernières seules du reste pouvant être déclarées rédhibitoires, à l'exclusion de celles qui sont dues à un mal récent.

Dans la loi du 20 mai 1838, ce vice était désigné sous le nom de boiterie *intermittente pour cause de vieux mal*.

Cette disposition était fort rationnelle, car accorder l'action pour boiterie permanente, qu'elle fût ancienne ou nouvelle, c'eût été, comme cette boiterie est toujours visible, autoriser la rédhibition pour vice apparent. De même, ne pas exiger, au cas de rédhibition pour

boiterie intermittente, qu'elle provint de vieux mal, c'eût été permettre la réhabilitation pour boiterie du fait de l'acheteur.

C'est donc par erreur que la loi du 31 juillet 1895, ne parle que de la boiterie intermittente, et le législateur de 1905 s'est empressé de rétablir l'expression boiterie *ancienne*, de la loi de 1884, voulant ainsi bien marquer l'intention du législateur de n'envisager que la boiterie intermittente causée par le vieux mal dont parlait la loi de 1838.

La nouvelle formule, déjà employée par le législateur de 1884, nous semble même préférable aux termes « pour cause de vieux mal », car si l'intermittence de la boiterie se reconnaît aisément, il est difficile de dire si cette boiterie provient d'un vieux mal spécial et de le bien préciser, ainsi que le voulaient certains auteurs vétérinaires.

En réputant vices rédhibitoires les boiteries *anciennes intermittentes*, la loi du 2 août 1884 rend la constatation plus facile : il suffit désormais de constater l'intermittence et de reconnaître que la boiterie n'est pas récente.

Toutefois, il faut se garder de l'erreur assez répandue qui consiste à croire que la boiterie ancienne intermittente n'est pas rédhibitoire lorsqu'elle est due à des défauts visibles ; courbe, éparvin, formes, etc...

Ces défauts visibles, ces tumeurs osseuses, peuvent exister sans que l'animal soit boiteux ; et l'acheteur a

bien pu consentir à s'accommoder d'un cheval atteint d'une de ces maladies alors qu'il avait la conviction que ce cheval ne boitait pas, tandis que s'il l'avait su boiteux, il ne l'aurait pas acheté.

Ajoutons que dans la pratique il se présente parfois quelques cas difficiles. Ainsi un cheval ne boite pas sur un terrain meuble et boite toujours sur le pavé. Un autre ne boite pas à l'allure du pas et boite constamment au trot. Nous n'hésitons pas à déclarer qu'à notre avis ces boiteries ne sont pas rédhibitoires, car si elles ne semblent pas continues, c'est qu'au moment où elles passent inaperçues, l'intensité des réactions n'est pas assez vive pour que l'animal manifeste la moindre sensation douloureuse et que la boiterie se produise.

VI. — *La fluxion périodique des yeux.*

La fluxion périodique est une maladie grave de l'œil, revenant par accès, à des périodes de temps indéterminées. Fréquente chez le cheval, on ne l'observe que rarement sur le mulet et plus rarement encore chez l'âne.

Ce vice, mentionné dans l'article 1^{er} de la loi du 20 mai 1838, avait été supprimé dans le projet de la loi de 1884, présenté par le gouvernement, et dans le projet adopté par le Sénat.

A l'appui de cette suppression, on invoquait les difficultés que présente la constatation de ce vice, et les inconvénients qu'entraîne une longue mise en fourrière.

« Il s'agit, disait M. Labiche dans son rapport, d'une
« constatation difficile, délicate, longue à faire, et il est
« certain que les frais dépasseront toujours la valeur
« de l'animal ; et comme la maladie est très facile à
« simuler, la perspective de ces frais laissera toujours
« le malheureux vendeur à la merci du maquignon de
« mauvaise foi qui l'exploitera. Comme d'ailleurs il
« s'agit d'une maladie spéciale à certains pays, l'ache-
« teur, suivant la provenance de la bête, sera naturel-
« lement appelé à faire sur ce point, s'il le juge utile,
« une stipulation spéciale de garantie dont l'article 1^{er}
« du projet lui réserve le droit (1). »

Devant la commission de la Chambre, les mêmes arguments furent repris et la commission finit par se prononcer pour l'exclusion. Mais, lors de la discussion, MM. Bernardet Loubet proposèrent d'ajouter la fluxion périodique des yeux. M. Bernard s'exprimait en ces termes :

«... Les objections qui ont été faites par la commis-
« sion se résument en quelques mots : c'est que la
« fluxion périodique, bien qu'étant une maladie grave,

1. Rapport LABICHE précité (Annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 25 juillet 1881, p. 6).

« est beaucoup plus rare aujourd'hui qu'il y a trente ou
« quarante ans. Cela tient, je crois, à ce que cette ma-
« ladie étant placée parmi les vices rédhibitoires, ceux
« qui se livrent à la reproduction du cheval ont apporté
« beaucoup de soins dans le choix des reproducteurs.
« Si l'on supprimait la fluxion périodique, ce serait
« s'exposer, dans un temps très court, à voir cette ma-
« ladie qui a disparu, reparaitre encore dans de très
« grandes proportions.

« Il y a encore un argument que j'invoquerai. Dans la
« proposition de loi sur les étalons, on propose que
« ceux qui sont affectés de fluxion périodique ne puis-
« sent servir pour la reproduction, et je vous deman-
« derai dans ces conditions, si vous vous opposez à ce
« que la fluxion périodique des yeux soit inscrite parmi
« les cas rédhibitoires, quelle sera la position dans
« laquelle se trouvera un individu ayant acheté un
« étalon pour faire le service de la monte, si cet étalon
« est affecté de fluxion périodique, puisqu'il ne pourra
« ni s'en servir, ni le rendre à son vendeur. C'est sur
« cette dernière observation que je demande à la
« Chambre d'inscrire la fluxion périodique parmi les
« cas rédhibitoires (1). »

Combattu par M. le ministre de l'Agriculture, l'amendement de M. Bernard (du Nord) finit cependant par

1. Chambre des députés, séance du 29 juillet 1884 (*J. off.* du 30 juillet 1884).

trionpher, et le Sénat lui-même, deux jours après, sanctionnait le vote de la Chambre en maintenant la fluxion périodique.

Cette décision est très heureuse, car la fluxion périodique des yeux est grave et peut facilement être cachée au moment de la vente. Quant aux inconvénients de la mise en fourrière, ils peuvent être facilement évités en laissant l'animal chez l'acheteur.

Sans doute, dans la pratique, il pourra surgir des difficultés ; les experts pourront n'être pas d'accord pour l'appréciation de certains cas. Mais ce n'est pas là une raison suffisante pour demander la radiation de la fluxion de la liste des vices rédhibitoires, car en définitive, étant mis de côté le cas où la maladie est très nettement caractérisée, rien n'oblige l'expert à se prononcer à la légère, et même toutes les fois qu'il s'élèvera des doutes dans son esprit, il fera mieux de surseoir à sa conclusion.

B. — Espèce porcine

La ladrerie.

La ladrerie est une maladie particulière au porc, caractérisée par le développement dans le tissu cellulaire du « cysticerque celluleux », ou petits vers qui se transforment en « *tœnia solium* », ou vers solitaire, dans

les intestins de l'homme qui a mangé crue ou insuffisamment cuite la viande infectée de ladrerie.

En 1838, le rapporteur de la loi, M. Lherbette, ayant affirmé que la viande du porc ladre était saine, quoique moins nourrissante, la Chambre des députés avait rayé la ladrerie de la liste des vices rédhibitoires.

Depuis lors, de nombreux travaux scientifiques étant venus démontrer qu'on avait fait erreur, les rapporteurs de la loi de 1884 au Sénat et à la Chambre, demandèrent le rétablissement de ce cas rédhibitoire et n'eurent aucune peine à l'obtenir.

Voici comment s'exprimait M. Labiche au Sénat :

«... La Chambre des députés avait refusé, en 1838,
« d'admettre la ladrerie comme vice rédhibitoire. On
« croyait alors que cette maladie était facile à recon-
« naître et on était convaincu qu'elle n'avait pas pour
« effet de rendre la viande insalubre. Le contraire
« est aujourd'hui démontré : la Société des vétérinaires
« constate que souvent les vésicules sous-linguales
« n'existent pas au moment de la vente, soit qu'on
« les ait effacées pour dissimuler le mal, soit que
« le moment de leur apparition ne soit pas encore
« arrivé ; il est alors impossible de savoir si un porc
« est ladre ou ne l'est pas. D'où il suit que, dans le
« plus grand nombre de cas, c'est seulement à l'autop-
« sie que la ladrerie peut être reconnue avec exacti-
« tude. Quant à l'insalubrité de la viande ladre, elle
« n'est plus contestée.

« L'admission de la ladroterie au nombre des vices
« rédhibitoires permettra aux charentiers, trompés dans
« leurs marchés, d'exercer leur recours contre les
« vendeurs, tandis qu'avec la législation de 1838 ils
« avaient intérêt à déguiser la maladie et à faire entrer
« dans la consommation des viandes malsaines (1). »

§ 2. — VICES RÉDHIBITOIRES SUPPRIMÉS PAR LA LOI DU
2 AOÛT 1884 ET LA LOI DU 31 JUILLET 1895

Nous venons de voir les seuls vices que la loi reconnaît aujourd'hui comme rédhibitoires, c'est-à-dire susceptibles d'amener la résiliation de la vente.

Or cette nomenclature est considérablement réduite et il est intéressant de constater que les lois de 1884 et de 1895 n'ont pas peu contribué à abrégier la liste, de plus en plus courte, des vices rédhibitoires.

I. — *Vices supprimés par la loi du 2 août 1884.*

Voici par exemple les vices supprimés par la loi du 2 août 1884 :

Pour l'espèce chevaline. — L'épilepsie ou mal caduc ; les maladies anciennes de poitrine ou vieilles courbatures ; les hernies inguinales intermittentes.

1. Rapport de M. LABICHE précité (Annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 25 juillet 1881, p. 17, 18).

Pour l'espèce bovine. — La phtisie pulmonaire ou pommelière ; l'épilepsie ou mal caduc ; les suites de la non-délivrance ; le renversement du vagin ou de l'utérus.

Pour l'espèce ovine. — Le sang de rate.

La plupart de ces maladies ont été retranchées de la loi par suite de la difficulté de leur constatation :

« La *phtisie pulmonaire*, dit l'*Exposé des motifs* de
« 1876, est celle qui a occasionné les attaques les plus
« vives contre la loi de 1838. Il paraît certain qu'elle
« a donné lieu partout à des procès très nombreux ; il
« paraît aussi certain que, hors le cas où l'autopsie est
« possible, la science ne fournit aucune preuve assu-
« rée de l'existence du mal. Il en résulte que le sort
« d'un procès fondé sur ce vice rédhibitoire est toujours
« très douteux. Les expertises se multiplient..., la mise
« en fourrière se prolonge pendant des mois entiers,
« la dépense devient énorme.... Cet ensemble de faits
« nous a déterminés à retrancher la phtisie pulmonaire
« de la nomenclature contenue dans le projet de
« loi (1). »

De même, en ce qui concerne l'*épilepsie* et la *hernie*, l'*Exposé des motifs* s'exprime ainsi :

« L'*épilepsie* et la *hernie* inguinale intermittente sont
« des affections extrêmement rares. Il est très difficile

1. Exposé des motifs (Annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 13 juillet 1876, p. 112-113).

« de les constater... Il a semblé sage d'exclure ces deux
« maladies de la nomenclature légale (1). »

D'autres considérations ont fait rejeter le *sang de rate* que maintenait le projet de code rural de 1876 :

« ... Depuis, concluait M. Labiche dans son rapport
« au Sénat, les belles expériences de M. Pasteur sur
« la vaccination, poursuivies en Eure-et-Loir et en Seine-
« et-Marne, ont établi avec la dernière évidence que
« cette maladie peut se développer en quelques jours,
« si on laisse parquer un troupeau sur des pâturages
« dans lesquels ont été enfouis des animaux morts du
« sang de rate. Il n'est donc plus possible de laisser
« le vendeur responsable d'une maladie qui peut être
« due à la négligence ou à la mauvaise foi de l'ache-
« teur (2). »

En résumé, l'idée à laquelle a obéi le législateur de 1884, est la suivante : le vice doit être facile à constater, difficile à simuler, de nature telle que son apparition dans le délai fixé pour agir soit une preuve certaine qu'il préexistait à la vente ; il doit enfin être assez grave pour entraîner une notable diminution de la valeur de l'animal.

Sans entrer dans des détails qui risqueraient de nous entraîner trop loin, qu'il nous soit permis, avec M. Gal-

1. Exposé des motifs précité (Annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 13 juillet 1876, p. 108-109).

2. Rapport de M. LABICHE, précité (Annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 25 juillet 1881, p. 17-18).

tier, professeur à l'École nationale vétérinaire de Lyon, de regretter en certains cas la trop grande sévérité du législateur pour l'admission de vices comme rédhibitoires, car il n'est pas permis, « sous prétexte de certaines difficultés, d'enlever à l'acheteur une garantie que l'équité veut qu'on lui accorde ».

II. — *Vices supprimés par la loi du 31 juillet 1895.*

Jusqu'en 1895, trois maladies : la *morve* et le *farcin*, pour le cheval; la *clavelée*, pour les moutons, figuraient à la fois sur la liste des vices rédhibitoires et des maladies contagieuses.

Ces trois maladies donnaient donc lieu d'une part, aux actions de la loi du 2 août 1884, d'autre part, à l'application de la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux. Or, les actions ouvertes à l'acheteur par ces deux lois étaient de nature différente. Exerçait-il l'action rédhibitoire ou l'action en diminution de prix, l'acheteur, n'avait qu'un délai de neuf jours, aux termes de l'article 5 de la loi de 1884. Provoquait-il la nullité de la vente en vertu de l'article 13 de la loi du 21 juillet 1881, il avait une action dont la durée n'était point limitée.

Les deux actions étaient soumises par ailleurs à des conditions différentes. Pour l'action rédhibitoire, l'acheteur n'avait pas à prouver que l'animal était atteint

du vice au moment de la vente ; il suffisait que le vice fût constaté dans le délai fixé par la loi de 1884, et il découlait de cette constatation une présomption que l'animal en était affecté à l'époque de la vente. Au contraire, pour faire tomber la vente comme nulle, en vertu de la loi de 1881, il fallait prouver que l'animal vendu était atteint de la maladie contagieuse au moment de la vente.

La coexistence de deux actions si différentes résultant du même contrat et du même vice de l'animal parut bientôt être une contradiction à laquelle il importait de remédier ; et se faisant le porte-parole d'un certain nombre de ses collègues et même de quelques vétérinaires, M. Darbot déposait le 24 décembre 1892 un projet de loi tendant à rayer purement et simplement de la liste des vices rédhibitoires les trois maladies que nous venons de citer.

Voici les principaux motifs qu'il donnait de sa proposition :

« En rapprochant la loi du 2 août 1884 sur les vices
« rédhibitoires de celle du 21 juillet 1881 sur la police
« sanitaire, on est frappé de ce fait que trois maladies
« contagieuses, du ressort de cette dernière loi... ont leur
« place dans le cadre des vices rédhibitoires inséré
« dans la première. Or, ces deux lois, bien que visant
« l'une et l'autre le commerce de nos animaux domesti-
« ques, n'ont ni le même but ni surtout la même por-
« tée. L'une, celle de 1881, a bien évidemment en vue

« la protection des intérêts généraux de l'élevage et de
« l'hygiène publique, tandis que l'autre, celle de 1884,
« ne peut avoir pour but et n'a en réalité pour effet
« que la protection de tout acheteur contre sa propre
« impuissance supposée... Et qu'on ne croie pas qu'il
« n'y a là qu'une affaire de théorie ou de forme ; il y a
« surtout une question pratique, de faits journaliers,
« qu'il est nécessaire de résoudre pour mettre un terme
« à de criantes et trop fréquentes injustices.

« La raison de cette nécessité est dans cette situa-
« tion que dans l'état actuel des choses, il est extrê-
« mement difficile, sinon impossible, à un acheteur
« trompé, d'obtenir la réparation du préjudice qui lui a
« été causé.

« Prenons un exemple pour le démontrer.

« Voilà un cheval vendu, qui, après la livraison dont
« il a été l'objet, est reconnu atteint de morve, de farcin,
« ou suspect d'être atteint de l'une de ces maladies.
« Comment doit agir l'acheteur pour se tirer d'embar-
« ras?... Demandera-t-il la nullité de la vente, en raison
« de ce qu'étant interdite, cette vente porte sur un objet
« hors du commerce? Ou bien, puisqu'il s'agit de mala-
« dies contagieuses qui sont des vices rédhibitoires,
« invoquera-t-il la garantie qui lui est due en vertu de
« la loi de 1884 sur les vices rédhibitoires?

« Il pourra sans doute demander la nullité de son
« marché, mais avec bien peu de chances de succès, car
« son adversaire ne manquera pas de faire valoir, et les

« tribunaux le plus souvent lui donneront gain de cause,
« que la morve et le farcin, bien que maladies conta-
« gieuses, sont des vices rédhibitoires, et que c'est la
« loi de 1884, relative à ces vices, qui, restrictive en ce
« qui touche ces maladies, de la loi de police sanitaire,
« peut seule servir de base à une action judiciaire.

« Il se tournera donc du côté de cette loi, mais n'ob-
« tiendra en l'invoquant le résultat qu'il poursuit que
« tout à fait exceptionnellement. Pour arriver à la rédhi-
« bition de son marché, il faut qu'il établisse l'exis-
« tence de la maladie dans le délai légal, c'est-à-dire
« dans les neuf jours. Or, le plus souvent, neuf fois sur
« dix, car le vendeur a pris ses précautions, ou l'ani-
« mal ne présentera que quelques symptômes de l'affec-
« tion, ou bien la maladie ne se déclarera que dix,
« quinze, vingt, trente jours et plus après la vente, et
« dans l'un et l'autre cas son action ne sera plus rece-
« vable. Il a laissé passer le délai et la suspicion d'un
« vice ne suffit pas pour obtenir la résiliation. Il ne
« lui restera, s'il veut se tirer d'affaire, qu'à atténuer
« les signes du mal dont son cheval est atteint, à le
« blanchir comme on dit, à le mettre en vente et à s'en
« défaire, c'est-à-dire à procéder comme son vendeur,
« avec toutes chances de ne courir pas plus de risques
« que lui.

« Voilà les conséquences regrettables de l'introduc-
« tion de la morve, du farcin, de la clavelée, dans le
« cadre des vices rédhibitoires... Si la modification

« que nous proposons était adoptée... l'acheteur
« aurait toujours une action facile et d'un résultat
« certain. Il n'aurait qu'à demander la nullité de son
« marché, en invoquant la loi du 21 juillet 1881...
« et satisfaction ne pourrait lui être refusée, à la seule
« condition de faire la preuve que la maladie est anté-
« rieure à son acquisition. Et... les tribunaux seraient
« bien obligés d'appliquer strictement la loi du 21 juil-
« let 1881, sur le police sanitaire, puisqu'elle serait
« seule à s'occuper des maladies contagieuses et des
« moyens d'en prévenir l'extension (1)... »

Et M. Darbot, lors de la première discussion au Sénat, ajoutait :

«... Et puis, il y a bien là une question de principe
« ou de logique, qui ne saurait être dédaignée. Com-
« ment une vente qui est interdite (loi de 1881) et qui
« de ce fait est nulle de plein droit, peut-elle bien faire
« l'objet d'une action rédhibitoire (loi de 1884) ? On
« ne peut pas, raisonnablement, ordonner la résilia-
« tion d'un marché qui n'a jamais pu exister, et cepen-
« dant c'est ce que doivent faire les tribunaux, qui sont
« appelés à se prononcer sur le cas d'une maladie con-
« tagieuse qui est en même temps un vice rédhibi-
« toire... (2). »

1. Rapport de M. DARBOT au Sénat (*J. off.* de février 1893. *Doc. parl.*, p. 721).

2. Séance du Sénat du 18 janvier 1894 (*J. off.* du 19. *Déb. parl.*, p. 30).

Le Sénat, puis la Chambre, ratifièrent cette opinion, et la morve, le farcin, et la clavelée, ne figurent plus désormais dans la nouvelle énumération des vices rédhibitoires (art. 2 de la loi du 31 juillet 1895).

La loi du 31 juillet 1895 a donc séparé entièrement le terrain d'application de chacune des lois du 21 juillet 1881 et du 2 août 1884, et désormais aucune confusion n'est plus possible : d'un côté les vices rédhibitoires, de l'autre les maladies contagieuses ; d'un côté l'action rédhibitoire, de l'autre l'action en nullité.

Que penser de cette séparation ? A notre avis, elle était au moins inutile, et en définitive le remède que l'on a proposé dans l'intérêt de l'acheteur a tourné contre lui, en lui enlevant sans compensation l'une des deux actions que lui donnaient les deux lois de 1881 et de 1884.

Quoi d'extraordinaire, quoi d'illogique que le même contrat donnât lieu à deux actions à raison des trois maladies, qui figuraient à la fois dans la nomenclature des maladies contagieuses et dans celle des vices rédhibitoires ? Chaque action avait ses avantages. Dans le délai assigné à l'action rédhibitoire par la loi du 2 août 1884, l'acheteur pouvait exercer cette action sans être tenu de prouver que l'animal était atteint de la maladie au moment de la vente : la brièveté du temps écoulé établissait en ce sens une présomption légale dispensant l'acheteur de prouver ce fait. Le délai de l'action rédhibitoire était-il expiré avant que la maladie se fût

manifestée, l'acheteur avait encore la ressource de l'action en nullité, en vertu de l'article 13 de la loi du 21 juillet 1881, action plus difficile puisqu'elle exigeait la preuve de l'existence de la maladie contagieuse au moment de la vente, mais qui, si l'acheteur pouvait faire cette preuve, lui permettait d'agir encore utilement. Pourquoi refuser cette dernière ressource à l'acheteur? Tout en ayant un point de départ commun, les deux actions ne procèdent ni de la même cause, ni du même objet, et par suite nous allons même jusqu'à reconnaître le droit à l'acheteur d'engager les deux actions à la fois, sans qu'on puisse invoquer la maxime « *Una via electa* » (1).

§ 3. — VICES RÉDhibITOIRES DONT L'INTRODUCTION A ÉTÉ PROPOSÉE MAIS N'A PAS ÉTÉ ADMISE

A côté des vices rédhibitoires que nous avons étudiés et qui sont restés dans la loi, le projet du gouvernement de 1876 classait parmi les vices rédhibitoires du cheval la *méchanceté* et la *rétivité*, et voici en quels termes l'*Exposé des motifs* justifiait l'introduction dans la loi de ces deux vices rédhibitoires :

« ... L'expérience a obligé l'administration de la guerre
« à stipuler dans tous ses achats la garantie pour cas

1. Cassation, 20 décembre 1895 (D., 96.1.335).

« de méchanceté ou de rétivité. Il en est de même pour
« l'administration des omnibus... Aussi la Société de
« médecine vétérinaire a-t-elle, d'une voix unanime,
« demandé en 1858, que l'on rangeât parmi les vices ré-
« dhibitoires la *méchanceté du cheval caractérisée par*
« *l'habitude de mordre et de frapper*. Consultée de nou-
« veau en 1868, elle a exprimé le même vœu, et le pro-
« jet adopte cette opinion.

« Sans doute, il pourra en résulter quelques difficul-
« tés pratiques ; mais la méchanceté est un vice d'une
« gravité toute exceptionnelle ; c'est celui pour lequel
« la loi doit montrer la sévérité la plus grande. Il ne
« s'agit pas, en effet, d'une simple perte d'argent pour
« l'acheteur ou pour le vendeur ; mais il y va de la
« sécurité et de la vie. Il est de l'intérêt public que les
« chevaux méchants, ceux qui, plus que tous les autres,
« ont reçu et méritent le titre de *chevaux vicieux*,
« soient mis complètement hors du commerce.

« Des raisons analogues, mais cependant moins gra-
« ves, ont fait placer au nombre des vices rédhibitoi-
« res la *rétivité caractérisée par le refus de l'animal de*
« *se laisser utiliser au service auquel il est destiné*. Un
« pareil défaut est évidemment une cause de résolu-
« tion et il est toujours facile d'en constater l'exis-
« tence (1). »

1. Exposé des motifs précité (Annexe au procès-verbal de la
séance du Sénat du 13 juillet 1876, p. 111-112).

Lors de la discussion à la Chambre, plusieurs amendements furent déposés dans le même sens et soutenus tour à tour. M. Rauline, reprenant en particulier un amendement de M. Bernard, retiré par son auteur, disait :

M. Rauline. — « En ne faisant pas figurer la méchanceté parmi les vices rédhibitoires, vous exposez les acheteurs tous les jours à la mort. Vous achetez le matin un cheval qui n'est pas méchant, parce qu'il a absorbé des breuvages que le maquignon lui a administrés, et le soir même cet animal peut vous tuer. »

M. le rapporteur. — « Je n'ai qu'un mot à répondre. L'honorable préopinant vient de donner une des meilleures raisons qui doivent nous déterminer à écarter la méchanceté du nombre des vices rédhibitoires, en disant : si un cheval n'est pas méchant le matin, il peut l'être le soir. C'est la vérité ; un cheval peut n'avoir jamais été méchant chez le vendeur, et telle circonstance pourra le rendre méchant chez l'acheteur : un domestique brutal, maladroit, rendra un cheval méchant ; si c'est le domestique de l'acheteur, pourquoi en rendre responsable le vendeur ?

« J'ajoute que rien n'est plus facile de rendre un cheval méchant... Quand un maquignon voudra rompre un marché pour un cheval qu'il ne voudra plus conserver, il lui fera subir de mauvais traitements ; le cheval deviendra méchant et sera soumis, si vous acceptez l'amendement, à l'action rédhibitoire...

« Il y a une autre raison de repousser l'amende-

« ment, et la voici : Pour qu'un vice soit rédhibitoire,
« pour qu'il soit de nature à faire rompre un contrat,
« il faut qu'il soit précis et qu'on puisse bien le définir,
« le constater. Je demande : où commence la méchan-
« ceté ? Où finit-elle ? Définissez-la. Il ne s'agit pas ici
« d'une maladie que la science peut reconnaître, mais
« d'un vice purement moral dont l'appréciation sera
« livrée à l'arbitraire, et dont, en conséquence, vous
« ne pouvez pas faire un vice rédhibitoire. »

A la suite de ces explications, l'amendement de M. Rauline fut rejeté, et la méchanceté, comme du reste la rétivité, exclues, ou plutôt non admises dans la nomenclature des vices rédhibitoires.

Est-ce à dire que l'acheteur dans ces deux cas n'aura jamais aucun recours ? Assurément oui, en règle générale, à moins qu'il n'y ait dol de la part du vendeur.

Cependant, si l'animal méchant ou rétif a occasionné un accident, le vendeur peut être poursuivi en dommages-intérêts, mais à la condition que l'accident se soit produit avant que l'acheteur ait pu s'apercevoir de l'existence du défaut (art. 1382, 1383, 1391 C. civ). L'action dure alors trente ans, et si l'accident a été causé à un tiers, le vendeur peut être appelé en garantie par l'acheteur poursuivi, devant le tribunal déjà saisi, ou actionné principalement devant le tribunal de son domicile par l'acquéreur déjà condamné.

SECTION II. — Maladies contagieuses.

La liste complète des maladies contagieuses se trouve aujourd'hui contenue dans la loi du 21 juin 1898, qui est venue compléter la loi du 21 juillet 1881.

L'article 29 de la loi du 21 juin 1898 donne l'énumération suivante :

«.... La *rage* dans toutes les espèces ; la *peste bovine*
« dans toutes les espèces de ruminants ; la *péripneumonie contagieuse* ; le *charbon emphysémateux* ou
« *symptomatique* et la *tuberculose* dans l'espèce bovine ;
« la *clavelée* et la *gale* dans les espèces ovine et
« caprine ; la *fièvre aphteuse* dans les espèces bovine,
« ovine, caprine et porcine ; la *morve* et le *farcin*, la
« *dourine*, dans les espèces chevaline, asine et leurs
« croisements ; la *fièvre charbonneuse* ou *sang de rate*,
« dans les espèces chevaline, bovine, ovine et caprine ;
« le *rouget*, la *pneumo-entérite infectieuse*, dans l'es-
« pèce porcine. »

Nous n'avons pas à entrer dans les mêmes détails pour ces maladies que pour les vices rédhibitoires : elles ont été insérées dans la loi sans la moindre discussion.

Contentons-nous de dire que l'idée qui a présidé à leur introduction se trouve dans les dommages matériels que toutes ces maladies peuvent causer, et dans les dangers que quelques-unes, comme le charbon, la

tuberculose bovine, la morve, le farcin, la rage... font courir à l'espèce humaine.

Constatons également que la liste de ces maladies, à la différence de celle des vices rédhibitoires, a toujours été en augmentant, puisque la loi du 21 juin 1898 contient cinq maladies de plus que la loi du 21 juillet 1881. A cela du reste rien d'étonnant, si l'on songe que la loi de 1898, comme celle de 1881, sont avant tout des lois d'hygiène et d'intérêt public.

SECTION III. — La nomenclature des vices rédhibitoires et des maladies contagieuses peut-elle être complétée autrement que par mesure législative?

Après avoir donné dans l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1881 l'énumération des maladies des animaux réputées contagieuses, et qui donnent lieu à l'application des dispositions de la loi, l'article 2 ajoute :

« *Un décret du président de la République rendu sur*
« *le rapport du ministre de l'Agriculture et du Com-*
« *merce, après avis du Comité consultatif des épizooties,*
« *pourra ajouter à la nomenclature des maladies répu-*
« *tées contagieuses dans chacune des espèces d'animaux*
« *énoncés ci-dessus, toutes autres maladies contagieuses*
« *dénommées ou non qui prendraient un caractère dan-*
« *gereux. Les dispositions de la présente loi pourront*
« *être étendues, par un décret rendu dans la même*
« *forme, aux animaux d'espèces autres que celles ci-*
« *dessus désignées. »*

Les modifications qu'un décret du 28 juillet 1888 a apportées avant la loi du 21 juin 1898 à la nomenclature des maladies contagieuses, et celles que les lois de 1884 et de 1895 ont apportées elles-mêmes à leur tour, montrent combien les découvertes scientifiques peuvent faire changer l'appréciation des spécialistes sur le caractère des maladies et combien par suite il était sage d'insérer dans la loi, l'article 2 que nous venons de citer. Une intervention législative, en effet, ne saurait être perpétuellement sollicitée pour des intérêts de cette nature, et, lorsqu'elle est provoquée, elle se produit avec une sage lenteur : nous n'en voulons d'autre preuve que l'historique de la loi du 2 août 1884, dont les bases ont été arrêtées en 1868 ! Ainsi, pendant seize ans, on a admis comme vices rédhibitoires des vices qui, d'après l'état de la science en 1868, avaient perdu ce caractère, et, d'un autre côté, on n'a pas admis comme tels des vices qui devaient avoir ce caractère, d'après l'enquête de 1868 et la loi de 1884 !

Et cependant, nous ne trouvons pas dans la loi du 2 août 1884 une disposition analogue à celle contenue dans l'article 2 de la loi du 21 juillet 1881, et dès lors nous sommes bien obligés de croire que le législateur de 1884 a voulu nécessairement une loi pour augmenter ou diminuer la liste des vices rédhibitoires.

Le projet de code rural de 1876 contenait, il est vrai, un article ainsi conçu :

« La nomenclature des vices rédhibitoires peut être

« modifiée par des règlements d'administration publique. »

D'autre part, l'*Exposé des motifs* justifiait ainsi cette disposition :

« Ce n'est pas cependant que la nomenclature des vices rédhibitoires puisse être permanente. Des maladies nouvelles se manifestent, la science révèle des causes d'infection longtemps inaperçues, elle trouve des symptômes caractéristiques qui changent la nature du vice et permettent de le considérer comme apparent, alors qu'il avait été longtemps considéré comme vice caché...

« Frappés de ces considérations, de très bons esprits ont pensé que l'établissement du tableau des vices rédhibitoires est une *œuvre d'administration* plutôt qu'une œuvre législative. En réalité, les nomenclatures de cette espèce sont sanctionnées plutôt qu'elles ne sont dressées par le pouvoir législatif. Les hommes spéciaux, les organes les plus accrédités de la science en sont les véritables auteurs, et, par ce motif, la loi belge du 28 janvier 1830 laisse au pouvoir réglementaire la mission de déterminer les vices rédhibitoires... L'expérience a démontré l'utilité de cette délégation faite au pouvoir exécutif. En ces matières, il est essentiel d'aller vite (1). »

1. Exposé des motifs du projet de loi sur le code rural, présenté par MM. Teisserenc de Bort, de Marcère et Christophe, ministres (Annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 13 juillet 1876, p. 118-119).

Mais, lorsque le projet de loi fut repris en 1881, cette disposition fut écartée à la suite du rapport fait au Sénat par M. Labiche, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur le code rural :

« ... Déjà, disait M. Labiche, le baron Mounier avait, « en 1838, proposé de renvoyer à un règlement d'ad-
« ministration, non pas la modification mais l'établis-
« sement même de la nomenclature des vices rédhibi-
« toires. Il alléguait l'incompétence du législateur et la
« convenance de laisser au Gouvernement le soin de
« statuer sur des questions essentiellement variables...
« M. Martin (du Nord), ministre des Travaux publics, de
« l'Agriculture et du Commerce, combattait l'amende-
« ment dans les termes suivants :

« Quand il est question des rapports des citoyens
« entre eux, de déterminer quel doit être le sort d'un
« contrat qui fait passer un animal de la main d'un
« individu dans celle d'un autre, je demanderai com-
« ment on pourrait, autrement que par une loi votée
« par les Chambres, déterminer la portée et les consé-
« quences des conventions intervenues entre des ci-
« toyens. Non, cela n'est pas possible, ce serait le ren-
« versement des principes de la législation.

« Le ministre ajoutait que les usages locaux étaient
« des lois ; qu'il n'était pas possible de réformer la loi
« autrement que par une loi.

« Il concluait : Il y a donc, dans la matière que nous
« traitons, deux obstacles invincibles à ce que l'amen-

« dement soit adopté. D'une part, le règlement d'admi-
« nistration publique ne peut intervenir lorsqu'il s'agit
« de régler les conventions, les rapports des citoyens
« entre eux ; et d'un autre côté, il est évident que la loi
« seule peut remplacer la loi, et que la Chambre ne peut
« déléguer ses pouvoirs législatifs... Les mesures d'ur-
« gence pour lesquelles il peut être bon de ne pas entra-
« ver l'initiative de l'administration sont l'objet d'une
« loi spéciale, celle du 21 juillet 1881, sur la police
« sanitaire des animaux. Il n'y a donc pas lieu d'enle-
« ver le caractère législatif à la nomenclature des vices
« rédhibitoires (1). »

Ces raisons sont-elles décisives ? Nous ne le croyons pas, et nous préférons le système de la loi belge de 1850, suivi du reste par la loi française du 21 juillet 1881, en matière de maladies contagieuses.

Sans doute, ces dernières intéressent vivement la sécurité publique ; il pouvait y avoir urgence à introduire promptement dans la nomenclature une maladie dont le caractère contagieux viendrait à être découvert, tandis que les vices rédhibitoires ne touchant que des intérêts privés, le besoin d'en modifier la liste semblait moins pressant. Cependant, si pour les vices rédhibitoires il n'y a pas le plus souvent urgence d'en modifier la liste,

1. Rapport fait au Sénat par M. LABICHE (Annexe au procès-verbal de la séance du 25 juillet 1881, p. 26-27. *J. off.* d'août 1882. *Doc. parl.*, p. 581).

il convient cependant de ne pas laisser pendant plusieurs années l'acheteur dépourvu de tout moyen de défense pour ce qui regarde tel ou tel vice reconnu rédhibitoire par la science, comme cela est arrivé notamment avant la loi de 1884, dont les bases avaient été arrêtées dès 1868; et nous faisons des vœux avec la plupart des médecins vétérinaires pour qu'un décret puisse être substitué à la loi quant à la nomenclature des vices rédhibitoires.

Comme le remarque M. Guillouard (1), il n'y a à cela rien que de normal et de régulier : le pouvoir législatif fait son œuvre en traçant les caractères des vices rédhibitoires, et « il délègue à l'administration le soin « de faire un règlement qui s'incorpore à la loi, en fixe « les détails et a la même force qu'elle. » En aucune façon, un tel système n'entraîne la confusion des pouvoirs, et voilà pourquoi il est regrettable que le législateur de 1884 ne l'ait pas adopté.

1. GUILLOUARD. *Traité de la vente*, tome II, p. 22.

CHAPITRE II

DU CARACTÈRE LIMITATIF DES DISPOSITIONS DES LOIS SUR LES VICES RÉDHIBITOIRES ET LES MALA- DIES CONTAGIEUSES.

Le cas suivant peut se présenter: Un cultivateur achète dans une foire une vache qui lui paraît très saine. Il l'emmène chez lui, puis deux ou trois jours après, voici que la vache tombe malade. Notre cultivateur s'empresse de faire venir le vétérinaire, et celui-ci diagnostique une maladie qui ne figure ni sur la liste des vices rédhibitoires, ni sur la liste des maladies contagieuses. Le propriétaire de la vache va-t-il néanmoins pouvoir recourir contre son vendeur, car la maladie s'étant déclarée deux ou trois jours après la vente, il y a toutes chances pour qu'elle existât au moment du contrat?

En un mot, peut-on ajouter à l'énumération que nous avons donnée des vices rédhibitoires et des maladies contagieuses, ou bien la vente est-elle définitive, quel que soit le préjudice qu'en éprouve l'acheteur, soit à

l'égard des animaux non compris dans la nomenclature, soit à l'égard des maladies et des vices non prévus, alors même que ces maladies, alors même que ces vices ne seraient pas apparents et rendraient l'animal impropre au travail qui lui est habituellement demandé?

Un point hors de doute, c'est que les dispositions de la loi du 21 juillet 1881 et des lois postérieures sur les maladies contagieuses, ne sont applicables qu'aux maladies comprises dans la nomenclature donnée par ladite loi ou à celles qui pourront y être ajoutées conformément à l'article 2. L'article 1^{er} de la loi de 1881, reproduit du reste par la loi du 21 juin 1898, est conçu, en effet, en termes limitatifs :

« Les maladies réputées contagieuses et qui donnent
« lieu à la déclaration et à l'application des mesures de
« police sanitaire ci-après, sont : ... »

Ce ne sont donc bien que les maladies dont l'énumération va suivre qui pourront donner lieu à l'action en nullité accordée en ce cas à l'acheteur contre son vendeur.

De même, on s'accorde généralement à reconnaître que la loi du 23 février 1905, article 2, qui donne la nomenclature la plus récente des vices rédhibitoires, est limitative quant aux vices qu'elle désigne, et que, pour les animaux visés dans la loi, aucune garantie ne peut être demandée pour un vice qu'elle n'a pas prévu. Les termes de l'article 2 sont encore plus formels que ceux de l'article 1^{er} de la loi de 1881 :

« Sont réputés vices rédhibitoires et donneront *seuls*
« ouverture aux actions résultant des articles 1641 et
« suivants... »

Seuls ; par conséquent il ne peut y en avoir d'autres. Quels que soient donc les défauts que l'on découvre chez un cheval, un âne, un mulet ou un porc que l'on a acheté, quelque cachés qu'aient été ces défauts, l'acheteur ne peut en tirer aucun moyen de résolution, aucune cause d'action en garantie, s'ils ne sont pas de ceux qu'énumère la loi.

Vainement, l'acheteur invoquerait-il la règle générale de l'article 1641 ; vainement prouverait-il que le vice de l'animal le rend impropre à tout usage ; il ne réussirait pas dans son action, l'article 1641 n'ayant dans ce cas aucune application à recevoir. La jurisprudence est d'ailleurs presque unanimement dans ce sens (1).

Si l'on ne discute pas sur le point de savoir si la loi est limitative quant aux vices qu'elle désigne, il en est bien autrement lorsqu'il s'agit de savoir si une garantie peut être demandée pour un animal que n'a pas visé le législateur. Dans ce cas, la loi est-elle encore limitative, ou bien faut-il décider que l'acheteur pourra du moins

1. Tribunal de Loudun, 5 décembre 1887 (S., 88.246 ; D., 88.5.278) ; Tribunal de Saint-Etienne, 16 mai 1900 (J. *La Loi*, 24-25 mai) ; Caen, 22 février 1888 (*Rec. Caen et Rouen*, 88.61) ; Paris, 29 avril 1898. (*Gaz. des Trib.*, 4 juin) ; Cass., 8 avril 1846 (P., 46.1.666) ; Cass., 10 novembre 1885 (S., 86.1.53).

recourir à l'action pour vices cachés, en vertu de la règle générale de l'article 1641 du Code civil ?

Sous l'empire de la loi du 20 mai 1838, M. Colmet de Santerre et MM. Aubry et Rau soutenaient que cette loi était une loi spéciale, dérogeant aux dispositions du Code civil concernant l'action rédhibitoire pour vices cachés, et que par suite le droit commun des articles 1641 et suivants du Code civil demeurait en vigueur pour les espèces d'animaux non prévus par la loi de 1838.

A l'appui de cette interprétation, on citait le texte de l'article 1^{er}, de la loi du 20 mai 1838 :

« Sont réputés vices rédhibitoires, et donneront seuls
« ouverture à l'action de l'article 1641 du Code civil,
« dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques
« *ci-dessous dénommés...* »

Ces derniers mots, disait on, n'impliquent-ils pas que la loi n'a entendu statuer que pour les espèces d'animaux y étant énumérés, et non pour ceux qui n'étaient pas compris dans cette nomenclature ?

La Cour de cassation s'était alors prononcée avec raison contre cette opinion, qui, si elle était soutenable jusqu'à un certain point sous l'empire de la loi de 1838, ne l'est plus aujourd'hui.

La loi du 2 août 1884, en effet, loi fondamentale, actuellement encore, en matière de vices rédhibitoires, est une loi générale qui régit l'exercice de l'action rédhibitoire dans toutes les ventes d'animaux domes-

tiques, sans qu'il y ait à faire le moindre emprunt, pour les ventes d'animaux non désignés dans la loi, aux dispositions du Code civil.

Nous en trouvons la preuve dans l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1884 qui nous dit dans les termes les plus généraux que « l'action en garantie, dans les ventes ou « échanges d'animaux *sera régie...* par les *dispositions « suivantes* » ; ce qui implique bien que seule, la loi du 2 août 1884 doit être consultée pour savoir si, dans une vente d'animaux domestiques, il y a lieu à l'action rédhibitoire.

Cette interprétation est du reste fortifiée par le rapprochement de l'article 2 de la même loi, et de l'article 1^{er} de la loi du 20 mai 1838.

L'article 1^{er} de la loi de 1838, comme nous l'avons vu, portait :

« Sont réputés vices rédhibitoires... dans les ventes
« ou échanges d'animaux domestiques *ci-dessous dé-*
« *nommés...* »

Or le législateur de 1884 et après lui, celui de 1895 et celui de 1905, ont abandonné cette formule qui prêtait à la critique, et ils ont ainsi rédigé le nouvel article qui correspond à l'article 1^{er} de la loi de 1838;

« Sont réputés vices rédhibitoires, et donneront seuls
« ouverture aux actions résultant des articles 1641 et
« suivants du Code civil, *les maladies ou défauts ci-*
« *après...* »

L'intention du législateur de 1884 est donc des plus

claires : il entend qu'en dehors des espèces d'animaux qu'il a oubliés intentionnellement, il ne puisse y avoir lieu à l'action rédhibitoire, et par suite on ne saurait, à défaut de la loi de 1884, songer à appliquer les articles 1641 et suivants du Code civil.

Au surplus, les travaux préparatoires eux-mêmes de la loi du 2 août 1884 révèlent bien cette intention du législateur. Voici, en effet, ce que déclarait en termes très nets l'*Exposé des motifs* :

« La loi est limitative, et l'action, à moins de stipulations contraires, ne peut être engagée, ni pour d'autres maladies, *ni pour d'autres animaux* que ceux « qui sont énumérés dans la loi (1). »

Telle était bien également la portée que le rapporteur au Sénat attribuait à la loi, lorsqu'il prenait soin de justifier l'exclusion des vices rédhibitoires jusque-là admis pour l'espèce bovine, voulant ainsi bien établir que, faute par la loi nouvelle de mentionner des vices rédhibitoires spéciaux à l'espèce bovine, les ventes d'animaux appartenant à cette espèce ne pourraient donner lieu à l'action rédhibitoire.

Des motifs analogues nous amènent à penser que le législateur du 21 juillet 1881 a entendu également limiter les dispositions qu'il édictait aux seuls animaux dont nous trouvons la nomenclature à l'article 1^{er}.

1. Exposé des motifs de la loi de 1884 (*J. off.* du 1^{er} novembre 1876, p. 7832, 3^e col.).

L'article 2 *in fine* est du reste suffisamment explicite sur ce point :

« Les dispositions de la présente loi pourront être
« étendues par décret aux animaux d'espèces autres
« que celles ci-dessus désignées. »

N'est-ce pas dire clairement qu'en dehors d'un décret, les espèces d'animaux dont l'énumération ne se trouve pas à l'article 1^{er} ne sauraient tomber sous le coup de la loi de 1881. Et comme la loi de 1884 est aussi limitative et a d'ailleurs une sphère d'action sensiblement différente de la loi de 1881, l'acheteur dans ce cas n'aurait même pas la possibilité d'exercer l'action rédhibitoire.

Nous lui refuserions également toute action en dommages-intérêts, à moins bien entendu, comme nous le verrons, qu'il n'y ait dol de la part du vendeur, ou délit.

L'opinion contraire, sans doute, a été exprimée par quelques membres des deux Chambres au moment de la discussion de la loi de 1838, et M. Lherbette lui-même, chargé du rapport de cette loi devant la Chambre des députés disait formellement qu'« une vente
« d'animaux atteints de maladies réputées contagieuses, qui ne sont pas énoncées dans cette loi, pour-
« rait, tout en ne donnant pas lieu à la rédhibition,
« laisser ouverture à l'action en dommages-intérêts de
« la part de l'acheteur, et à l'action correctionnelle de
« la part du ministère public (1) ».

1. *Moniteur* du 25 avril 1838.

Mais, quelle que soit la valeur de ce témoignage et de plusieurs autres, nous ne saurions les considérer que comme des opinions isolées, personnelles à ceux qui les ont émises, de nature à rendre complètement inutile la limitation établie par les lois de 1881 et de 1884, et nous estimons autrement fondé le « considérant » suivant de la Cour de Paris, du 11 mars 1867 :

« ... Considérant que si, en dehors de l'action en
« garantie ou rédhibitoire, l'acheteur d'un animal
« domestique, atteint d'une maladie contagieuse, peut
« avoir une action en dommages-intérêts contre son
« vendeur, à raison du préjudice que lui a causé la
« contagion, ce ne peut être qu'autant que le vendeur
« *savait*, au moment de la vente, que l'animal par lui
« vendu était affecté d'une maladie contagieuse de
« nature à causer le préjudice dont se plaint l'acheteur,
« et que le vendeur s'est ainsi rendu coupable d'un
« dol ou d'un délit, des conséquences desquels il doit
« répondre (1)... »

.

A ce caractère limitatif des dispositions des lois sur les vices rédhibitoires et sur les maladies contagieuses, la loi de 1885 apporte toutefois plusieurs dérogations que nous trouvons formulées expressément dans l'article 1^{er} :

1. Paris, 11 mars 1867 (S., 68.2.107; D., 68.2.165); Bourges, 11 janvier 1842 (S., 43.2.1); Tribunal de la Seine, 25 février 1870 (S., 74.1.248).

« L'action en garantie, dans les ventes ou échanges
« d'animaux domestiques, sera régie, à défaut de con-
« ventions contraires, par les dispositions suivantes, sans
« préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être dus
« s'il y a dol. »

Nous ne trouvons rien de semblable dans la loi de 1881, mais par le fait même que cette loi n'a pas exprimé le contraire, les règles du droit commun en cas de dol ou de délit doivent s'y appliquer. Quant à la garantie conventionnelle, la loi de 1881 n'avait aucunement à nous en parler, le droit commun étant qu'on ne peut déroger par de simples conventions particulières à une loi d'intérêt public.

Nous allons donc nous occuper de la garantie conventionnelle seulement, en matière de vices rédhibitoires, puis nous dirons quelques mots des cas de dol ou de délit qui peuvent se présenter dans une vente d'un animal atteint d'une maladie contagieuse aussi bien que d'un vice rédhibitoire.

A. — Garantie conventionnelle.

Il a toujours été admis que le vendeur et l'acheteur pouvaient régler à leur gré tout ce qui concerne la garantie dans les ventes et échanges d'animaux domestiques. Ce droit, ils l'exercent en vertu du principe général de la liberté des conventions, principe de droit naturel

qui n'est limité que par l'obligation de respecter les lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs (art. 6, Cod. civ.).

En 1838, le législateur avait jugé inutile de rappeler cette règle élémentaire. Mais, comme les dispositions de la loi sur les vices rédhibitoires régissent les rapports de personnes auxquelles les notions de droit les plus simples sont généralement peu familières, les auteurs de la loi de 1884 ont pensé qu'il était bon de proclamer que ces dispositions légales n'étaient obligatoires que pour ceux qui voulaient bien s'y soumettre.

Liberté entière est donc laissée aux contractants d'étendre, de restreindre, ou même de supprimer toutes les règles relatives à la garantie. C'est dans ce sens qu'a été modifiée par la commission du Sénat la rédaction que le conseil d'État avait d'abord donnée à l'article 1^{er} de la loi nouvelle.

« La rédaction du Conseil d'État, dit le rapport de
« M. Labiche, énonce dans un même article la liberté
« des conventions et la nomenclature des vices rédhi-
« bitoires. Elle semble limiter à cette énumération la
« faculté donnée aux parties de déroger aux dispositions
« de la loi.

« En faisant de la déclaration de liberté absolue des
« conventions, sauf le cas de dol, un article spécial qui
« domine et commande toute la loi, le projet de la
« Commission indique mieux que celui du Conseil d'État,
« que la faculté laissée aux parties s'applique, non seu-

« lement aux dispositions concernant la détermination
« des vices rédhibitoires, mais encore à toutes les autres
« dispositions de la loi, sans aucune exception.

« Le législateur ne stipule donc que pour suppléer
« au silence des parties ; quand elles ont parlé, leur
« volonté fait la loi, sauf le cas de dol (1). »

Lorsque les contractants, usant de la faculté que leur accorde la loi, veulent substituer la garantie conventionnelle à la garantie légale, ils doivent apporter le plus grand soin à la rédaction de leurs conventions. Le vendeur y a surtout intérêt, car, aux termes de l'article 1602 du Code civil, « tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur. » Il faut des formules claires et précises ; des expressions vagues ne suffiraient pas pour obliger le vendeur à une garantie exceptionnelle. Ainsi, il a été jugé, avec raison selon nous, qu'il ne faut pas considérer comme s'étant engagé à une garantie exceptionnelle, le vendeur qui a promis un cheval *parfait, de confiance, et ne laissant rien à désirer* (2). Une telle promesse n'est qu'un éloge exagéré de l'animal. Or des déclarations plus ou moins vagues, des louanges banales ne sauraient équivaloir à une promesse de garantie. « Ce sont, dit Troplong, des « paroles perdues » dont personne n'est dupe (3). »

1. Rapport LABICHÉ, précité.

2. Cassation, 20 décembre 1837 (D., 83.1.84., S., 90.1.263).

3. TROPLONG, n° 562.

En pareil cas, les obligations respectives des parties restent exclusivement régies par la loi du 2 août 1884.

Nous verrons plus loin que les conventions tacites sont permises aussi bien que les conventions expresses. Mais lorsque la convention relative à la garantie est expresse, il est indispensable qu'elle soit constatée par écrit, si le prix ou la valeur de l'animal dépasse 150 francs (art. 1344 C. civ.), à moins qu'on ne se trouve en matière commerciale (art. 109 C. co.).

Dans l'ancien droit, on hésitait singulièrement à soumettre aux dispositions prohibitives de la preuve testimoniale les conventions purement civiles passées dans les foires et marchés (1). N'y a-t-il pas, en effet, dans ce cas, impossibilité, au moins morale, de se procurer un écrit? Les habitudes du commerce, en général, ne vont-elles pas, là, saisir le non-commerçant et l'étreindre de telle façon qu'elles effaceront promptement devant ses yeux la loi civile? N'est-ce pas là que la rapidité des transactions exige le plus impérieusement l'absence de toute mesure restrictive? Comment enfin apporter sur une foire ou un marché le papier et l'encre nécessaires pour rédiger un écrit?

Ces raisons ne sont pas admises pourtant dans notre droit contemporain, et il est douteux qu'elles puissent servir à faire une exacte application de l'article 1348 du Code civil, qui permet de se soustraire à la règle de

1. POTHIER, n° 788.

l'article 1641, s'il a été impossible de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée.

En fait, du reste, il n'y a aucune impossibilité à se procurer des *billets de garantie* ou des *billets de décharge*, suivant que l'on a voulu ajouter ou retrancher aux dispositions de la loi, et nous estimons qu'en droit la situation du demandeur est alors celle de tout créancier qui a commis l'imprudence de suivre la foi de son débiteur (1).

.

Les conventions par lesquelles les parties modifient les règles ordinaires de la garantie peuvent se ramener à deux types : elles sont extensives ou restrictives des dispositions légales.

I. — *Convention extensive de l'obligation de garantie.*

Il arrive souvent que l'acheteur trouve insuffisante la protection que lui donne la loi de 1884, surtout étant donné son caractère limitatif, ou bien qu'il recherche chez l'animal certaines qualités dont l'absence ne l'autoriserait pas à réclamer s'il n'avait fait de leur existence une condition spéciale du marché ; il devra alors recourir à la garantie conventionnelle.

L'acheteur peut stipuler que le vendeur sera tenu à garantie pour tous vices, quels qu'ils soient, même

1. Bourges, 23 février 1842 (D., 43.2.125).

pour les vices apparents, et il devra d'autant mieux prendre cette précaution contre les ruses de certains maquignons, que la preuve lui incomberait s'il avait imprudemment suivi la foi du vendeur.

La garantie conventionnelle peut n'être qu'implicite, et c'est ce qui arrive le plus ordinairement lorsqu'en achetant, on stipule formellement l'existence de telle qualité déterminée. On sous-entend par là même que l'absence de cette qualité sera un vice entraînant la résolution du contrat.

Ainsi, si un animal a été vendu comme reproducteur, le vice qui le rendrait impropre à la destination stipulée serait un vice rédhibitoire d'après la convention (1).

C'est également par suite d'une garantie conventionnelle ou plutôt d'une condition de la vente par suite du pacte que l'on appelait en droit romain : *pactum si res emptori displicuerit*, que l'administration des Haras peut, au bout de quinze jours, rendre les étalons dont elle s'est rendue acquéreuse, sans indiquer le motif du renvoi.

De même, l'administration de la guerre, en stipulant qu'elle n'achète que des chevaux entièrement guéris de la castration, pourrait provoquer la résiliation de la vente pour ceux qui ont des champignons, dont les

1, D., 66.1.167,

plaies sont imparfaitement cicatrisées ou qui ne sont châtrés que d'un côté.

La jurisprudence a tout particulièrement eu l'occasion d'appliquer cette théorie de la garantie tacite à la vente des animaux de boucherie depuis que la phtisie pulmonaire a disparu de la liste des vices rédhibitoires et que les règlements imposant une garantie exceptionnelle aux vendeurs d'animaux destinés à la consommation ont été abrogés (art. 12, loi de 1884). La Cour de cassation notamment a maintes fois proclamé qu'il suffisait que le vendeur sût que l'animal était destiné à la boucherie pour qu'il fût garant de tout vice rendant la chair de cet animal impropre à la consommation (1).

Aujourd'hui que la tuberculose est classée parmi les maladies contagieuses et que la vente d'un animal atteint de cette maladie est déclarée nulle (loi du 25 février 1905), l'acheteur n'a plus besoin de se prévaloir des règles de la garantie tacite ; mais cette théorie n'en conserve pas moins son utilité et son application dans tous les cas où le vice qui empêche d'utiliser l'animal pour la boucherie n'a pas le caractère de maladie contagieuse.

Dans certaines circonstances, la garantie conventionnelle porte sur la durée de la garantie légale. C'est ce

1. Cass., 18 nov. 1885 (D., 85.1.393) ; 23 mars 1887 (S., 87.1.160 ; D., 88.1.28). — GUILLOUARD, *Traité de la vente*, t. II, n° 504.

qui arrive fréquemment, lorsque l'acheteur ne peut faire visiter son cheval, celui-ci étant malade. Le plus souvent, le vice soupçonné est désigné alors d'une façon spéciale et le vendeur ne continue à être responsable que pour ce vice et non pour les autres qui pourraient se manifester ultérieurement.

Toutefois, si le délai conventionnel est plus long que le délai légal, l'expertise édictée à la requête de l'acheteur devra porter sur la question d'origine du vice. Dans cette hypothèse, la présomption attachée à la constatation faite dans le délai légal et sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir, ne peut plus en effet être invoquée. L'acheteur devra donc prouver que l'animal était déjà au moment de la vente atteint du vice qui donne lieu à sa réclamation, et par suite il n'aura pas à recourir à la procédure de la loi de 1884, procédure qui n'a été créée qu'en vue de la présomption légale.

II. — *Convention restrictive de l'obligation de garantie.*

Le vendeur peut trouver trop onéreuses les obligations que la loi de 1884 met à sa charge. Il a alors le droit de stipuler, si l'acheteur y consent, qu'il ne sera tenu de répondre que de tel ou tel vice déterminé, ou que la durée de la garantie sera réduite à un laps de temps plus court que le délai légal, etc...

Les parties peuvent même convenir que la vente sera faite sans aucune garantie. La vente prend alors un caractère aléatoire, et on doit supposer nécessairement malgré toute allégation ultérieure de l'acheteur que les parties ont tenu compte de cette circonstance dans la fixation du prix.

Cette convention de non-garantie n'est aucunement contraire à la loi, puisque la loi l'autorise ; par le même motif, elle n'est pas non plus contraire à l'ordre et à l'intérêt publics.

Du reste, quel est le but que se propose un vendeur en excluant la garantie soit totalement, soit partiellement ? Ce but, c'est de se prémunir en tout ou en partie contre l'action en garantie ; c'est d'échapper aux conséquences de cette action ; c'est de se mettre à l'abri des réclamations ou des contestations qui peuvent en provenir. Quoi de plus naturel, et quoi également de plus licite, d'autant que ce but repose sur le consentement des deux parties !

Cependant, pour que cette convention de non-garantie puisse toujours et inévitablement produire ses effets, il faut que le vendeur soit de bonne foi. Elle ne protège point le vendeur qui avait connaissance du vice ou de sérieuses raisons d'en soupçonner l'existence. L'article 1643 du Code civil, ne dit-il pas, en effet, que « la clause de non-garantie est toujours nulle quand elle a été stipulée pour des vices que le vendeur connaît et qu'il n'a pas déclarés ? »

Mais, est-ce au vendeur de prouver qu'il ignorait les vices de la chose, ou est-ce à l'acquéreur d'apporter la preuve que le vendeur avait connaissance de ces vices ?

Certains, se basant sur ce que la clause de non-garantie ne libère le vendeur que s'il ignorait les vices, soutiennent que c'est à lui d'établir son ignorance pour prouver sa libération.

Nous ne croyons pas exacte cette manière de voir.

Outre qu'il serait souvent difficile, sinon impossible de prouver un fait négatif, un fait d'ignorance, et qu'il est inadmissible que le législateur ait voulu mettre à la charge du vendeur une preuve négative qu'il savait devoir être forcément dépourvue d'effets, il faut se rappeler qu'il y a une présomption de bonne foi que la loi a instituée en faveur de tout le monde. L'article 2268 du Code civil, dit en effet : « La bonne foi est toujours « présumée ; c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à « la prouver. »

Si donc, à l'action en garantie émanée de l'acheteur le vendeur répond par une exception de non-garantie, basée sur une stipulation arrêtée d'un commun accord ; si la convention qui fait loi entre les parties contractantes est opposée à la loi qui régit tout le monde, ce sera à l'acheteur à prouver par des faits précis, pertinents et concluants, que le vendeur connaissant les vices de la chose les a dissimulés ou ne les a pas déclarés. C'est à cette condition seule que l'action en réhabilitation pourra être accueillie, en présence de la

dispense de garantie dont se prévaut le vendeur.

La convention restrictive de l'obligation de garantie est le plus souvent expresse, mais elle peut n'être qu'implicite aussi bien que la convention extensive. Cela arrive notamment lorsque le vendeur déclare à l'acheteur l'existence des vices dont il sait l'animal atteint. Cette déclaration équivaut alors à une stipulation de non-garantie relativement à ces vices. L'acheteur, en effet, ainsi renseigné, débat le prix en connaissance de cause ; par rapport à lui ces vices ne sont plus *cachés*, partant ils ne sont plus rédhibitoires, et ils ne peuvent donner ouverture ni à l'action en rédhibition, ni à l'action en réduction de prix.

B. — Dol et délit.

Une dérogation commune aux dispositions limitatives sur les vices rédhibitoires et les maladies contagieuses, c'est le cas de dol.

Quel que soit le vice ou la maladie dont est atteint l'animal, et quand bien même ce vice ou cette maladie, ou même encore l'animal, ne figurent pas dans la nomenclature de la loi, si le vendeur a eu recours à des manœuvres frauduleuses pour déterminer l'acheteur à accepter cet animal, il doit forcément répondre de son dol.

Ce ne sont pas alors les règles de l'action en garantie pour vices rédhibitoires qui doivent être appli-

quées, ce sont les règles propres au dol, car le contrat est nul pour vice de consentement de l'acheteur (art. 1116). L'action accordée à ce dernier sera en conséquence instruite suivant les règles ordinaires de la procédure et non d'après les formes spéciales tracées par les articles 3 et suivants de la loi de 1884, et sa durée sera de dix ans à partir de la découverte des manœuvres frauduleuses, conformément à l'article 1304 du Code civil.

Si l'achat auquel il a été entraîné par des manœuvres dolosives lui a causé un préjudice, l'acheteur aurait même, outre cette action en nullité, la possibilité d'obtenir des dommages-intérêts (1).

Voici par exemple un vendeur qui a enivré l'animal objet de la vente, au moyen d'un breuvage opiacé. Pour faire annuler cette vente, l'acheteur aura à sa disposition l'action de dol, et de plus il pourra intenter une action en dommages-intérêts s'il a subi un préjudice quelconque.

Il en serait de même, si au lieu de recourir à des procédés aussi frauduleux, le vendeur avait apporté quelque obstacle au libre examen de l'acheteur, soit en exerçant sur l'animal une sorte d'intimidation, soit en usant de son ascendant sur l'acheteur pour tromper sa confiance.

1. Cass., 17 février 1874 (S., 74.1.248 ; D., 74.1 193) ; Tribunal de Loudun, 5 décembre 1887 (S., 88.2.46).

Dans ces différents cas du reste, comme nous l'avons fait remarquer au paragraphe précédent à propos de la stipulation de non-garantie, c'est à l'acheteur de faire la preuve des manœuvres frauduleuses, car la bonne foi doit toujours être présumée.

Il importe également de ne pas confondre le dol avec les simples réticences. Le dol, en effet, suppose des manœuvres frauduleuses, tandis que la réticence, juridiquement parlant, ne constitue pas à elle seule une manœuvre.

Et qu'on ne croie pas qu'il n'y a là qu'une simple question de mots. Nous venons de dire que le dol véritable, tel que le caractérise l'article 1116 du Code civil, vicie toujours le contrat, même si l'animal n'est atteint que d'un défaut exclu de la liste des vices rédhibitoires, par exemple d'un défaut apparent. Or, dans ce cas de défaut apparent, la simple réticence du vendeur n'autorisera jamais l'acheteur à exercer l'action en nullité, non plus que l'action en rédhibition, non plus que l'action en réduction de prix : il ne peut s'en prendre qu'à lui-même du peu d'attention qu'il a mise à vérifier l'état de l'animal.

Cependant, si elle ne mérite pas le nom de dol, la réticence peut constituer et constituera souvent une faute, faute obligeant son auteur à réparer le préjudice éprouvé par l'acheteur par suite de l'ignorance dans laquelle il aura été tenu.

C'est en ce sens que l'article 1645 du Code civil dis-

pose que « si le vendeur connaissait les vices de la
« chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il a
« reçu, de tous les dommages-intérêts envers l'ache-
« teur » ; et cette solution de l'article 1645 du Code
civil n'est en somme qu'une application particulière de
la règle générale inscrite dans l'article 1382 du Code
civil.

CHAPITRE III

DES ACTIONS RÉSULTANT DES VICES RÉDHIBITOIRES

La loi du 2 août 1884 accorde à l'acheteur d'un animal atteint d'un vice rédhibitoire deux actions : une action en résolution de la vente, appelée encore rédhibitoire ; et une action en diminution de prix. Sous l'empire de la loi de 1838, l'acheteur n'avait pas ce choix ; il ne pouvait que faire résilier la vente. Le législateur de 1884 a rétabli l'ancienne action *quantum minoris*, espérant ainsi diminuer les procès en annulation de ventes d'animaux domestiques, qui causent un grand préjudice au commerce de ces animaux ; et voilà pourquoi nous allons étudier successivement l'action rédhibitoire, et l'action en diminution de prix, nous arrêtant spécialement sur la première, la plus importante, et dont les règles générales sont du reste applicables à l'action *quantum minoris*.

SECTION I. — De l'action rédhibitoire.

§ 1. — SON FONDEMENT.

La loi a institué, en matière de vices rédhibitoires, un mode de preuve spécial qui est la juste compensation de l'obligation imposée à l'acheteur d'agir en garantie dans un bref délai.

« *Sont réputés* vices rédhibitoires, dit l'article 2 de « la loi du 2 août 1884, et donneront seuls ouverture « aux actions résultant des articles 1641 et suivants du « Code civil... »

Par ces mots *sont réputés*, il faut entendre ce qu'on appelle en droit, une présomption légale. Par cela seul qu'un vice rédhibitoire a apparu dans le délai de garantie, la loi établit contre le vendeur une présomption *juris et de jure* que ce vice est antérieur à la vente, et le juge devra admettre cette présomption, quelle que soit son opinion sur l'opportunité de la demande, pourvu que l'existence du vice lui soit démontré.

Non seulement donc l'acheteur n'est pas tenu de justifier que l'animal était atteint déjà, au moment où il l'a acheté, d'un défaut qui le rendait totalement ou partiellement impropre à l'usage auquel il le destinait, mais le vendeur ne serait même pas admis à prouver que le vice rédhibitoire est né depuis la vente (1), car

1. GUILLOUARD, *Vente*, t. II, n° 536 *bis*.

on sait que l'article 1352 du Code civil n'admet aucune preuve contre les présomptions légales sur le fondement desquelles la loi annule un acte, c'est-à-dire les présomptions *juris et de jure*.

« Les tribunaux, disait M. Lherbette dans son rapport de 1838, n'auront plus pour admettre ou pour
« rejeter une action en réhabilitation à examiner l'apparence, la gravité, l'incurabilité, l'incubation, les effets
« du vice allégué ; questions délicates. Est-il, oui ou
« non, compris dans la nomenclature de cette loi ?
« L'action a-t-elle été, oui ou non, intentée dans les
« délais légaux ? Voilà les seules questions, questions
« simples, qu'ils auront à résoudre (1). »

Comme on le voit, le législateur, en établissant cette présomption, s'est préoccupé d'éviter les difficultés d'appréciation, la recherche de l'incubation de la maladie. Celle-ci n'apparaît pas ordinairement le jour même où le germe en atteint l'animal ; elle suit d'abord une marche latente et ne se révèle par des signes extérieurs qu'un peu plus tard, sans qu'il soit le plus souvent possible à la science de fixer l'époque précise du début du mal. Aussi M. Lherbette ajoutait-il :

« ...La fixation d'un délai pour la manifestation du
« vice établit la *présomption légale* que le mal qui se
« manifeste dans ce délai existait lors de la vente. La

1. Rapport de M. LHERBETTE à la Chambre, séance du 24 avril 1838, n° 32.

« science d'ailleurs n'a pas toujours de données précises
« sur l'incubation des maladies (1). »

Le législateur du 2 août 1884 n'a rien changé à ces idées, et le rapporteur au Sénat, M. Labiche, a reproduit alors à peu près la même déclaration que M. Lherbette :

« Le projet, a-t-il dit, repose sur les mêmes bases
« que la loi de 1838. Comme lui, il est fondé sur une
« énumération limitative des maladies qui sont réputées
« vices cachés, et qui, si elles donnent lieu à une récla-
« mation dans un délai déterminé, sont légalement
« présumées avoir existé au moment de la vente (2). »

Il est un cas cependant où le vendeur peut échapper à cette présomption.

Suivant l'article 10 de la loi de 1884, en effet :

« Si l'animal vient à *périr*, le vendeur ne sera pas
« tenu de la garantie à moins que l'acheteur n'ait in-
« tenté une action régulière dans le délai légal, et ne
« *prouve que la perte de l'animal provient de l'une des*
« *maladies spécifiées dans l'article 2.* »

En cas de *perte* de l'animal, l'acheteur ne peut donc invoquer la présomption contenue dans l'article 2 de la même loi ; il lui faut, pour réussir dans sa demande, prouver que la mort de l'animal a pour cause l'un des vices rédhibitoires spécifiés par la loi.

1. Rapport de M. LHERBETTE, précité.

2. Rapport de M. LABICHE au Sénat (Annexe au procès-verbal de la séance du 25 juillet 1881, p. 7 et 8).

L'article 10 n'est pas, sous ce rapport, la simple reproduction de l'article 7 de la loi de 1838. Il en diffère par une modification importante. L'article 7, en effet, ne protégeait l'acheteur qu'autant que l'animal venait à périr pendant le délai de neuf ou trente jours ; passé ce délai, sa protection cessait. L'article 10, au contraire, étend la garantie même au-delà du délai légal, lorsque l'animal est mort d'une maladie rédhibitoire postérieurement à son échéance, pourvu que l'action ait été régulièrement engagée dans ce même délai.

De plus, il faut tenir pour constant que la mort de l'animal, par suite d'un vice rédhibitoire, survenue avant ou depuis la requête et avant l'assignation n'empêcherait pas l'acheteur de présenter la requête et d'assigner s'il est dans les délais. En un mot, la loi veut dire : « A « moins que l'acheteur n'ait intenté *ou n'intente* une « action régulière dans les délais. » Il ne faut donc pas prendre à la lettre la rédaction de l'article 10, qui semblerait exiger que l'action ait été intentée avant la mort, et il y a tout simplement dans l'article 10 une incorrection de rédaction.

Mais que décider lorsque l'animal n'a été reconnu atteint d'un vice rédhibitoire qu'après avoir été abattu par les ordres de l'acheteur, lorsque par exemple, un porc ayant été sacrifié dans un abattoir, on lui trouve des grains de ladrerie ?

Ce porc n'est pas mort de la ladrerie ; nous supposons seulement qu'il a été abattu, et cependant en fait

cet animal était atteint de cette maladie. Doit-on décider dans ce cas que, par application de l'article 10, le vendeur n'est pas tenu de la garantie ?

Tel n'est pas notre avis. L'article 10 prévoit, en effet, la perte de l'animal. Or, on ne peut pas confondre la *perte* avec l'*abatage* d'un animal destiné à la consommation. L'abatage est même sous certains rapports le contraire de la perte, et le texte de la loi ne nous oblige aucunement à étendre l'expression *perte* au cas où l'animal est abattu pour être utilisé. On rentre ici dans le droit commun de la loi de 1884, qui veut que le vendeur d'un animal atteint d'un vice rédhibitoire soit garant de ce vice, et l'acheteur qui a fait abattre la bête nous semble donc fondé à invoquer après l'abatage, la présomption légale, comme si l'animal était vivant.

Il en serait de même au cas où il s'agirait de simples *détériorations* subies par l'animal, même lorsque ces détériorations sont le fait de l'acheteur. L'acheteur, étant devenu propriétaire de l'animal vendu, a pu et dû le considérer comme définitivement sien, et il n'a fait qu'user de son droit de propriétaire en lui faisant subir des modifications. Comment donc l'exercice des droits que lui a transmis son vendeur, pourrait-il être un obstacle à l'action en garantie si des vices rédhibitoires viennent plus tard à se manifester ?

Il est bon de remarquer toutefois que si limitée que soit l'exception de l'article 10, et par conséquent si

générale que soit la présomption légale pour tout ce qui est vice rédhibitoire, cette dernière ne saurait pour- tant profiter à l'acheteur qu'autant qu'il a ignoré au moment de la vente le vice dont l'animal était atteint.

Si l'acheteur a connu ce vice, il a consenti à s'y expo- ser ; ayant acheté en connaissance de cause, on ne comprendrait pas qu'il pût attaquer le contrat. En d'autres termes, le principe posé par l'article 1642 du Code civil, et d'après lequel « le vendeur n'est pas « tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se « convaincre », s'applique aussi bien aux vices rédhi- bitoires prévus par la loi spéciale du 2 août 1884.

Déjà, sous la loi de 1838, la solution ne pouvait faire difficulté. Par cela même que cette loi ouvrait à l'ache- teur d'animaux domestiques atteints de vices rédhibi- toires l'action de l'article 1641, il était certain que cet acheteur ne pouvait agir en résolution de la vente qu'autant qu'en contractant il n'avait pas eu connais- sance du vice dont il entendait se prévaloir pour faire résilier la vente, car l'article 1641 stipule formellement que « le vendeur est tenu de la garantie à raison des « défauts cachés de la chose vendue » ; ce qui équi- vaut à dire que, si les défauts sont apparents, ou si, ce qui revient au même, l'acheteur en avait connaissance, il n'y a pas lieu à garantie.

D'ailleurs, tout doute doit disparaître en présence des termes de l'article 2 de la loi du 2 août 1884, d'après lequel « sont réputés vices rédhibitoires, et

« donneront seuls ouverture aux actions résultant des « articles 1641 et suivants du Code civil... », c'est-à-dire aux actions basées sur le vice caché.

Le projet primitif ne renvoyait qu'à l'article 1641, mais la commission du Sénat ayant demandé l'addition des mots *et suivants*, M. Labiche, rapporteur, s'est ainsi expliqué devant le Sénat :

« Le projet du conseil d'Etat ne renvoyait qu'à l'article 1641. Il semblait ainsi soustraire les ventes et échanges d'animaux domestiques aux autres principes généraux édictés par le Code sur la garantie, savoir : par l'article 1642 sur les vices apparents, par l'article 1643 sur la stipulation de non-garantie, par l'article 1645 sur les dommages-intérêts, par l'article 1649 sur les ventes en justice, etc... (1). »

Ce rapport ne permet donc pas de douter que l'article 1642 soit applicable aux ventes d'animaux domestiques, et c'est ce que la Cour de cassation a décidé elle-même par un arrêt du 11 novembre 1890, dans lequel nous lisons l'attendu suivant :

« ... Attendu que le principe de l'article 1642 du Code civil, aux termes duquel le vendeur n'est pas tenu des *vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même*, est d'une application générale, et que, loin qu'il y soit dérogé par la loi du 2 août 1884,

1. Rapport de M. LABICHE au Sénat (*J. off.* d'août 1882 ; *Doc. parl.*, p. 581).

« concernant les vices rédhibitoires, l'article 2 de cette loi a pris soin de se référer non seulement à l'article 1641 du Code civil, mais encore aux articles suivants et par suite à la disposition de l'article 1642... »

Dans l'espèce, il s'agissait d'un tic avec usure des dents, qu'un rapport d'experts avait déclaré apparent.

A plus forte raison, l'opinion que nous venons d'émettre est-elle fondée, en cas de garantie purement conventionnelle, à moins bien entendu que la convention ait elle-même appliqué la garantie aux vices apparents. Il n'en serait autrement que si le vendeur avait usé de manœuvres frauduleuses (1).

.

§ 2. — SES CONDITIONS DE RECEVABILITÉ

Ces conditions sont les suivantes :

1° L'acheteur doit provoquer dans un certain délai la nomination d'experts chargés de constater le vice rédhibitoire de l'animal ;

2° Il doit de plus assigner dans le même délai son vendeur ;

1. Paris, 1^{er} avril 1887 (D., 87.2.256) ; Cass., 11 novembre 1890 (S., 93.1.37 ; D., 91.1.429) ; Trib. civ. de Mayenne, 11 août 1898 (*Gaz. des trib.*, 6 janvier 1899). — GUILLOUARD, *Vente*, t. I, n° 478 ; BAUDRY-LACANTINERIE et L. SAIGNAT, n° 466 ; MIGNON, p. 363 ; BAILLET, *Journal des vétérinaires du Midi*, 1851, p. 166 ; GALLIER, p. 197 et s. ; *Contra* : GALISSET et MIGNON, *Vices rédhib.*, p. 35 ; H. WATRIN, *Code rural et droit usuel*, n° 295.

3° La vente doit être supérieure à 100 francs ;

4° La vente doit être volontaire et non pas faite par autorité de justice.

A. — REQUÊTE EN NOMINATION D'EXPERTS ET EXPERTISE

Dans les procès ordinaires, le demandeur, pour établir le bien-fondé de ses prétentions, peut habituellement choisir entre les divers modes de preuve reconnus par la loi ; mais ce n'est qu'après l'introduction de sa demande et au cours de l'instance qu'il peut administrer sa preuve.

La loi sur les vices rédhibitoires a dérogé au droit commun sur ces deux points.

D'abord elle prescrit l'emploi d'un mode de preuve spécial : l'*expertise*. Rien de plus juste. On conçoit, en effet, que pour examiner l'animal, vérifier son état, dire enfin si le vice dont l'acheteur le prétend atteint est bien l'un de ceux que la loi déclare rédhibitoire, il soit nécessaire de recourir aux lumières d'un homme particulièrement compétent.

En second lieu, il est dans le vœu de la loi que l'*expertise* précède la signification de la demande : la première préoccupation de l'acheteur doit être de faire visiter l'animal. Indépendamment des conséquences que la loi attache à la constatation en temps utile des vices rédhibitoires, cette manière de procéder a pres-

que toujours l'avantage de couper court au différend, lorsque les résultats de l'expertise sont négatifs ; elle agit alors comme moyen préventif.

L'administration de la preuve précédera donc habituellement l'introduction de la demande ; mais il n'en sera pas toujours ainsi. En effet, le délai pour provoquer l'expertise et pour saisir le tribunal étant le même en principe, comme nous allons le voir, il peut arriver que ces deux formalités soient remplies le dernier jour du délai, auquel cas les résultats de l'expertise ne seront presque jamais connus au moment de la rédaction de l'assignation.

Aussi la loi ne dit-elle pas expressément que l'expertise devra précéder la demande, ce qui serait parfois impossible ; encore moins prescrit-elle de procéder à peine de nullité.

Nous croyons en conséquence que si l'acheteur avait commencé par appeler son vendeur devant le tribunal, il conserverait encore le droit de provoquer l'expertise, à condition de le faire dans le délai de la loi, et cela sans qu'il fût besoin de donner une nouvelle assignation après la clôture de l'expertise.

Ces considérations générales étant posées, entrons dans plus de détails et examinons successivement : la présentation de la requête, l'ordonnance du juge de paix, la citation du vendeur à l'expertise, l'expertise proprement dite, enfin les résultats qui en résultent.

I. — *Présentation de la requête.*

« Quel que soit le délai pour intenter l'action, l'acheteur à peine d'être non recevable, devra provoquer, dans les délais de l'article 5, la nomination d'experts chargés de dresser procès-verbal. »

Ainsi s'exprime la première partie de l'article 7 de la loi du 2 août 1884.

La demande en garantie pour vices rédhibitoires ne pourrait donc pas être jugée sans expertise, puisque l'article 7 fait de cette formalité une condition indispensable de sa recevabilité.

Mais dans quel délai, l'acheteur doit-il demander la nomination des experts ?

« Dans les délais de l'article 5 », nous dit la loi, c'est-à-dire dans le délai *franc* de *neuf* ou de *trente* jours, non compris le jour fixé pour la livraison.

L'acheteur a donc, suivant le cas, neuf ou trente jours entiers pour examiner l'animal, et ce n'est que le lendemain de l'expiration du dernier jour du délai qu'il est obligé de faire les diligences nécessaires pour obtenir l'expertise. Si la vente et la livraison ont eu lieu le premier jour du mois, par exemple, l'acheteur pourra attendre jusqu'au 11 pour remplir cette formalité (1).

1. Cass., 6 mars 1867 (S., 67.1.152); Cass., 28 janvier 1896 (S., 96.1.224; D., 97.1.475). — LE PELLETIER, *Manuel des vices*

Comme d'autre part, il doit s'adresser au juge de paix du lieu où se trouve l'animal, et comme il y a urgence à faire constater l'état de l'animal, il n'y a pas ici de délai de distance à ajouter au délai normal. L'augmentation du délai à raison de la distance est bien prévue sans doute à l'article 6 de la loi de 1884 ; mais ce texte ne vise que l'introduction de la demande en justice, et l'article 7 renvoie seulement à l'article 5 sans renvoyer à l'article 6 (1).

Il pourra donc arriver que l'acheteur ait un délai plus long pour intenter son action que pour provoquer l'expertise, mais à cela rien d'illogique, car les formalités prescrites par l'article 5 et par l'article 7, c'est-à-dire l'action judiciaire et la demande à fin de nomination d'experts, sont distinctes, et il est permis de commencer par les unes ou les autres, pourvu que chacune soit faite dans le délai que la loi lui assigne.

Ajoutons toutefois que la fin de non-recevoir (2) qui résulterait de l'inaccomplissement de la formalité prescrite par l'article 7 dans le délai légal, n'est pas d'ordre public, et que le vendeur ne pourrait l'opposer pour la première fois soit en appel, soit en cassation (3).

rédh., n° 123 ; DE CHÊNE-VARIN, *Code des vices rédh.*, p. 65, note ; GUILLOUARD, *Vente*, t. II, n° 508 ; LEROY ET DRIOUX, *Des animaux domestiques*, p. 92.

1. GALLISSET ET MIGNON. *Vices rédh.*, p. 70 ; GUILLOUARD, *Vente*, t. II, n° 508 ; DE CHÊNE-VARIN, p. 65 ; LEROY ET DRIOUX, p. 91.

2. Caen, 6 juin 1885 (D., 86.2.234).

3. Cass., 3 novembre 1886 (*Gaz. pal.* du 27 novembre 1886).

Comment et à qui doit être présentée la requête à fin de nomination d'experts ?

A cette question, l'article 7 répond également :

« La requête sera présentée, *verbalement* ou « *par écrit, au juge de paix du lieu où se trouve l'ani-*
« *mal....* »

« *Verbalement* ou *par écrit* » ; cela implique que la requête peut être présentée par le demandeur lui-même sans ministère d'huissier. L'article 5 de la loi de 1838 n'autorisait pas un simple exposé oral de la demande, mais le législateur de 1884, dans un intérêt de simplification et de rapidité, a jugé bon de laisser à l'acheteur le choix entre la requête écrite et l'exposé oral de la demande.

Il sera en tout cas prudent, que dans sa requête l'acheteur indique le vice dont il suppose l'animal atteint. Ce sera pour le juge de paix le moyen de savoir s'il doit nommer un ou trois experts et quels experts il doit choisir, et pour les experts le moyen de dresser un procès-verbal en connaissance de cause. Grâce à cette indication, le magistrat sera également à même s'il y a lieu, de faire observer à l'acheteur que le vice n'est pas de ceux qui donnent lieu à la garantie, et de le dissuader en conséquence d'entamer une procédure qui ne saurait aboutir, sans qu'il lui soit permis du reste de ne pas faire droit à la réquisition de l'acheteur, si ce dernier y persiste.

Mais nous n'allons pas, comme certains auteurs (1), jusqu'à reconnaître comme sanction de cette spéculation du vice rédhibitoire la non-recevabilité de la requête, car nulle part dans la loi nous ne voyons semblable exigence (2).

« La requête, ajoute la loi, sera présentée.... *au juge de paix du lieu où se trouve l'animal.* »

Le législateur a voulu, en effet, que le juge de paix puisse exercer un certain contrôle sur les énonciations de la requête, et ce contrôle serait illusoire, s'il était permis à l'acheteur de choisir son juge, et de s'adresser à un juge de paix plus ou moins éloigné de la résidence de l'animal (3).

Cette disposition, sans doute, favorisera certains actes qui, sans tomber sous le coup de la loi, sans être frauduleux dans l'acception du mot, sont à l'avantage de l'acquéreur en lui permettant, si l'expert nommé ne lui convient pas, de déplacer l'animal pour le conduire dans un autre canton dont le juge nommera un expert

1. H. WATRIN, *Code rural et droit usuel*, n° 316 ; WATRIN ET BOUTET, *Traité des vices rédhibitoires*, n° 242. — Dijon, 3 février 1870 (D., 71.2.163).

2. Trib. civ. de Chartres, 23 mai 1860 (*Recueil de médecine vétérinaire*, 1860, p. 961) ; Trib. de la Seine, 11 avril 1892 (J. *La Loi*, 13 octobre 1892) ; Conte, *Jurisprudence vétérinaire*, p. 331. — DEJEAN, *Traité de l'action rédhibitoire*, 2^e éd., n° 278.

3. Rapport de M. DE LA PLACE à la Chambre des pairs, séance du 10 février 1838 (*Moniteur* du 11) ; H. BOUBY, *Recueil de médecine vétérinaire*, 1863, p. 878.

plus favorable à ses intérêts ou dont il connaît d'avance l'opinion. Mais le texte de l'article 7 est formel, et en matière de déchéance et de nullité, il ne faut pas s'écarter des textes (1). En cas d'absence du juge de paix et de son suppléant, il serait toutefois permis à l'acheteur de s'adresser à un juge de paix autre que celui du lieu où se trouve l'animal, mais à la condition de faire constater par huissier l'absence du juge de paix régulièrement compétent, celle de son suppléant, et par suite l'impossibilité où se trouve l'acheteur d'obtenir une ordonnance (2).

Notons également que c'est au moment où la requête est lancée qu'il faut se reporter pour apprécier la valeur et la compétence du juge de paix. Si donc l'animal, quelque temps après, était déplacé, le juge de paix du nouveau lieu où il se trouve n'en serait pas moins incompétent, du moins en ce qui concerne la demande en nomination d'experts déjà produite.

Il peut arriver que l'animal ait été emmené à l'étranger. Dans ce cas, la désignation des experts sera faite par le juge de paix ou par le magistrat en tenant lieu du pays où l'animal a été conduit. Il en serait de même si l'animal suspect d'un vice rédhibitoire avait été acheté à l'étranger, puis amené en France : le juge

1. H. BOULEY, précité.

2. GALISSET ET MIGNON : *Vices rédhibitoires*, p. 82 ; LEROY ET DRIoux, p. 92 ; GALLIER, n° 240.

de paix français serait compétent pour nommer les experts. Par ailleurs, dans le cas qui nous occupe, c'est la loi du pays où la vente a été faite qui détermine les vices, les délais, la procédure de l'action, conformément à la règle : *locus regit actum*.

II. — Ordonnance.

L'ordonnance, rendue par le juge à la suite de la requête qui lui est adressée, est l'acte par lequel le juge de paix commet les experts et leur indique expressément les points sur lesquels ils auront à éclairer la justice.

L'article 7 de la loi de 1884 dit à ce propos :

«... Le juge constatera dans son ordonnance la *date de la requête* et nommera *immédiatement* un ou trois experts qui devront opérer dans le plus bref délai... »

Constater dans son ordonnance la date de la requête, et d'autre part nommer immédiatement un ou trois experts : tels sont les deux pouvoirs du juge de paix en notre matière, et sur lesquels il nous sera permis quelque peu d'insister.

1° *Constater la date de la requête.* — Le juge de paix, dit la loi, doit d'abord constater dans son ordonnance la date de la requête. Cette requête pouvant être verbale, c'est là, en effet, une formalité nécessaire pour prouver que l'acheteur a agi dans les délais prescrits.

Mais voici que le juge, ne se conformant pas au vœu de la loi, omet d'énoncer dans son ordonnance la date de la requête. Cette omission va-t-elle rendre par elle seule l'action de l'acheteur irrecevable ?...

Il n'y a aucune difficulté et la question ne se pose même pas, lorsque l'ordonnance a été rendue dans le délai de l'article 5. La requête étant, en effet, nécessairement antérieure à l'ordonnance qui y répond, il est alors démontré que la requête a été présentée dans le délai légal (1).

Mais que décider si l'ordonnance porte une date postérieure à l'expiration du délai ?

L'ordonnance ne contenant pas alors la preuve que la requête a été présentée en temps utile, l'acheteur sera irrecevable s'il ne peut pas faire cette preuve par d'autres moyens.

Il est certain que la date donnée par lui à sa requête, sous signature privée, ne suffirait pas, car elle ne serait pas opposable au vendeur qui est un tiers (art. 1328 C. civ.).

A plus forte raison n'aurait-il rien à lui opposer si sa requête était verbale. Le seul moyen pour l'acheteur de prouver la date de sa requête serait alors, ou d'établir que la requête a été adressée par ministère d'huissier, ou d'avoir recours à la preuve testimoniale. Encore faudrait-il, pour que cette dernière preuve fût

1. Trib. civ. de Valence, 10 nov. 1884 (*Gaz. pal.* du 27 nov.).

admise, qu'il s'agisse d'une demande inférieure à 150 francs, et ayant un caractère commercial, ou du moins que l'acheteur ait un commencement de preuve par écrit émané du vendeur (1).

2° *Nommer immédiatement un ou trois experts.* —

Le pouvoir sans contredit le plus important conféré au juge de paix consiste dans la désignation des experts.

Ces derniers doivent être nommé *immédiatement*. Le but de l'expertise étant non seulement de constater le vice de l'animal, mais encore d'établir que ce vice s'est révélé dans le délai de garantie, c'est à juste titre que la loi oblige le juge à procéder en cette manière immédiatement.

Il peut se faire cependant que le juge ne se conforme pas à cette règle et laisse expirer le délai de l'article 5 sans avoir nommé les experts. Ce retard va-t-il donc rendre irrecevable la demande en garantie de l'acheteur ?

Nous ne le pensons pas. L'article 7 prononce seulement l'irrecevabilité contre l'acheteur qui n'a pas *provoqué* dans le délai de l'article 5 la nomination d'experts ; mais lorsque l'acheteur a adressé sa requête en temps utile au juge de paix, il a rempli la condition exigée pour la recevabilité de son action, et le retard du magistrat ne peut faire naître contre lui une déchéance que la loi ne prononce pas.

1. BAUDRY-LANCANTINERIE et L. SAIGNAT, n° 478.

En disant que l'acheteur devra *provoquer* la nomination des experts, la loi exprime suffisamment l'idée que l'ordonnance pourra n'être rendue par le juge de paix qu'après l'expiration des délais ; et que le requérant ne serait pas responsable d'un retard, justifié ou non, que ce magistrat apporterait dans l'accomplissement de sa mission.

Le juge de paix, ajoute l'article 7, peut nommer *un* ou *trois experts*, contrairement à l'article 103 du Code de procédure civile, et même sans que la loi lui impose, comme le faisait la loi de 1838, la moindre réserve, en lui prescrivant de tenir compte par exemple de l'exigence des cas.

Néanmoins, et malgré le silence de la loi de 1884 sur ce point, le juge de paix, dans cette question du nombre des experts, aura à tenir compte non seulement des difficultés plus ou moins grandes que présente habituellement la constatation du vice allégué par l'acheteur, mais aussi et surtout de l'importance du litige, à laquelle il convient de proportionner les frais de justice.

En pratique donc, et afin de diminuer les frais, le juge de paix ne désignera qu'un expert. Mais il en sera tout autrement du tribunal qui sera saisi plus tard de l'action rédhibitoire et qui voudrait, pour une raison ou pour une autre, ordonner une nouvelle expertise. On sait, en effet, que le tribunal n'est aucunement lié par les conclusions¹ des experts nommés par le juge de paix et qu'il peut, si bon lui semble, faire recommen-

cer l'expertise. Or dans ce cas, les règles du droit commun reprennent leur empire, et le tribunal en conséquence n'aurait pas le droit de nommer un seul expert, à moins que les parties n'y consentent.

Est-il du moins obligatoire que l'expert désigné soit un vétérinaire diplômé ?

Lors de la discussion à la Chambre, M. Bernard (du Nord) avait proposé d'ajouter à ces mots de l'article 7 : « un ou trois experts » l'amendement suivant : « qui « devront être munis du diplôme de vétérinaire, délivré dans une des écoles vétérinaires de France. »

Développant son amendement l'honorable député s'exprimait ainsi :

« Je crois que, dans cette question de nomination
« des experts, il serait bon de désigner une catégorie
« d'hommes dans laquelle le juge de paix, qui aura
« reçu requête pour intenter l'action rédhibitoire, soit
« obligé de choisir. Je demanderai que ce soit parmi
« les vétérinaires qui auront reçu un diplôme dans une
« des écoles vétérinaires de France.

« C'est dans l'intérêt général que nous devons de-
« mander que les experts soient choisis parmi ceux
« qui, par les garanties de savoir qu'ils ont données à
« la suite des études spéciales qu'ils ont faites, offrent
« aussi bien à l'acheteur qu'au vendeur toutes les con-
« ditions nécessaires pour que l'expertise soit juste, et
« l'état de l'animal en litige bien constaté.

« Ce n'est pas seulement dans le cas de vie, lorsqu'il

« y aura possibilité, en cas de doute, d'avoir recours à
« une contre-expertise ; mais c'est surtout en cas de
« mort, lorsqu'il est nécessaire de procéder à l'autop-
« sie pour laquelle il faut des connaissances spéciales
« qu'on n'acquiert que dans les écoles, pour distinguer
« si la cause de la mort est bien due à une des mala-
« dies inscrites dans l'article 2... (1) »

Cette proposition fut repoussée par cette considéra-
tion que le nombre des praticiens munis du diplôme
était trop restreint pour permettre de rendre leur mi-
nistère obligatoire en cette matière.

« Si vous voulez, disait le rapporteur à la Chambre,
« M. Maunoury, que le juge de paix qui n'aura pas
« près de lui un vétérinaire diplômé, soit obligé de
« l'aller chercher au loin, quand il a à sa disposition
« un homme en état d'examiner la question, vous im-
« posez au plaideur une charge excessive (2) ».

Du reste, dans beaucoup de cas, le seul vétérinaire
de la localité aura été consulté par l'acheteur avant
l'ordonnance du juge de paix. Peut-être même, est-ce
lui qui a conseillé d'intenter l'action en garantie. Dès
lors, l'impartialité de son appréciation ultérieure ne
peut être que douteuse, et ne vaut-il pas mieux par
conséquent recourir à des personnes non diplômées,
connaissant malgré cela les maladies des animaux do-
mestiques et pouvant se prononcer avec impartialité ?

1. Chambre, séance du 30 juillet 1884 (*J. off.* du 31, p. 1925).

2. Chambre, séance précitée.

Assurément le juge de paix répondra au vœu du législateur en préférant, le cas échéant, un expert muni du diplôme à un simple empirique. Mais la liberté de son choix n'en reste pas moins absolue et il pourra toujours confier la mission de visiter l'animal à toute personne qui lui paraîtra posséder les connaissances spéciales nécessaires.

.

La loi n'a pas prévu le cas où les experts refuseraient ou seraient empêchés de procéder aux opérations pour lesquelles ils ont été commis ; mais il ne saurait y avoir difficulté. En pareil cas, il suffira que l'acheteur présente une seconde requête, afin qu'il soit pourvu à leur remplacement. Cette nouvelle nomination provoquée et effectuée après l'expiration du délai de garantie ne sera pas considérée comme tardive, pourvu qu'aucune négligence ne puisse être reprochée au requérant. Le refus ou l'empêchement des experts primitivement désignés est, en effet, un cas de force majeure dont ne doit pas être rendu responsable le plaideur qui a fait les premières diligences dans le délai prescrit.

Par contre, si l'expert ne se présentait pas pour remplir sa mission, après l'avoir acceptée, il pourrait être condamné à tous les frais frustratoires et à des dommages-intérêts, conformément à l'article 316, § 2 du Code de procédure civile à moins qu'il se trouve après coup dans des circonstances tellement impérieuses qu'il lui est impossible de remplir ses fonctions.

Une autre question peut se poser également concernant les experts ? Faut-il appliquer dans le cas qui nous occupe les articles 308 et suivants du Code de procédure civile ? En un mot, peut-on récuser les experts ?

Sans entrer dans les détails d'une controverse qui nous entraînerait trop loin, disons seulement que, sauf les modifications qui résultent nécessairement de l'organisation de la justice de paix, où il n'y a ni avoués ni ministère public, les articles 308 et suivants du Code de procédure civile sont, selon nous, applicables aux experts nommés par le juge de paix.

La loi ne s'étant occupée en aucune façon de la récusation des experts devant la justice de paix, il nous semble que le législateur s'en est alors référé tacitement aux textes de la procédure devant les tribunaux civils, qui contiennent les règles du droit commun : ces règles doivent être appliquées devant les juridictions d'exception de l'ordre judiciaire en tant qu'aucune exception ne résulte d'un texte ou de la nature même de la juridiction.

Aussi, conformément à l'article 308 du Code de procédure civile, les experts nommés par le juge de paix sur requête en matière de vices rédhibitoires, l'étant toujours « d'office », on comprend qu'ils soient toujours récusables, même pour des causes antérieures à leur nomination, mais cette récusation devra se faire dans le délai de trois jours non francs et ne sera plus

possible après l'expertise commencée (art. 309 C. proc. civ.).

.

III. — *Citation du vendeur à l'expertise.*

La loi de 1838 ne disait pas si le vendeur devait être appelé à l'expertise. Elle n'imposait à l'acheteur que deux formalités : provoquer d'une part la nomination des experts en adressant une requête au juge de paix du lieu où se trouvait l'animal ; de l'autre, intenter l'action rédhibitoire devant le juge compétent.

Le paragraphe 1^{er} de la loi du 2 août 1884 en prescrit une autre : appeler le vendeur à l'expertise.

« Cette mesure, dit l'*Exposé des motifs* de la loi, a paru essentielle : il est bon que les faits soient constatés contradictoirement toutes les fois que la chose est possible. A ce moment d'ailleurs, la conciliation est encore facile, et l'on peut espérer que le médecin vétérinaire, s'il est consciencieux et capable, pourra terminer à l'amiable le plus grand nombre de contestations (1)... »

Il est donc bien établi que la loi a voulu organiser autant que possible, en règle générale, l'expertise contradictoire, et sauf dispense, cette formalité constitue une formalité essentielle.

1. Exposé des motifs de 1876, précité.

Cependant, l'appel à l'expertise n'est pas toujours obligatoire, sous peine de déchéance.

« ... Cette règle, continue l'*Exposé des motifs*, ne
« peut être absolue. Il peut se faire que le vendeur soit
« éloigné ; l'urgence peut être extrême, surtout lors-
« qu'il y a une autopsie à faire. Le projet tient
« compte de toutes ces circonstances. En règle générale,
« le vendeur doit être appelé, mais le juge de paix peut,
« par son ordonnance, dispenser de l'accomplissement
« de cette formalité, lorsqu'il y aurait grave inconvé-
« nient à la remplir (1). »

Le juge de paix peut donc dans deux cas, mais dans deux cas seulement, l'*urgence* et l'*éloignement du vendeur*, dispenser ce dernier d'être appelé à l'expertise.

Son pouvoir n'est pas discrétionnaire et il doit, dans son ordonnance, motiver sa décision.

Il y aura urgence dans le cas de mort, ou de crainte de mort immédiate de l'animal, ou quand il s'agira, par exemple, de constater un accès de fluxion périodique, accès qui pourrait avoir disparu complètement si l'expertise était reculée de quelques jours.

Mais l'urgence n'existe pas parce que le vice rédhibitoire n'est soupçonné par l'acheteur que le dernier jour du délai et à la dernière heure, car il est aussi facile de sommer, dans les délais légaux, le vendeur d'assister à l'expertise que d'introduire la demande.

1. *Exposé des motifs* de 1876, précité.

Quant au motif tiré de l'éloignement, il s'explique par ce fait que les juges obéissent à une pensée d'économie de frais et que l'expertise ne pourrait plus être faite « dans un bref délai », s'il fallait observer les délais de distance prescrits pour les actes de procédure.

Quoi qu'il en soit, c'est au magistrat qui nomme les experts, de dispenser l'acheteur, à raison des circonstances, d'appeler le vendeur à l'expertise. Lui seul est compétent pour accorder ou refuser cette dispense, et son appréciation sur ce point est souveraine.

Le législateur ajoute dans le second paragraphe de l'article 8, que cette « citation à l'expertise *devra* être « donnée au vendeur dans *les délais déterminés par les « articles 5 et 6* ».

Or quelle est la sanction de cette formalité prescrite par l'article 8 ? L'acheteur doit-il, nécessairement dans ce délai, sous peine de déchéance, appeler le vendeur à l'expertise ?

Pris à la lettre, le paragraphe 2 de l'article 8 paraît constituer une injonction formelle de remplir la formalité dans les délais fixés par les articles 5 et 6.

L'expression *devra* qu'il renferme, semble impérative. Mais si on se reporte à l'exposé des motifs et si l'on recherche le but, le vœu du législateur en prescrivant l'appel du vendeur, on verra qu'il suffit que ce vendeur soit appelé avec toute la diligence possible, qu'il ait été prévenu en temps utile pour pouvoir se rendre à l'expertise.

Du reste, quand il s'agit de la nomination des experts, l'article 7 déclare bien que l'acheteur devra agir dans le délai de neuf jours ou de trente jours, à peine d'être non recevable ; mais nous ne trouvons dans l'article 9 aucune fin de non-recevoir édictée contre l'acheteur qui n'a appelé que tardivement son vendeur à l'expertise, ou qui a même négligé de l'y appeler.

Ce rapprochement des articles 7 et 8 nous paraît significatif, et c'est le cas, suivant nous, d'appliquer cette règle, qu'en matière de procédure les nullités ne se suppléent pas, à moins qu'il ne s'agisse de formalités substantielles, ce qui n'est pas le cas ici, puisque sous l'ancienne loi, la citation à l'expertise n'était pas exigée et que sous la loi nouvelle, le juge de paix a toujours la faculté d'en dispenser l'acheteur (1).

Nous estimons donc que le défaut de citation à l'expertise ne comporte pas de sanction directe. Mais il n'en reste pas moins vrai que les constatations faites hors la présence du vendeur doivent inspirer moins de confiance que celles qui sont faites contradictoirement. Aussi le Tribunal devrait-il, à notre avis, mettre beau-

1. Trib. civ. de Mortain, 31 janvier 1885 (S., 85.2.168) ; Caen, 6 juin 1885 (S., 86.2.32, D., 86.2.234) ; Trib. civ. d'Aurillac, 20 nov. 1896 (*Gaz. pal.*, 1897, 1, *suppl.*, 4). GUILLOUARD, *Vente*, t. II, n° 512. — *Contra*, Trib. civ. de Montereau, 3 avril 1894 (D., 95.2.379) ; Cass., 29 mars 1898 (S., 1902.1.358, D., 98.1.417).
LE PELLETIER, n° 190.

coup de circonspection à accueillir les conclusions de l'expert et ne pas refuser au vendeur la garantie d'une contre-expertise, chaque fois qu'il serait possible de recourir utilement à ce moyen de contrôle.

.

IV. — *De l'expertise proprement dite.*

L'expertise ordonnée par le juge de paix, a-t-on dit à la Chambre des pairs en 1838, est un acte d'instruction dont le but est de constater le plus tôt possible l'état de l'animal.

C'est, en effet, au moyen de l'expertise que s'administre la preuve de l'existence du vice rédhibitoire, et voilà pourquoi le demandeur, comme nous l'avons vu, est tenu de justifier, à peine de nullité, d'une expertise, et de produire le rapport des experts. Cette nullité pour défaut d'expertise n'est toutefois pas d'ordre public, et le juge n'est pas tenu de la prononcer d'office si l'une des parties ne la requiert pas (1).

La loi de 1838 ne disait pas si l'expert ou les experts nommés par le juge de paix devaient prêter préalablement serment devant ce magistrat. Mais, comme les experts étaient des experts judiciaires et que les experts judiciaires sont tenus de prêter serment à moins d'être

1. Cass., 3 nov. 1886 (*Gaz. pal.*, 86.2.782 ; D., 87.5.50).

dispensés par les parties, on décidait avec raison que les règles du Code de procédure demeuraient applicables et en conséquence que le serment préalable leur était imposé.

La loi du 2 août 1884 (art. 7) porte que les experts opéreront dans le plus bref délai et « *à la fin de leur procès-verbal affirmeront par serment la sincérité de leurs opérations* ».

En présence des termes de la nouvelle loi, on peut se demander si le serment est encore nécessaire. En enjoignant aux experts, *d'affirmer par serment, à la fin de leur procès-verbal, la sincérité de leurs opérations*, le législateur de 1884 a-t-il eu l'intention de déroger aux prescriptions du Code de procédure que la loi de 1838 avait respectées, et de supprimer le serment préalable ?

A-t-il voulu remplacer le serment préalable par un serment postérieur, et obliger les experts, lorsqu'ils auront terminé leur procès-verbal, à venir en affirmer par serment la sincérité devant le juge de paix ?

A notre avis, les experts n'ont à prêter ni serment préalable, ni serment postérieur devant le juge de paix qui les a nommés. Ils doivent se borner, avant de clore leur procès-verbal, à ajouter « *qu'ils affirment par serment la sincérité de leurs opérations.* »

Si on consulte la discussion de la loi de 1884, aucun doute ne peut subsister :

Les experts sont, dit *l'Exposé des motifs*, « *dispensés de prêter serment préalable*, ce qui entraînerait une

« dépense inutile ; mais ils sont tenus d'affirmer par serment, *dans leur procès-verbal même*, la sincérité de leurs opérations. »

Cela est net et précis, et suffit pour combattre l'opinion des partisans du serment préalable.

C'est non seulement parce que le législateur a voulu que les experts opérassent dans le plus bref délai qu'il les a dispensés de ce serment ; c'est aussi parce que ce serment entraînerait « une dépense inutile ». Or si avant de clore leur procès-verbal, les experts devaient aller prêter serment devant le juge de paix, il y aurait là aussi une vacation qui constituerait la « dépense inutile » que la loi a voulu supprimer.

.

A raison de l'urgence, la loi prescrit aux experts d'agir avec la plus grande célérité, « *dans le plus bref délai* », comme dit l'article 7. Mais elle n'a pas fixé — et elle ne pouvait le faire — la durée de leurs opérations.

En fait, il arrivera souvent que l'expertise ne sera terminée qu'après l'expiration du délai de garantie. Le vendeur pourra-t-il se prévaloir de cette circonstance pour élever une fin de non-recevoir contre la demande de l'acheteur ? Non, assurément. La loi n'a pas imposé pour condition à la recevabilité de l'action que l'expertise serait terminée dans le délai de neuf ou de trente jours ; et vouloir rendre l'acheteur responsable du retard, justifié ou non, que les experts ont pu apporter

à remplir leur mission, ce serait lui imputer à faute un fait auquel il est absolument étranger (1).

.

L'article 7 de la loi de 1884 permet en outre aux experts, contrairement au droit commun en matière d'expertise, « *de recueillir tous les renseignements utiles* ». En vertu de ce pouvoir, les experts pourront donc recevoir les explications des personnes dignes de foi qui peuvent les renseigner utilement sur la maladie soupçonnée.

La nature des faits, il faut le reconnaître, exigeait cette mission de la part des experts. Ces derniers, en effet, n'ont pas seulement à rechercher si l'animal est atteint de la maladie alléguée, au moment où ils le visitent ; ils ont à rechercher aussi si la maladie s'est révélée pendant le délai de la garantie. Or ils commencent souvent leurs opérations et voient l'animal pour la première fois après l'expiration de ce délai. Ils ne peuvent faire autrement par exemple, lorsqu'ils sont nommés le dernier jour, ou lorsqu'ils ne sont pas, au moment de leur nomination, dans le lieu où se trouve l'animal. Comment alors pourraient-ils faire un rapport exact, s'il ne leur était pas permis de se renseigner sur la manifestation que l'on a constatée auparavant.

Une fois les opérations de l'expertise terminées, les

1. Rouen, 27 mars 1858 (D., J. G. V^o *Vices rédht.*, n^o 216); Cass., 28 février 1860 (D., 60.1.114).

experts doivent, en effet, rédiger un rapport qui contiendra en particulier les conclusions auxquelles les experts se sont arrêtés, et, comme nous l'avons déjà dit, l'affirmation sous serment de la sincérité de leurs opérations.

Ce procès-verbal d'expertise, toujours unique, même lorsque plusieurs experts ont été nommés [(art. 318 C. proc. civ.), est ensuite transcrit sur papier timbré, de la main de l'expert, ou de l'un des experts s'ils sont plusieurs, et signé par eux, conformément à l'article 317 du Code de procédure civile. Après quoi, il est enregistré et déposé au greffe de la justice de paix, ou, suivant l'usage et l'article 319 du même Code, au greffe du tribunal qui a ordonné l'expertise, par les soins de l'un des experts, de son mandataire, de l'avoué ou agréé chargé de la cause.

.

V. — *Effets de la requête en nomination d'experts et de l'expertise.*

L'acheteur, nous l'avons déjà dit, est obligé à peine de déchéance de provoquer une expertise (art. 7).

Mais les résultats de l'expertise ne lient pas plus le juge, lorsqu'il s'agit de vices rédhibitoires, que dans tout autre cas, la loi du 2 août 1884 n'ayant aucunement dérogé à la règle de l'article 323 du Code de procédure civile :

« Les juges ne sont pas astreints à suivre l'avis des experts si leur conviction s'y oppose. »

Le tribunal peut donc juger *de plano*, contrairement aux conclusions des experts, ou bien faire contrôler les appréciations de ces derniers par une autre expertise, par les autres documents du procès ; même ordonner une enquête aux fins de constater par témoins les signes de maladie qui ont pu être remarqués chez l'animal. Le principe que l'interlocutoire ne lie pas le juge domine, en effet, toute la matière des jugements « avant faire droit » (1).

B. — Assignation faite dans un certain délai.

Il ne suffit pas que dans le délai de neuf jours ou de trente jours, l'expertise ait été provoquée ; il faut aussi que dans ce même délai, — et sauf l'exception ce dont nous parlerons en étudiant les délais, — l'acheteur ait intenté son *action en justice*, et la loi entend par là une véritable assignation devant le tribunal compétent.

Une longue série d'arrêts en avait ainsi décidé sous l'empire de la loi de 1838, et cette solution s'impose aujourd'hui avec d'autant plus de force qu'au cours de la discussion de la loi de 1884, le rapporteur à la Chambre des députés donna sur ce point, à la demande de

1. GUILLOUARD, *Vente*, t. II, n° 514.

M. le député Bovier-Lapierre, les explications les plus catégoriques (1).

Nous n'avons pas à nous étendre ici sur ce délai, nous y consacrerons plus loin un chapitre spécial (2).

Qu'il nous suffise de dire pour l'instant qu'une simple citation en conciliation donnée au vendeur ne suffirait pas pour préserver l'acheteur de la déchéance que la loi prononce contre lui. La loi parle, en effet, de « demande » à former contre le vendeur, et une citation ne saurait être une demande, au sens juridique du mot (3).

Peu importe même que dans le délai légal, le vendeur ait été sommé d'être présent à l'expertise (4). Peu importe également que l'acheteur se soit adressé, en le chargeant d'exercer l'action, à un agréé qui lui avait laissé ignorer le mandat qu'il avait déjà reçu du vendeur, et qui avait laissé expirer le délai sans faire les diligences nécessaires (5).

Dans tous ces cas, comme dans les autres, la déchéance encourue par l'acheteur pour tardiveté de son action ne saurait être écartée, car la loi exige formellement que l'assignation elle-même soit faite dans le délai légal (6).

1. Séance de la Chambre du 30 juillet 1884.

2. Chapitre V.

3. Cass., 3 mai 1882 (S., 84.1.28).

4. Cass., 15 mai 1854 (S., 54.1.457).

5. Cass., 10 décembre 1855 (S., 56.1.237).

6. Cass., 18 mars 1833 (S., 33.1.277) ; 10 juillet 1839 (S., 39.1.859) ; 23 mars 1840 (S., 40.1.431) ; 5 mai 1846 (S., 46.1.431) ;

Mais il n'en serait pas de même de la demande formée devant un juge incompétent. Conformément à l'article 2246 du Code civil, cette demande interromprait la prescription, et le délai ainsi interrompu reprendrait son cours aussitôt après le jugement d'incompétence ou après le désistement régulièrement accepté (1).

C. — Vente d'un taux supérieur à 100 francs.

La préoccupation constante du législateur relativement à la garantie des vices rédhibitoires a porté sur les frais du procès qu'elle occasionne, frais qui souvent ne sont pas en rapport avec la valeur de l'animal qui en est l'objet.

Aussi le législateur de 1884 a-t-il cru bon d'introduire dans la loi une innovation due à cette unique préoccupation, et que nous trouvons formulée dans l'article 4.

« Aucune action en garantie, même en réduction de
« prix, ne sera admise pour les ventes ou pour les échan-
« ges d'animaux domestiques, si le prix, en cas de

17 mai 1847 (S., 47.1.848 ; D., 47.1.183.) ; 19 décembre 1860 (S., 61.1.368 ; D., 61.1.24). — Trib. Seine, 8 septembre 1868 (D., 69.5.230) ; Trib. Villefranche, 2 avril 1887 (D., 88.5.271). — *Contra* : Paris, 22 février 1839 (S., 39.2.323).

1. Rouen, 27 mars 1858 (D., J. G. V^o *Vices rédih.*, n^o 286) ; Caen, 24 mars 1862 (S., 63.2.44) ; Trib. civ. de Mortagne, 10 juin 1897 (*Gaz. pal.*, 27 octobre 1897).

« vente, ou la valeur, en cas d'échange, ne dépasse pas
« 100 francs. »

« Par cette innovation, a dit le rapporteur de la com-
« mission sénatoriale, M. Labiche, nous avons cherché
« à mettre obstacle à l'introduction d'instances judi-
« ciaires dont l'intérêt ne justifierait pas les frais (1). »

Il a donc semblé au législateur que dans le cas où le prix de la vente ou la valeur de l'échange ne dépasse pas 100 francs, l'affaire est de trop petite importance pour justifier la mise en mouvement de toute la machine judiciaire, et que le succès même de l'instance ne compenserait pas les dépenses qu'elle entraîne.

Nous regrettons cependant que le législateur se soit laissé dominer par ces considérations, et si par exemple, pour un cheval vendu 100 francs, les parties n'ont pu avoir en vue un animal exempt de toute maladie rédhibitoire, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'un âne, d'un mulet, d'un porc, pour lesquels le prix de 100 francs correspond à la valeur normale de la bête. Comme le fait remarquer très justement M. Gallier, « on a ainsi supprimé en fait pour ces animaux l'action « rédhibitoire (2). »

On dit, il est vrai que l'acheteur peut toujours se garantir au moyen d'une stipulation expresse (3). Sans

1. Séance du Sénat du 25 juillet 1881 (Annexe, p. 28 et 29).

2. Lettre de M. Gallier, vétérinaire à Caen, du 10 mai 1907.

3. Rapport de M. LABICHE, précité, séance du Sénat du 25 juillet 1881, p. 28-29.

doute ; mais cela est également vrai pour les ventes importantes ; et M. Maunoury, rapporteur de la loi de 1884 à la Chambre, et un des défenseurs les plus acharnés de cette condition de recevabilité de l'action rédhibitoire (1), reconnaîtra tout au moins qu'il y a là un précédent regrettable, puisqu'il tendrait à rendre aux petits intérêts l'accès de la justice plus difficile, alors qu'il suffirait de proportionner les frais à l'importance des litiges (2).

La disposition de l'article 4 est du moins une disposition exceptionnelle, et par suite elle ne saurait être étendue hors du cas d'une action rédhibitoire ou d'une action en diminution de prix.

Si donc le vendeur a employé des manœuvres dolosives pour amener l'acheteur à traiter, celui-ci a le droit d'agir suivant le droit commun. L'action résultant du dol est du reste régie par les règles du Code civil et non par la loi de 1884.

Il en est de même au cas où l'animal vendu serait atteint d'une des maladies contagieuses comprises dans la nomenclature de la loi sur la police sanitaire des animaux. Ici encore l'action en nullité qui en est la suite, ne rencontre dans l'article 4 de la loi de 1884 aucun obstacle.

1. Séance de la Chambre du 30 juillet 1884.

2. *Contra* : GUILLOUARD, *Vente*, t. II, n° 533.

D. — Vente volontaire et non faite par autorité de justice

La loi du 2 août 1884, comme celle de 1838, régit toutes les ventes d'animaux domestiques.

Il existe pourtant dans le Code civil une certaine catégorie de ventes, qui, à raison des garanties spéciales qu'elles présentent, ne donnent jamais lieu à l'action rédhibitoire. Ce sont les ventes qui ont lieu *par autorité de justice*, et dans lesquelles c'est l'autorité judiciaire, plutôt que le poursuivant ou le propriétaire, qui procède à l'adjudication.

L'article 1649 du Code civil s'en explique formellement :

« Elle (l'action rédhibitoire) n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice. »

Or, ni la loi de 1838, ni celle de 1884, n'ont dérogé à l'article 1649 du Code civil, et comme elles n'ont en vue que les ventes volontaires, les ventes ordonnées par justice restent nécessairement régies par cet article, et par suite l'action rédhibitoire n'est pas recevable dans ces sortes de ventes.

Cela était vrai sous la loi de 1838, comme l'avait déclaré formellement M. Lherbette, rapporteur à la Chambre :

« Le projet de loi ne déroge à aucun des autres points du droit civil... Ainsi il n'y est question que

« des *ventes volontaires* ; celles par autorité de justice
« demeurent... affranchies des cas rédhibitoires (1). »

Cela est encore vrai aujourd'hui, depuis la loi du 2 août 1884 qui a reproduit le système général de la loi de 1838, et qui renvoie expressément dans l'article 2 aux articles 1641 *et suivants* du Code civil (2).

Il reste toutefois à définir ce que le législateur entend par ventes faites *par autorité de justice*.

On s'accorde généralement à reconnaître que l'article 1649 du Code civil s'applique aux ventes faites sur saisie. Mais s'applique-t-il aussi aux ventes des biens de mineurs ou d'interdits, qui, comme les ventes sur saisie, doivent être ordonnées par la justice et se faire sous son contrôle.

L'affirmative, selon nous, s'impose. Le texte de l'article 1649 nous paraît formel, et, en parlant des ventes faites « par autorité de justice », il doit s'entendre de toutes celles qui ne peuvent se faire que par l'ordre de la justice. Or les ventes des biens de mineurs ou d'interdits, et en particulier des animaux domestiques leur appartenant, sont précisément de ce nombre, aussi bien que les ventes sur saisie (3).

1. Rapport de M. LHERBETTE à la Chambre, précité, n° 55.

2. DE CHENE-VARIN, *Code des vices rédhibitoires*, n°s 108-110 ; GUILLOUARD, *Vente*, t. II, n° 534.

3. Pau, 27 novembre 1867 (S.68.2.10) ; Paris, 21 juin 1870 (S., 70.2.207 ; D., 71.2.42) ; Lyon, 11 janvier 1883 (D., 84, 2.147) ; GUILLOUARD, *Vente*, t. I, n° 449. — *Contra* : COLMET DE SANTERRE, VII, n° 86 bis,

Par contre l'article 1649 ne saurait s'appliquer aux ventes qui ont lieu en justice par le fait des parties, sans que la loi l'exige. Telles sont les licitations faites en justice entre colicitants majeurs, qui auraient pu, s'ils l'avaient voulu, les faire à l'amiable sans recourir au tribunal. Ces licitations doivent être traitées comme des ventes ordinaires et l'article 1649 leur est complètement étranger (1).

§ 3. — SES EFFETS.

L'action rédhibitoire tend, comme une action résolutoire ordinaire, à replacer les parties dans le même état qu'avant la vente. Lorsqu'elle est admise, l'animal est restitué au vendeur et le prix à l'acheteur *suivant les règles du Code civil*.

La loi du 2 août 1884 n'a, en effet, établi en cette matière aucune règle spéciale, et pour tout ce qui concerne les restitutions et prestations que doivent se faire le vendeur et l'acheteur, nous allons avoir à nous en référer aux dispositions du Code civil, et à la distinction qu'il établit entre le cas où le vendeur ignorait les vices et celui où il les connaissait.

1. Paris, 30 juillet 1867 (D., 67.2.237) — AUBRY ET RAU, t. IV, § 355 *bis*, note 14, p. 389 ; DUVERGIER, I, n° 408 ; GUILLOUARD, *Vente*, t. I, n° 449.

I. — *Il s'agit d'un vendeur de bonne foi.*

« Si le vendeur ignorait les vices de la chose, dispose
« l'article 1646 du Code civil, il ne sera tenu qu'à la
« *restitution du prix* et à rembourser à l'acquéreur les
« *frais occasionnés par la vente.* »

Le vendeur se voit donc obligé de rendre à l'acheteur le prix qu'il a reçu, et cette restitution du prix doit même comprendre les intérêts de ce prix depuis le jour de la demande en justice, conformément à l'article 1153 du Code civil.

L'article 1646 met en outre à la charge du vendeur de bonne foi, le remboursement des *frais occasionnés par la vente*. Or, cette dernière formule montre bien que le vendeur est obligé à autre chose qu'à la restitution des frais et loyaux coûts du contrat. Il doit, en effet, rembourser à l'acheteur les frais *de toute nature* que la vente a occasionnés à celui-ci, le rendre indemne de toutes les conséquences de la vente. Ces frais peuvent donc comprendre : le droit de place sur le marché, le courtage, les pourboires, les frais de transport de l'animal, ceux de traite et d'escompte, de commission, de nourriture et soins donnés à l'animal, les frais occasionnés à l'acheteur par la revente qu'il en aurait faite, les honoraires du vétérinaire appelé à l'examiner, le tout sous déduction de la valeur du

travail que l'animal aurait produit. En aucun cas toutefois, le vendeur ne saurait être contraint de payer à l'acheteur une somme représentant le gain dont a été privé l'acheteur par suite de l'existence d'un vice rédhibitoire (1). En aucun cas également il n'est possible de dommages-intérêts.

De son côté, l'acheteur doit restituer l'animal avec son *augment*, tel que le *part*, s'il y a lieu, ou avec son équipage s'il l'avait acheté ainsi, sans que jamais le juge puisse, comme l'enseignait Pothier, ordonner que le *part* ou l'équipage de l'animal se compense avec les intérêts du prix. Autrement, l'acheteur subirait le plus souvent un préjudice, les intérêts du prix étant généralement plus élevés que l'*augment* ou l'équipage de l'animal (2).

Si la vente avait porté sur deux chevaux destinés à former un attelage et si un seul des chevaux est atteint d'un vice rédhibitoire, l'acheteur n'en serait pas moins tenu en principe de restituer au vendeur le cheval parfaitement sain, car il ressort du principe général de l'article 1641 du Code civil, que l'action rédhibitoire est indivisible, lorsque les circonstances de la cause indi-

1. LOYSEAU, *De la garantie des ventes*, chap. 2, n° 5; GUILLOUARD, *Vente*, t. I, n° 444.

Contra : BAUDRY-LACANTINERIE et L. SAIGNAT. *Vente*, n° 437.

2. Cass., 22 mars 1853 (S. 53.1.480).—TROPLONG, *Vente*, t. II, n° 567. — GALLIER, p. 317.

quent bien que les parties ont voulu faire un marché ayant le même caractère (1).

L'acheteur est obligé également, conformément aux principes généraux, d'indemniser le vendeur des détériorations qu'il aurait fait subir à l'animal (2). Mais si ces détériorations étaient par trop importantes, si par exemple, comme cela a été jugé, l'acheteur avait fait subir à un cheval l'amputation de trois vertèbres coccygiennes, ou encore s'il avait fait castrer un cheval entier, il se serait mis par le fait même dans l'impossibilité de restituer l'objet même de la vente, et par suite d'exercer son action rédhibitoire (3).

II. — *Il s'agit d'un vendeur de mauvaise foi.*

Le vendeur de mauvaise foi est tenu de toutes les obligations du vendeur qui a ignoré les vices de l'ani-

1. Paris, 22 février 1839 (S. 39.2.323). — Paris, 23 décembre 1865 (J. *Le Droit*, du 2 février 1866). — Paris, 15 janvier 1890 (J. *Le Droit*, 17 et 18 février 1890). — DE CHÈNE-VARIN, *Code des vices rédhibitoires*, n° 199 — LE PELLETIER, n° 103. — GUILLOUARD, *Vente*, t. II, n° 539.

2. Douai, 31 janvier 1867 (D. 67.6.227) ; Paris, 12 mars 1886 (*Gaz. des trib.* du 15 mai 1886, et *Table ; Gaz. pal.* 82-87, *Vente*, n° 231). — Trib. civ. d'Etampes, 9 janvier 1889 (J. *La Loi*, 6 février 1889). — Trib. civ. de Saint-Lô, 17 novembre 1889 (*Rec. de Caen et de Rouen*, 81, 109).

3. Paris, 26 mars 1891 (*Rép. de police sanitaire vétérinaire*, 91-313). — Trib. de Domfront, 11 novembre 1891 (cité par GALIER, p. 327). — Trib. de paix de Bagnères, 18 mai 1867 (D. 68. 3.63).

mal dont il s'est débarrassé, et en outre, aux termes de l'article 1645 du Code civil, « *de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur* ».

En dehors de toute idée de dol, ces dommages-intérêts ne comprennent en principe que ceux qui ont pu être prévus au moment du contrat, et les tribunaux les apprécient d'après les circonstances et en tenant compte de la gravité de la faute du vendeur.

Ils doivent être demandés dans les mêmes délais que l'action rédhibitoire proprement dite, et il n'y a d'exception à cette règle que lorsque cette demande est fondée sur un délit. Dans cette dernière hypothèse, la déchéance résultant de l'expiration du court délai de la loi de 1884, est inapplicable, et l'action civile a alors la même prescription que l'action publique.

Toutefois, pour réussir dans sa demande de dommages-intérêts, l'acheteur est obligé de prouver que le vendeur connaissait les vices cachés de l'animal. La bonne foi se présume toujours, en effet, et l'acheteur, qui est demandeur, ne peut obtenir gain de cause qu'en démontrant la mauvaise foi du vendeur, condition exigée par l'article 1645 du Code civil pour l'admission d'une demande en dommages-intérêts.

Cette preuve de la mauvaise foi du vendeur, l'acheteur pourra du reste la faire par tous les moyens, même par présomption, et il y a précisément présomption de mauvaise foi de la part du vendeur, lorsque ce dernier, à raison de la profession qu'il exerce, est censé con-

naitre les défauts même cachés de l'animal qu'il vend, et qui le rendront impropre à la destination qu'il sait devoir lui être donnée (1). S'il s'agit de défauts qu'il était à peu près impossible d'apercevoir, le vendeur, sans doute, pourra se défendre contre la demande en dommages-intérêts en alléguant le cas fortuit, mais ce sera à lui à en faire la preuve, et, quant à l'acheteur, sa preuve sera suffisamment faite par le rapprochement de ces deux circonstances, qui entraînent une présomption de la mauvaise foi : telle qualité professionnelle reconnue chez le vendeur, et l'existence dans la chose vendue de défauts cachés qui la rendent impropre à sa destination (2).

SECTION II. — De l'action en réduction de prix.

La loi du 20 mai 1838 ne donnait à l'acheteur qui avait établi l'existence d'un vice rédhibitoire, qu'une seule action, *l'action rédhibitoire*, par laquelle le vendeur, comme nous l'avons vu, était obligé de reprendre l'animal vendu, en désintéressant l'acheteur du préjudice que la vente avait pu lui causer.

Elle supprimait donc l'option que l'article 1644 du Code civil donne en général à l'acheteur contre son vendeur, entre l'action rédhibitoire et l'action *en dimi-*

1. Guillouard, *Vente*, t. I, n° 462.

2. Bourges, 27 juin 1893 (D. 93. 2. 573).

nution de prix; et M. Lherbette justifiait ainsi, dans son rapport présenté à la Chambre, la suppression de cette dernière action :

« Cette action estimatoire ou en diminution de prix,
« juste dans les marchés de choses inanimées, ne l'est
« pas dans ceux d'animaux... A l'égard des animaux,
« les vices, souvent difficiles à connaître, ont pu être
« ignorés du vendeur ; le prix est parfois idéal, la con-
« servation toujours onéreuse, la répétition de frais
« considérable, la reprise de l'animal embarrassante et
« coûteuse.

« Les premières raisons rendent l'action rédhibitoire
« moins équitable ; les dernières font que le vendeur
« peut être amené plus facilement à composition par
« un acheteur de mauvaise foi, et forcé de laisser pour
« un prix inférieur l'animal dont il peut faire cas pour
« des qualités qu'on n'appréciera pas dans l'estimation.
« Cette action serait souvent plus funeste au vendeur
« que l'action rédhibitoire elle-même (1). »

Le projet de loi de 1876, conforme à la loi de 1838, contenait une disposition ainsi conçue :

« L'action en réduction de prix, autorisée par l'arti-
« cle 1644 du Code civil, ne pourra être exercée dans
« les ventes et échanges d'animaux énoncés à l'article
« précédent. »

1. Rapport de M. Lherbette à la Chambre, séance du 24 avril 1838 précitée.

Mais cette idée fut combattue par la Commission du Sénat, et la rédaction proposée fut remplacée par la disposition suivante qui est devenue l'article 3 de la loi du 2 avril 1884.

« *L'action en réduction de prix, autorisée par l'article 1644 du Code civil, ne pourra être exercée dans les ventes et échanges d'animaux énoncés à l'article précédent, lorsque le vendeur offrira de reprendre l'animal vendu, en restituant le prix et en remboursant à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.* »

L'action en diminution du prix est donc redevenue applicable aux ventes d'animaux domestiques, et l'acheteur a la possibilité, tout en maintenant le marché et en conservant l'animal acheté, de réclamer une certaine remise ou réduction sur le prix, d'après une estimation amiable ou judiciaire.

Le rapporteur au Sénat, M. Labiche, donnait de cette mesure proposée par la Commission du Sénat, les raisons suivantes :

« Le rapporteur de la loi de 1838 n'a pas réfléchi qu'en refusant à l'acheteur d'animaux domestiques la faculté que l'article 1644 donne à tout acheteur de choisir entre l'action rédhibitoire et l'action en diminution du prix, il ne mettait nullement obstacle à la spéculation contre laquelle il cherchait à protéger le vendeur.

« En effet, si l'acheteur ne peut plus, après la loi de 1838, porter devant les tribunaux une demande en

« diminution de prix qui éviterait les frais excessifs de
« conservation et de restitution d'un animal souvent
« transporté à une grande distance, rien n'empêche
« l'acheteur de réclamer et souvent d'obtenir indirecte-
« ment, par la menace d'un procès en résolution de
« la vente, la réduction de prix que le législateur lui
« refuse de réclamer directement.

« Le seul résultat de la restriction introduite par la
« loi de 1838, c'est d'enlever aux tribunaux l'apprécia-
« tion de la demande en réduction de prix ; c'est de
« mettre, par conséquent, l'acheteur dans la nécessité
« de demander la résolution du contrat, quand il pour-
« rait se contenter de demander une réduction de prix ;
« c'est de l'obliger à intenter un gros procès, qui amè-
« nera des frais considérables pour la conservation et
« la restitution de l'animal ; — quand il aurait été plus
« avantageux, au point de vue de l'intérêt des parties,
« comme au point de vue de l'intérêt général, de lais-
« ser aux tribunaux le pouvoir de statuer sur une
« simple demande en réduction de prix.

« La Commission a reconnu qu'il était préférable...
« de rentrer dans le droit commun, de ne pas mettre
« l'acheteur dans l'alternative, ou de renoncer à toute
« action, ou de demander plus qu'il ne juge suffisant
« pour sauvegarder ses intérêts (1). »

1. Rapport de M. Labiche au Sénat, séance du 25 juillet 1881
(Annexe au procès-verbal, p. 11-12).

Ce sont là, à notre avis, d'excellents motifs, et grâce à cette option entre l'action rédhibitoire et l'action en réduction de prix, les intérêts de l'acheteur sont pleinement sauvegardés.

Cependant, il fallait « prévenir la spéculation de
« certains acheteurs, qui pourraient être tentés de se
« procurer la restitution d'une partie du prix en con-
« servant l'animal, et mettre le vendeur à l'abri de
« réductions arbitraires de la part d'experts qui peu-
« vent être incompetents pour apprecier certaines
« valeurs de convention (1). »

Aussi le législateur permet-il au vendeur, dans l'article 3 *in fine*, de paralyser l'exercice de l'action en réduction de prix, en offrant de reprendre l'animal vendu, en restituant le prix s'il l'a reçu, et en remboursant en outre les frais occasionnés à l'acheteur par la vente.

Ce tempérament apporté aux conséquences de cette option constituera une protection efficace contre les entreprises de l'acheteur, qui n'osera pas demander une diminution de prix quand il ne la croira pas fondée, sachant que le vendeur pourra si facilement l'arrêter ; et de la sorte, les seuls inconvénients du rétablissement de l'ancienne action *quantum minoris* du droit romain disparaissent par le fait même.

.

Nous n'entrerons pas, à propos de cette action en di-

1. Rapport de M. Labiche, précité.

minution du prix, dans les mêmes détails que pour l'action rédhibitoire. Il nous suffit ici de mentionner les circonstances qui ont présidé à sa résurrection. Quant aux règles concernant le délai, les conditions d'exercice, la procédure de cette action, elles sont communes à l'action *quantum minoris*, aussi bien qu'à l'action rédhibitoire : nous n'avons donc pas à y insister ici.

Notons seulement que ce droit d'option entre deux actions accordé à l'acheteur, celui-ci le conserve tant que les choses sont entières, c'est-à-dire tant qu'il n'a pas été statué sur la demande ou tant que le vendeur n'y a pas acquiescé. Jusque-là, l'acheteur, maître de l'action qu'il a choisie, peut se désister, et s'il estime l'autre action plus conforme à ses intérêts, il peut y recourir en payant les frais occasionnés par la première. Mais si au contraire la demande avait été accueillie ou repoussée par un jugement inattaquable ou si le vendeur y avait acquiescé, il y aurait chose jugée dans le premier cas, contrat judiciaire dans le second, et il ne serait pas possible à l'acheteur d'y revenir (1).

1. Aubry et Rau, IV, § 355 *bis*, p. 389. — Guillouard, *Vente*, t. I, n° 458. — Cass., 21 juin 1856 (D. 56. 1. 89 ; S. 56.1.765).

CHAPITRE IV

DES ACTIONS RÉSULTANT DES MALADIES CONTAGIEUSES

Le vendeur d'un animal atteint ou soupçonné seulement d'être atteint d'une maladie contagieuse est passible de trois actions : deux, de la part de l'acheteur, une *action en nullité* de la vente, et dans un cas très spécial une *action en réduction de prix*, sans compter les dommages-intérêts qui peuvent être dus à ce dernier ; une de la part du ministère public, une *action pénale*.

Point n'est besoin d'ajouter que la plus importante de ces actions est *l'action en nullité*, qui fait en quelque sorte le pendant de l'action rédhibitoire. Aussi allons-nous nous y arrêter tout spécialement, et nous nous bornerons en terminant à dire quelques mots seulement de *l'action en réduction de prix* et de *l'action pénale*.

SECTION I. — De l'action en nullité.

§ 1. — SES CARACTÈRES

Dans la loi de 1881, la nullité de la vente était la conséquence naturelle et presque nécessaire de la prohibition de vendre. Du moment que la loi interdisait la vente (art. 13) de tout animal atteint ou suspect de maladie contagieuse, n'était-il pas de toute évidence qu'implicitement elle annulait cette vente, si elle avait eu lieu.

Il est vrai, cette nullité n'était pas expressément prononcée, et si la Cour de cassation, dans un arrêt du 20 juillet 1892 (1), avait sanctionné cette opinion en cassant un jugement du tribunal de Nevers, comme un arrêt de Cour ne fait jamais loi, il s'était trouvé des tribunaux qui, même après cet arrêt, ne voulaient toujours voir dans la loi du 21 juillet 1881 qu'une loi de police, une loi pénale, et qui ne se décidaient à condamner le vendeur d'un animal malade ou suspect, qu'autant que l'acheteur prouvait que ce vendeur connaissait bien l'état dans lequel se trouvait l'animal au moment de la livraison dont il avait été l'objet.

Certains tribunaux (2) décidaient même que l'action

1. Cass., 20 juillet 1892 (D., 93.1.20 ; S., 92.1.393).

2. Tribunal de Die, 6 décembre 1889 (S., 91.2.241).

en nullité n'était recevable qu'autant que l'infraction commise par le vendeur avait été préalablement constatée par le tribunal correctionnel.

Il y avait là pour la santé publique un réel danger, car l'acheteur trompé étant le plus souvent dans l'impossibilité de faire la preuve de la mauvaise foi du vendeur, et connaissant par suite son impuissance à se faire rendre justice, prenait alors la résolution, pour se tirer d'embarras, de revendre la bête qui lui avait été livrée malade, en prenant les mêmes précautions que celles qui avaient si bien réussi à son vendeur pour ne pas être inquiété, c'est-à-dire en se rendant coupable de la même action malhonnête que celle dont il avait été victime.

Ainsi se commettaient des actes fort répréhensibles, et se perpétuaient non seulement de criantes injustices, mais encore et surtout un commerce illicite qui favorisait, par suite d'un déplacement sans cesse renouvelé des animaux malades ou suspects, le développement et la propagation des maladies contagieuses, au grand détriment de l'hygiène publique.

La loi du 31 juillet 1895, sur la proposition de M. Darbot (1), est venue conjurer ce danger, et la loi du 23 février 1905, après elle, n'a fait que reproduire cette heureuse précision de la loi de 1881, en décidant que « si la

1. Séance du Sénat du 18 janvier 1894 (*J. off.* du 19 ; *Déb. parl.*, p. 30).

« vente a eu lieu, elle est *nulle de droit, que le vendeur ait connu ou ignoré l'existence de la maladie* dont son animal est atteint ou suspect. » (art. 1^{er} § 1^{er}, L. du 23 février 1905).

Sous l'empire de la législation actuelle, les tribunaux n'ont donc plus à savoir si la loi du 21 juillet 1881 est et doit rester une loi de police ; ils n'ont plus à rechercher l'intention dans le fait ; il suffit à l'acheteur de prouver qu'il a été trompé, que l'animal dont il a pris livraison était bien malade ou suspect au moment de cette livraison, pour obtenir que justice lui soit rendue.

Si énergique qu'elle soit, cette nullité n'est pourtant pas *absolue*.

La loi du 23 février 1905 (1) ne parlant, en effet, que de « réclamation de la part de l'acheteur », il en résulte que seul l'acheteur peut s'en prévaloir, et par suite, c'est à tort, suivant nous, que des jugements des tribunaux d'Amiens (2) et de Gray (3) ont reconnu à toute partie intéressée, même au vendeur, le droit d'exercer l'action en nullité qui nous occupe.

D'autre part, sous la loi de 1881, la vente était inexistante ; l'animal atteint ou soupçonné d'être atteint de maladie contagieuse était considéré comme hors du commerce et en conséquence ne pouvait faire l'objet

1. Loi du 23 février 1905, art. 1^{er}, § 2.

2. Amiens, 16 mars 1897 (S., 97.2.253)

3. Gray, 2 avril 1897 (*idem*).

d'aucun contrat (art. 1128 et 1598 C. civ.). Le contrat de vente manquant ainsi d'un élément essentiel à sa formation ne pouvait prendre naissance, et dès lors un délai n'était point nécessaire pour se prévaloir de cette inexistence.

Or cette solution n'est plus vraie aujourd'hui. Les lois de 1895 et de 1905, en renfermant l'action en nullité dans un court délai, passé lequel la vente, quoique viciée dans son principe, devient définitive, ont transformé complètement la nature de la nullité. Celle-ci n'est plus absolue, et on ne peut plus dire que le contrat est inexistant comme ayant pour objet une chose hors du commerce.

Le contrat est si bien formé, au contraire, que, s'il n'est pas attaqué dans le délai de quarante-cinq jours (sauf les exceptions que nous verrons), il est inattaquable et produit ses effets ; et les animaux sont si peu hors du commerce qu'ils peuvent faire l'objet d'un contrat de vente, annulable, il est vrai, mais existant tellement bien qu'il sera valable s'il est attaqué après l'expiration du délai fixé.

Il ne faut donc pas prendre à la lettre l'expression « *nulle de droit* », que nous trouvons dans le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi de 1905.

Cette expression est du reste contredite par le paragraphe suivant, qui, en exigeant que la nullité soit demandée dans un délai déterminé, dit implicitement qu'elle n'a pas lieu de plein droit.

Il eût été certes plus exact, du moment où l'on fixait un délai pour l'exercice de l'action en nullité, de supprimer les mots « *de droit* » qui cessaient d'avoir un sens ; mais aucun doute n'en peut résulter.

La nullité de la loi du 23 février 1905 étant donc bien une nullité *relative*, il faut en conclure qu'elle pourrait être couverte par la ratification expresse ou tacite de l'acheteur après la découverte de la maladie, et même que l'acheteur ne serait pas recevable à demander la nullité, s'il avait connu la maladie au moment de la vente. Les nullités absolues sont en effet les seules non susceptibles de se couvrir par la confirmation d'un des intéressés.

§ 2. — SON OBJET.

L'article 13 de la loi de 1881 interdisait « la vente « ou la mise en vente des animaux *atteints* ou *soupçonnés* d'être atteints de maladies contagieuses », et la loi de 1905 précise aujourd'hui le sens de cet article en disposant que « si la vente a eu lieu, elle est « nulle de droit. »

Ainsi donc, la loi fait défense de vendre, exposer ou mettre en vente, certaines espèces d'animaux, lorsqu'ils sont *atteints* ou *suspects* de maladies contagieuses.

Or, que faut-il entendre par animaux *suspects* ?

Le ministre de l'Agriculture les a ainsi définis dans

sa circulaire du 1^{er} novembre 1904 : « Tous animaux
« susceptibles de contracter la maladie, qui ont coha-
« bité avec un malade ou ont pu, directement ou indi-
« rectement, être en contact avec lui (intermédiaires
« animés ou inanimés) (1). »

L'article 41 de la loi du 21 juin 1898, sur la police sanitaire des animaux, ajoute d'autre part, dans son second alinéa, que le propriétaire ne peut se dessaisir des animaux (atteints ou suspects, frappés de l'interdiction) que dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique.

Par application de ces dispositions, si dans un troupeau quelques animaux seulement sont reconnus atteints de maladie contagieuse, on doit considérer le troupeau tout entier comme contaminé, et la vente qui serait faite d'un quelconque de ces animaux en ne tenant pas compte du règlement d'administration publique dont parle la loi du 21 juin 1898, devrait être déclarée nulle, car cet animal serait tout au moins suspect (2).

1. Circulaire ministérielle du 1^{er} nov. 1904, p. 14, sous l'art. 2.

2. Séance du Sénat du 16 décembre 1904 (*J. off.*, p. 1078, 3^e et 4^e col.).

§ 3. — SES CONDITIONS DE RECEVABILITÉ.

I. — *Preuve à faire par l'acheteur.*

Si l'acheteur, demandeur en nullité, n'a pas à établir la mauvaise foi du vendeur, il doit néanmoins *prouver* que l'animal était atteint ou déjà soupçonné d'être atteint de maladie contagieuse au moment de la vente. Il ne lui suffit pas de démontrer, comme s'il s'agissait d'un vice rédhibitoire, que la maladie s'est manifestée dans le délai de quarante-cinq jours, trente jours ou dix jours ; il est demandeur et doit justifier sa demande, la loi de 1905 n'établissant aucune présomption, de laquelle il résulterait que la maladie découverte dans le délai légal remonterait au jour de la vente.

Cela fut dit formellement dans le rapport de M. Mougeot à la Chambre des députés, à propos de la morve, du farcin et de la clavelée, qui cessaient d'être des vices rédhibitoires pour ne plus figurer que dans la nomenclature des maladies contagieuses :

«... Avant de terminer, nous devons appeler votre
« attention sur certains effets que produira, en outre de
« ceux qu'ont spécialement visés les auteurs de la pro-
« position, la suppression des mots farcin, morve, cla-
« velée, de la loi sur les vices rédhibitoires.

« Désormais, en effet, sous le régime de la loi nou-
« velle, la preuve de l'existence de la maladie au jour

« du contrat incombera toujours au demandeur qui ne
« se trouvera plus favorisé par une présomption lé-
« gale (1). »

C'est du reste le droit commun : le demandeur est généralement obligé de démontrer que toutes les conditions auxquelles est subordonné le droit qu'il prétend exercer, se trouvent réunies. Or, pour faire annuler la vente d'un animal atteint d'une maladie contagieuse, il faut naturellement prouver que cette maladie existait au moment de la vente, car si elle avait pris naissance après la vente, le risque en incomberait au nouveau propriétaire (art. 1138 C. civ.). Comme l'a dit avec raison un jugement du tribunal de commerce de Clermont (Oise) (2), le délai établi par la loi est ici un délai fatal et de prescription, qui ne dispense aucunement l'acheteur de faire la preuve de l'existence de la maladie qui a sévi sur l'animal vendu, au moment de la vente elle-même.

Sans doute, s'il existe un arrêté d'infection s'appliquant à l'animal vendu, l'acheteur n'aura, pour réussir dans sa demande, qu'à justifier de l'existence de cet arrêté.

Mais rarement on s'avisera de vendre un animal séquestré ou mis en surveillance par mesure adminis-

1. Rapport de M. MOUGEOT à la Chambre, le 20 mars 1895 (*J. off.* des 5 et 6 avril. Annexe 1239, p. 292).

2. Clermont (Oise), 1^{er} avril 1896. (*Presse vétérinaire*, 1896, p. 271).

trative. Le plus souvent, la vente d'un animal atteint ou suspect est le fait d'un propriétaire inquiet sur l'état de sa bête et qui veut s'en débarrasser avant l'intervention des autorités et des vétérinaires. L'acheteur, à qui la maladie ne s'est pas révélée tout d'abord, ne tarde pas à la diagnostiquer, et, ne voulant pas tenter une revente frauduleuse, il se retourne contre son vendeur. A cet effet, il se met en règle en faisant sa déclaration au maire, et en isolant et séquestrant l'animal ; puis dans le délai légal, il assigne son vendeur en nullité de la vente.

Il devra alors établir :

1) Que la maladie est l'une de celles qui sont inscrites dans la législation sanitaire comme affectant l'espèce à laquelle appartient l'animal ;

2) Qu'il ne s'est pas écoulé, depuis la livraison jusqu'au jour de la demande en justice, plus de quarante-cinq jours, trente jours ou dix jours, suivant le cas ;

3) Que la maladie ou l'état de suspicion est *antérieur* à la vente.

Mais comment le demandeur en nullité fera-t-il cette dernière preuve ?

A la différence de ce qui a lieu pour les vices rédhibitoires, l'expertise ici n'est pas de rigueur, et la preuve de l'antériorité de la maladie pourra se faire par toutes sortes de moyens.

Elle résultera par exemple, de l'ancienneté des lésions

constatées à l'autopsie (1). Elle pourra résulter également des rapports du vétérinaire sanitaire ou de l'inspecteur des viandes de boucherie, soit même des documents d'une instance correctionnelle (2).

L'acheteur pourra enfin user de tous les modes de preuve du droit commun, comme les témoignages, les présomptions graves, précises et concordantes, pour établir que la maladie existait au moment de la vente, ou que dès cette époque l'animal était contaminé, dans les termes de l'article 2 du décret du 6 octobre 1904 (3).

On ne pourra lui opposer l'absence d'un arrêté de déclaration d'infection ou de mise en surveillance. On ne pourra pas davantage, si ce n'est pour la tuberculose, comme nous allons le voir, lui opposer l'absence de déclaration à la mairie, bien que cette déclaration soit exigée au point de vue administratif, sous peine de poursuites du ministère public. (Loi de 1881, art. 30 et s., et loi de 1898, art. 31). Si, en effet, la loi avait voulu faire de ces mesures et de la séquestration qui en est la conséquence, une condition de recevabilité de la demande en nullité, elle s'en fût expliquée, au

1. Trib., Clermont (Oise), 1^{er} avril 1896 (*Presse vétérinaire*, 1896, p. 271). — GALTIER, *Législ. com.*, p. 110.

2. Bourges, 10 juin 1896 (*J. L. Droit*, du 14 juillet 1896. — *Gaz. Pal. Tables*, 92.97. *Vente*, n° 381.

3. Aix, 9 mai 1900 (D. 1901.2.113). *J. La Loi*, du 23 janvier 1896. — *Gaz Pal. Tables*, 92-97, *Vente*, n°s 371 et s.

lieu de ne les exiger qu'exceptionnellement pour le seul cas de tuberculose (1).

II. — *Nécessité d'une déclaration en cas de tuberculose.*

Antérieurement à la loi du 31 juillet 1895, il arrivait souvent que celui qui découvrait la tuberculose chez un animal acheté par lui, se débarrassait hâtivement de cet animal en le revendant, et n'attaquait son vendeur que s'il était lui-même attaqué par son acheteur.

Cette façon de procéder laissait circuler l'animal et propager la contagion. Aussi le législateur de 1895, voulant mettre un terme à un abus nuisible à l'hygiène publique, et également afin d'intéresser l'acheteur à ne pas cacher cette maladie dont la contagion est si facile et les effets si désastreux, soumit-il la recevabilité de la demande en nullité de la vente, en cas de tuberculose, à une condition spéciale : « *la séquestration ordonnée par les autorités compétentes.* »

Le texte de la loi du 31 juillet 1895, malheureusement, manquait de clarté.

A quel moment, en effet, la séquestration devait-elle être réalisée ? Devait-elle précéder la vente dont la nullité est demandée ; autrement dit, devait-elle être réalisée chez le vendeur ?

1. Amiens, 10 mars 1897, et Gray, 2 avril 1897 (S. 97.2.253. et 254).

Sous l'empire de la loi de 1895, la question était discutée et diversement résolue.

M. Clédou, l'auteur de la disposition que nous examinons, prétendait que l'action en nullité n'était recevable que lorsque le marché portait sur une bête séquestrée préalablement. Divers tribunaux (1) s'étaient rangés à cet avis, invoquant la rédaction du texte de la loi : « la vente ne sera nulle que lorsqu'il s'agira d'un animal « soumis à la séquestration », ce qui, prétendaient-ils, visait une séquestration précédant la vente, car un contrat ne peut pas être nul pour un fait qui n'est pas encore accompli..

Si telle était la véritable interprétation de la loi, ce serait la suppression pure et simple de la tuberculose du cadre des maladies contagieuses, et la Chambre, pas plus que le Sénat, n'a pu vouloir une semblable conséquence.

Comment du reste en pratique pourrait-on bien vendre un animal séquestré par l'autorité administrative et par suite placé sous la surveillance de la police locale et du vétérinaire délégué ? Il faudrait pour cela la complicité du maire, du garde-champêtre, de la gendarmerie, du service sanitaire, et du préfet, ou tout au moins l'abandon par tous de leurs devoirs, ce qui n'est pas admissible.

1. Trib. de Nantes, 12 déc. 1896 (S. 98. 2. 85). — Trib. de paix de Navarreux, 25 janvier 1896 (D. 96. 2. 134).

La phrase suivante du rapporteur au Sénat, M. Darbot, dénote bien au contraire l'intention du législateur de n'envisager la séquestration que chez l'acheteur :

« J'ajoute que *cette obligation imposée à l'acheteur*
« de ne poursuivre son vendeur qu'après avoir accom-
« plies formalités de l'isolement et de la déclaration... »

Aussi la jurisprudence s'était-elle rangée à cette interprétation du rapporteur, M. Darbot, en décidant que la séquestration pratiquée chez l'acheteur était suffisante, pour que l'action en nullité fût recevable (1).

Actuellement, toute difficulté a disparu depuis la loi du 25 février 1905, qui exige, au lieu de la séquestration, la *déclaration* de la maladie.

Nous lisons, en effet, article 1^{er}, § 4 :

« Toutefois, en ce qui concerne la tuberculose, sera
« seule recevable l'action formée par *l'acheteur qui aura*
« *fait au préalable la déclaration* prescrite par l'arti-
« cle 31 du Code rural (livre III, section II). »

Cette déclaration présente ce grand avantage qu'elle évite, comme le faisait remarquer M. Derbot, lors de la première délibération du Sénat, « des embarras à l'acheteur », en ne subordonnant plus son action à des actes — tels les arrêts de séquestration, — qu'il ne lui appartenait pas d'accomplir.

1. Pau, 24 mars 1896 (D., 96.2.185 ; S., 96.2.105). — Trib. de Verdun, 20 mai 1896 (S., 96.2.222). — Trib. d'Amiens, 16 mars 1897 (S., 97.2.253). — Trib. de Gray, 2 avril 1897 (S., 97.2.253). — Cass., 24 janvier 1898 (D., 98.1.102 ; S., 98.1.334). — Cass., 9 novembre 1898 (D., 98.1.565).

La loi de 1905 l'exige de tout demandeur en nullité de la vente pour cause de tuberculose, mais comme la tuberculose n'est réputée légalement contagieuse que dans l'espèce bovine, les animaux de cette espèce sont, au point de vue de l'action civile, les seuls pour lesquels la déclaration préalable soit exigée.

Une difficulté peut cependant encore se présenter. Que décider, en effet, si l'animal a été abattu ? L'acheteur est-il obligé de faire la déclaration comme si l'animal était vivant ?

Généralement on admet que la déclaration faite par le vétérinaire préposé, et accompagnée de la saisie et de l'enfouissement, ou de la destruction du cadavre, doit être considérée comme l'équivalent de la déclaration imposée à l'acheteur, demandeur en nullité, par le quatrième paragraphe de l'article 1^{er} de la loi de 1905.

Voici du reste ce que disait à ce sujet M. Darbot, au Sénat :

« Il va de soi, mais pourtant il faut le dire, que
« l'acheteur d'un bovidé reconnu tuberculeux à l'abat-
« toir a les mêmes droits vis-à-vis de son vendeur que
« si le bovidé avait été reconnu malade de son vivant... ;
« la saisie de tout ou partie de la viande fournie par
« l'animal correspond assez exactement à la mesure de
« l'isolement qui suit la déclaration (1). »

1. Discussion au Sénat. Séance du 23 mars 1899. (*J. off.* du 24 mars, p. 330, 3^e col.).

Sous l'ancienne loi de 1895, alors que la séquestration devait précéder la demande, l'on considérait déjà que cette formalité pouvait être remplacée par la saisie et l'enfouissement (1). Et comme la déclaration remplace aujourd'hui, sous le rapport de la recevabilité de la demande, la séquestration d'autrefois, nous ne voyons aucune raison pour ne pas admettre que la déclaration ne soit remplacée également par la saisie et l'enfouissement précédés de la déclaration du vétérinaire.

Quoi qu'il en soit pourtant, jusqu'à ce que la Cour de Cassation se soit prononcée, le demandeur en nullité, qui ne voudra pas s'exposer à une difficulté judiciaire, fera bien de renouveler la déclaration déjà faite et de la réitérer en son nom personnel, avant d'assigner son vendeur.

. ,

Aucune autre condition n'est exigée pour la recevabilité de l'action en nullité : la loi du 23 février 1905 prononce dans les termes les plus absolus, la nullité des ventes d'animaux domestiques atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses.

Il n'y a donc pas à invoquer, en ce cas, la disposition

1. Conte. *Jurispr. vét.*, p. 201 et s. — Léon Lesage : *Vente des animaux de l'espèce bovine*, p. 55 et 56. — Trib. de Verdun, 20 mai 1896 (D., 98.2.387 ; S. 96.2.222). — Trib. de Charolles, 27 juin 1896 (D., 98.2.386). — Cass., 9 nov. 1898 (S., 99.1.24).

de l'article 4 de la loi du 2 août 1884, qui exclut la garantie pour vices rédhibitoires lorsque le prix de vente ne dépasse pas 100 francs. Cette disposition ne régit que l'action en garantie pour vices rédhibitoires, et ne saurait être étendue à l'action en nullité de la vente d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint de maladie contagieuse.

De même l'article 1649 du Code civil, qui n'admet aucune action rédhibitoire dans les ventes faites par autorité de justice, ne trouve pas ici son application.

L'action accordée à l'acheteur d'un animal atteint de maladie contagieuse est, en effet, une action en nullité et non une simple action rédhibitoire. Or les actions en nullité ne sont aucunement soumises à l'article 1649, et nous en concluons que les ventes faites par autorité de justice donnent lieu, comme les autres, à l'action en nullité pour cause de maladie contagieuse.

§ 4. — SES EFFETS.

L'action en nullité une fois admise, l'acheteur a droit non seulement au remboursement du *prix*, mais encore, suivant la règle générale, aux *intérêts de ce prix* depuis le jour de la demande en justice (1153 C. civ.), et au remboursement des *frais occasionnés par la vente*, c'est-à-dire, comme nous l'avons déjà vu (1), des frais de toute

1. Page 120.

nature qui sont la conséquence de la vente (1). Si l'acheteur avait toutefois tiré un profit quelconque de l'animal, ce profit viendrait en déduction de ce que doit rembourser le vendeur. Ainsi, en cas de tuberculose, le propriétaire de l'animal saisi, pouvant prétendre à une indemnité (2) mise par la loi à la charge du Trésor, cette indemnité devra entrer en ligne de compte pour la détermination de la somme à restituer par le vendeur à l'acheteur.

De son côté, le vendeur pourra dans certains cas, plutôt rares, reprendre l'animal vendu, mais toujours à la condition d'observer les prescriptions sanitaires en ce qui concerne le déplacement des animaux malades ou suspects. Notamment, si deux bœufs ont été vendus pour être appareillés, et si l'un d'eux vient à mourir d'une maladie contagieuse dont il était atteint lors de la vente, le vendeur aura le droit de reprendre l'autre bœuf, vis-à-vis duquel le contrat de vente doit être également déclaré nul (3).

Mais l'acheteur peut-il demander dans tous les cas des dommages-intérêts ?

Voici par exemple une étable qui est entièrement contaminée à la suite de l'achat d'une vache atteinte de la

1. Paris, 29 avril 1898 (D., 98.2. 381); Nîmes, 4 février 1898 (D., 90.2.381).

2. Loi du 30 mai 1899, article 41, et loi du 30 décembre 1903.

3. Trib. de Pau, 15 juin 1892 (*Gaz. pal.*, 93.1.563).

fièvre aphteuse. L'acheteur va-t-il pouvoir réclamer, outre la restitution du prix et le remboursement des frais occasionnés par la vente, une indemnité représentant le préjudice à lui causé par la contamination de son étable, sans se préoccuper de la bonne foi ou de la mauvaise foi du vendeur ?

Certains tribunaux, en particulier le tribunal civil de Dijon (1), se sont prononcés pour l'affirmative et ont condamné le vendeur à des dommages-intérêts, alors même que la vente avait été faite de bonne foi, et que ni le vendeur ni l'acheteur n'avaient pu se rendre compte, au moment du contrat, de la maladie dont les animaux étaient atteints.

A l'appui de cette opinion, on invoque d'abord l'article 1385 du Code civil, aux termes duquel « le propriétaire d'un animal est responsable du dommage que l'animal a causé. »

Mais une telle interprétation de l'article 1385 est difficilement admissible. Ce texte suppose une personne (propriétaire ou autre) ayant en fait la garde d'un animal, et la déclare responsable, lorsque cet animal, placé sous sa garde, commet des dégâts. Or telle n'est point ici l'hypothèse. L'annulation rétroactive du transfert de propriété n'est qu'une fiction juridique que ne peut modifier les faits, et qui ne peut empêcher qu'en réalité, à partir de la vente, la garde des animaux, source et

1. Trib. civ. de Dijon, 31 décembre 1901 (D. 1902,2.401).

condition nécessaire de la responsabilité, ait appartenu non pas au vendeur, mais à l'acheteur.

L'article 1385 n'est donc point fait pour le cas qui nous occupe.

L'obligation pour le vendeur, même de bonne foi, de payer des dommages-intérêts à l'acheteur, ne trouve-t-elle pas du moins sa source, à défaut de l'article 1385, dans les règles de la responsabilité contractuelle ? La personne qui vend des animaux domestiques ne s'oblige-t-elle pas tacitement à livrer des animaux parfaitement sains, et, s'ils se trouvent entachés de quelques vices, même à son insu, même sans qu'il y ait de sa faute, à réparer le préjudice causé à l'acheteur par l'existence de ces vices ?

Partant de ce point de vue, les partisans de l'affirmative invoquent à l'appui de leur système l'article 1599 du Code civil, qui prévoit un cas du même genre, c'est-à-dire un cas de responsabilité pour nullité du contrat. Or ce texte se contente, pour que la demande en dommages-intérêts soit recevable, de l'ignorance de l'acheteur, sans exiger ni la mauvaise foi ni même la faute du vendeur :

« La vente de la chose d'autrui est nulle, dispose
« l'article 1599 : elle peut donner lieu à des dommages-
« intérêts, lorsque l'acheteur a ignoré que la chose fût
« à autrui. »

Pourquoi dès lors, dit-on, ne pas étendre cette solution à tous les cas où il y a nullité d'une convention par

le fait d'une des parties ? Que la vente soit nulle parce qu'elle a pour objet un animal appartenant à autrui, ou qu'elle soit nulle parce qu'elle porte sur un animal atteint ou suspect de maladie contagieuse, la situation juridique reste la même : il s'agit toujours d'une vente nulle à cause de son objet. Dans les deux cas, la responsabilité du vendeur doit donc obéir aux mêmes règles ; dans les deux cas, il faut reconnaître qu'il est tenu de dommages-intérêts, alors même qu'il n'a pas commis de faute, et par cela seul que l'acheteur a été de bonne foi.

Cette interprétation est certainement très séduisante ; elle ne saurait cependant nous convaincre.

Sans doute, l'article 1599 ne distingue point et ne semble pas se préoccuper, pour déclarer le vendeur tenu de dommages-intérêts, du point de savoir s'il a ou non été en faute d'ignorer, que la chose qu'il vendait appartenait à autrui. Et la doctrine, d'accord avec la lettre du texte, reconnaît très généralement à l'acheteur évincé par suite du défaut de propriété du vendeur, un droit à des dommages-intérêts, même si ce dernier est de bonne foi (1).

Mais la doctrine ajoute aussitôt, et avec beaucoup de raison selon nous, que c'est-là une règle toute spéciale

1. Aubry et Rau. *Cours de droit civil français*, 4^e éd., t. 4, § 355, p. 377 et s. — Planiol. *Traité de droit civil*, 2^e éd., t. 2, p. 473.

à la garantie pour éviction, règle absolument dérogatoire au droit commun, et qu'il faut se garder d'étendre à d'autres cas.

Elle s'explique, en effet, par une *présomption irréfragable de faute* que pose le législateur. La loi présume qu'en toute hypothèse, le vendeur aurait pu certainement, avec quelque attention, découvrir qu'il n'était pas propriétaire de l'animal vendu, et que par suite il est nécessairement en faute de l'avoir cédé. Aussi, en cas d'éviction pour défaut de propriété du vendeur, le Code déclare-t-il ce dernier *toujours* et sans distinction tenu de dommages-intérêts.

Mais lorsqu'il s'agit d'une garantie d'une autre espèce, non plus de la garantie pour défaut de propriété, mais de la garantie des vices, le raisonnement précédent n'est évidemment plus de mise. Il est alors impossible de présumer, que le vendeur est toujours et nécessairement en faute d'avoir ignoré la maladie dont peut être atteint l'animal vendu. Spécialement en cas de maladie à évolution lente et ne se révélant au début par aucun signe perceptible, une telle présomption serait toujours contraire à la réalité.

Il faut donc chercher ailleurs que dans l'article 1599, la solution du problème, et malgré la différence de qualification juridique des infractions, nous croyons qu'elle se trouve dans les articles 1645 et 1646 du Code civil, et l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1884.

Qu'importe, en effet, au point de vue de l'équité et

du bon sens, la dénomination juridique que l'on donne au recours qui appartient à l'acheteur contre le vendeur, lorsque celui-ci livre un animal atteint de quelque vice ? Que ce recours s'analyse juridiquement en une action en résolution ou bien en une action en nullité, la source de la responsabilité est en somme toujours la même : c'est le fait d'avoir livré une chose viciée. Et ce fait doit, en équité, produire dans les deux cas des résultats identiques.

Si donc, en cas de résolution, ce fait n'oblige le vendeur à des dommages-intérêts qu'autant qu'il lui est imputable à faute, — et les articles 1645, 1646 du Code civil, 1^{re} L. du 2 août 1884, ne laissent sur ce point aucun doute, — pourquoi, en cas d'annulation, en serait-il autrement ? Nous ne voyons aucune bonne raison de distinguer.

Tout au contraire, il nous semble qu'il y a de sérieux motifs, en cas d'annulation, pour subordonner la condamnation du vendeur à des dommages-intérêts, à l'existence d'une faute commise par lui.

Tant qu'il s'agit simplement de résilier la vente et d'obliger le cédant à la restitution du prix, on conçoit que l'on se contente pour cela de constater l'existence du vice au moment du contrat, sans se demander si cette ignorance était ou non fautive de la part du vendeur. Ce dernier étant mieux placé que l'acheteur pour connaître la chose cédée, il est tout naturel de considérer qu'il convient tacitement, alors même qu'il n'au-

rait pas commis de faute, à reprendre l'animal livré s'il est entaché de quelque maladie. Le cédant n'encourt, de ce chef, qu'une responsabilité restreinte, qui ne peut jamais dépasser le montant du prix stipulé, et qui se justifie parfaitement, abstraction faite de toute idée de faute, par la situation respective des contractants et la confiance légitime de l'acquéreur dans la validité du contrat.

Mais si c'est là une base suffisante pour justifier l'obligation du vendeur de restituer le prix, elle ne peut, nous semble-t-il, servir en outre à asseoir une action en dommages-intérêts contre lui. Admettre une telle solution, serait fausser le rapport qui doit exister entre la mesure, l'étendue de la responsabilité, et le motif sur lequel elle repose. L'obligation pour le cédant, de payer des dommages-intérêts à raison du préjudice causé à l'acheteur par le vice de la chose vendue, est en effet, autrement dangereuse que la simple obligation de rendre le prix. Celle-ci est limitée dans son quantum. L'autre, au contraire, ne l'est point. Elle peut atteindre parfois un chiffre considérable, bien supérieur à la valeur de la chose cédée, sans que le vendeur puisse même prévoir avec précision jusqu'où ce chiffre s'élèvera. Si, par exemple, l'étable de l'acheteur renferme un nombre quelque peu élevé d'animaux, le préjudice causé par la contamination peut être considérable. Pour faire peser sur le vendeur une responsabilité aussi lourde, aussi aléatoire dans son quantum,

il ne suffit plus d'alléguer qu'il était mieux placé que sa contre-partie pour connaître l'état de l'animal cédé, et que celle-ci a eu une confiance légitime dans la validité du contrat ; il devient nécessaire de relever une faute à la charge du vendeur, sans quoi il y aurait disproportion injuste entre la mesure, le quantum de sa responsabilité, et le motif qui lui sert de base.

Enfin, au point de vue économique, n'est-il pas à craindre que, en rendant le vendeur, alors même qu'il est exempt de toute faute, responsable de tout le préjudice causé à l'acheteur par la maladie de l'animal vendu, on n'élève un obstacle grave à la facilité des transactions ? Le petit propriétaire, le fermier, n'hésiteront-ils pas à vendre leur bétail, si, malgré leur bonne foi et leur prudence, ils se voient menacés d'une responsabilité d'autant plus lourde, que le chiffre auquel elle peut s'élever ne dépend pas d'eux, mais de leur cocontractant (par exemple : de l'importance de l'étable contaminée), et qu'il leur est impossible de prévoir ce chiffre avec précision ?

En résumé, au point de vue économique, comme au point de vue de l'équité et de l'interprétation juridique des textes, nous estimons que, si le vendeur, par cela seul qu'il a livré un animal atteint d'une maladie contagieuse, doit, indépendamment même de toute idée de faute, être condamné à la restitution du prix, l'obligation à des dommages-intérêts ne doit au contraire peser sur lui que dans le cas où quelque faute lui est

imputable. Il encourt alors la responsabilité pleine et entière de sa faute, et est tenu par suite de réparer tout le préjudice que la vente a occasionné à l'acheteur.

Aussi l'acheteur, qui demande la réparation des dommages qu'il a subis du fait de la vente d'un animal atteint d'une maladie contagieuse, doit-il prouver : soit que le vendeur a été de mauvaise foi (1), soit qu'il a contrevenu aux prescriptions des lois ou règlements relatifs à la police sanitaire (2), auquel cas son infraction à la loi ou à un règlement le fait considérer comme étant de mauvaise foi.

D'autre part sa réclamation serait irrévocable après le délai légal, c'est-à-dire après quarante-cinq jours, comme cela ressort clairement du deuxième alinéa de l'article 1^{er} L. 23 février 1905 :

« *Aucune réclamation de la part de l'acheteur... ne sera recevable...* »

En cas de poursuite du ministère public seulement, l'acheteur se verrait autorisé à demander des dommages-intérêts pendant toute la durée de l'action publique (L. 23 février 1905, art. 1^{er} § 2 *in fin*).

SECTION II.— De l'action en réduction de prix

L'action en réduction de prix n'était pas permise en matière de maladie contagieuse avant la loi du 23 février 1905.

1. Nîmes, 4 février 1898, précité.

2. Cass., 20 décembre 1895 (D. 96. 1. 335).

C'est là, en effet, une innovation de cette dernière loi, qui, — en même temps qu'elle exigeait la déclaration de la maladie comme préliminaire à la demande en nullité, et réduisait en cas de tuberculose la durée du délai de l'action en nullité, — accordait en outre pour les *animaux reconnus tuberculeux après abatage et saisis en partie*, une action en *réduction de prix*.

La loi du 23 février 1903, statuant ici sur le cas d'un animal reconnu tuberculeux après abatage, d'un bovidé par conséquent, puisque la tuberculose n'est réputée contagieuse par la loi que chez les animaux de cette espèce; et considérant que l'acheteur d'une bête tuberculeuse, boucher ou non, doit avoir des droits contre son vendeur, que la maladie ait été reconnue pendant la vie de l'animal ou après, distingue suivant que la saisie de l'animal est totale ou partielle.

Si la saisie est *totale*, l'acheteur reçoit l'action en nullité à laquelle il aurait droit, si l'animal était encore vivant.

Si au contraire la saisie n'est que *partielle*, l'acheteur n'a droit qu'à une action *en réduction de prix*, et seulement à la condition que la saisie porte sur des quartiers, c'est-à-dire sur la viande, et non simplement sur les viscères qui ont peu de valeur, comme le poumon, le foie, la rate, les intestins, le cœur. Dans ce dernier cas, en effet, l'acheteur éprouve une perte insignifiante, et il eût été injuste de laisser à l'acheteur le droit de poursuivre de quelque façon son vendeur.

Il est permis de se demander pourquoi le législateur de 1905 a cru sage de ne donner à l'acheteur, en cas de saisie partielle, qu'une action en réduction de prix.

M. Viger, ministre de l'Agriculture, en a donné le motif au Sénat :

« Nous ne voulons pas que, s'il y a eu seulement
« *saisie partielle*... un boucher peu scrupuleux en pro-
« fitât pour intenter une action en nullité de la vente sur
« l'animal tout entier, et vendre la viande à vil prix,
« quelquefois même la laisser se putréfier, et faire per-
« dre à un malheureux éleveur son animal tout entier,
« quand lui-même ne soupçonnait pas qu'il était atteint
« de tuberculose au moment de la vente à la bouche-
« rie (1). »

Il importait donc d'empêcher les chantages possibles, et voilà pourquoi la loi du 23 février 1905 exige de l'acheteur, à l'appui de sa demande en réduction de prix, la production d'un duplicata du procès-verbal de saisie, mentionnant la nature des parties saisies et leur valeur calculée au cours du jour.

Par ailleurs, les mêmes règles déjà étudiées à propos de l'action en nullité, trouvent ici leur application.

1. Sénat, deuxième délibération de la loi du 23 février 1905, séance du 23 mars 1899 (*J. off.* du 24. *Déb. parl.*, p. 330).

SECTION III. — De l'action pénale.

Indépendamment des conséquences civiles que nous venons de voir, la vente d'un animal atteint ou suspect de maladie contagieuse expose en outre son auteur à des poursuites correctionnelles, pendant le temps que court la prescription de l'action publique, c'est-à-dire pendant trois ans.

Ces poursuites peuvent aboutir à une peine variant de deux à six mois d'emprisonnement, et de 100 à 1.000 francs d'amende (art. 31 L. du 21 juillet 1884).

La seule condition exigée, c'est la mauvaise foi du vendeur.

« Sont punis, dit l'article 31, alinéa 2, d'un emprisonnement de deux mois à six mois et d'une amende de 100 à 1.000 francs... ceux qui auraient vendu ou mis en vente des animaux *qu'ils savaient* atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses... »

Il en est ainsi, même au cas de tuberculose. Sans doute la loi de 1903 dispose à l'article 1^{er} :

«... Toutefois, en ce qui concerne la tuberculose, sera seule recevable l'action formée par l'acheteur qui aura fait au préalable la déclaration prescrite par l'article 31 du Code rural... »

Mais cette disposition, qui subordonne à une condition la nullité de la vente n'est que de droit privé et elle ne modifie en rien la loi du 21 juillet 1884 quant

aux éléments des infractions pénales (1). Le délit existe par cela seul que le vendeur a agi sciemment, et sans qu'il soit besoin que l'animal ait été l'objet d'un arrêté de déclaration (2).

1. Trib. de paix de Navarreux, 29 janvier 1896 (D. 1896.2.134). Cass., 2 avril 1896 (D. 96.1.432).

2. Dalloz, *Épizootie*, n° 2.

CHAPITRE V

DES DÉLAIS POUR INTENTER L'ACTION RÉDHIBITOIRE ET L'ACTION EN NULLITÉ

(Loi du 2 août 1884 et du 23 février 1905.)

SECTION I. — Vices rédhibitoires.

Antérieurement à la loi de 1838, l'action rédhibitoire devait être intentée dans un *bref délai* qui n'avait rien de précis ni de certain, et conformément à des usages souvent mal définis, qui accordaient, suivant les localités, huit jours, quinze jours, un mois ou même davantage.

Appliquée à la vente des animaux domestiques, cette règle si peu précise était manifestement insuffisante. Aussi, les auteurs de la loi de 1838 ne pouvaient-ils manquer de substituer une réglementation fixe et uniforme aux données par trop incertaines et variables des coutumes locales ; et ils le firent en s'efforçant de concilier dans la plus exacte mesure, ce qu'exigeaient

les intérêts opposés du vendeur et de l'acheteur. D'un côté, il fallait laisser à celui-ci le temps de reconnaître l'existence de la maladie ; mais d'autre part il était nécessaire de renfermer l'exercice de l'action en garantie dans un délai assez court pour que le vendeur ne restât pas trop longtemps exposé aux chances d'un procès.

Telles sont les considérations qui ont déterminé le législateur à introduire dans la loi de 1838, puis dans celle de 1884, des dispositions précises concernant le délai, passé lequel il ne sera plus possible d'exercer l'action rédhibitoire. Ces dispositions, qui portent spécialement sur la durée et le départ de ce délai, vont faire l'objet du présent chapitre.

§ 1. — DURÉE DU DÉLAI POUR INTENTER L'ACTION RÉDHIBITOIRE

A. — Délai normal.

« Le délai pour intenter l'action rédhibitoire sera de
« neuf jours *francs*, non compris le *jour fixé pour la*
« *livraison...* »

Ainsi s'exprime l'article 5 de la loi du 2 août 1884, dans sa première partie. L'article 3 de la loi de 1838 n'était pas aussi précis et une controverse était née alors pour savoir s'il s'agissait bien de neuf jours *francs*. Mais aujourd'hui, en présence des termes formels de la

loi de 1884, aucune controverse ne peut plus s'élever à ce sujet, et en conséquence l'assignation peut être valablement donnée le lendemain du dernier jour, ou en d'autres termes, le délai ne comprend ni le *dies a quo* ni le *dies ad quem*.

Si le dernier jour du délai était un jour férié, le délai pour intenter l'action serait prorogé au lendemain, suivant la règle de l'article 1033 *in fine*, du Code de procédure civile.

Tel est le délai ordinaire dans lequel le vendeur doit être assigné, mais à cette règle générale le législateur apporte un certain nombre d'exception.

B. — Délais spéciaux.

I. — Délai de distance de l'article 6.

Il peut arriver qu'au moment où le vice rédhibitoire est découvert, l'animal soit loin du domicile du vendeur. Or, dans ce cas, obliger l'acheteur à faire constater le vice dans le délai voulu par la loi, et dans le même délai, quelle que soit la distance entre le lieu où se trouve l'animal et le domicile du vendeur, exiger que ce vendeur soit assigné, c'eût été, ou obliger l'acheteur à assigner le vendeur avant de savoir s'il y avait un vice rédhibitoire en réalité et par suite à faire des frais inutiles, ou ne pas laisser parfois à l'acheteur le temps nécessaire pour

assigner son vendeur dans le délai, lorsqu'il ne s'aperçoit du vice rédhibitoire que le dernier jour du délai.

Aussi l'article 6 de la loi de 1884 dispose-t-il :

« Si la livraison de l'animal a été effectué hors du
« domicile du vendeur, ou si, après la livraison et dans
« le délai ci-dessus, l'animal a été conduit hors du lieu
« du domicile du vendeur, le délai pour intenter l'action
« *sera augmenté à raison de la distance*, suivant les
« règles de la procédure civile. »

Cette augmentation est d'un jour par 5 myriamètres de distance, conformément à l'article 1033-2, du Code de procédure.

Mais comment doit se calculer ce délai de distance ?

Doit-il être établi entre le domicile du vendeur et celui de l'acheteur, ou entre le domicile du vendeur et le lieu où l'animal a été livré, ou entre le domicile du vendeur et le lieu où l'animal a été conduit immédiatement après la vente, ou entre le domicile du vendeur et le lieu où se trouve l'animal au moment de la requête, ou enfin entre le domicile du vendeur et le lieu où se trouve l'animal au moment de l'assignation ?

Nous croyons, quant à nous, que la distance à considérer est celle existant entre le domicile du vendeur et le lieu où se trouve l'animal au moment où l'action est intentée.

Sans doute, à la différence de l'article 4 de la loi de 1838, qui le disait expressément, on ne trouve pas dans l'article 6 de la loi de 1884 l'indication du lieu où se

trouve l'animal, comme étant celui dont il faut calculer la distance avec celui du domicile du vendeur : l'article 6 se borne à dire que le délai sera augmenté à raison des distances, conformément aux règles de la procédure civile, lorsque l'animal a été, dans les délais de l'article 5, conduit hors du lieu du domicile du vendeur.

Et pourtant, cette différence de rédaction n'a aucune portée :

« Cet article (art. 6), a dit M. Labiche, rapporteur au
« Sénat, prévoit le cas où l'animal n'est plus au lieu
« du domicile du vendeur au moment où l'action est
« intentée. Dans ce cas, le délai de neuf jours... fixé
« par l'article précédent, doit être augmenté propor-
« tionnellement aux distances et d'après les règles du
« droit commun. La rédaction que nous proposons ex-
« prime plus clairement que celle de l'article 4 de la
« loi de 1838 et que celle de l'article du projet, les deux
« hypothèses prévues, et la volonté du législateur de
« déterminer le délai de la citation, d'après le lieu de
« la situation de l'animal (1). »

La volonté du législateur est donc certaine. Il a voulu maintenir la règle de la loi de 1838 ; seulement il a l'illusion d'être plus clair, et sa rédaction est au contraire moins nette, puisqu'il a oublié d'indiquer quel était le lieu qu'il fallait considérer pour calculer la distance qui le sépare du domaine du vendeur.

1. Rapport Labiche, précité.

Néanmoins et bien que la rédaction de la loi de 1884 soit moins précise que celle de la loi de 1838, la même solution est encore aujourd'hui unanimement admise. Outre qu'elle résulte des termes formels du rapporteur au Sénat, M. Labiche, cette solution est, en effet, la plus rationnelle. Comme l'expertise se fait au lieu où se trouve l'animal (art. 7), que presque toujours l'acheteur y est lui-même présent, il est naturel que l'on tienne compte de la distance entre ce lieu et le domicile du vendeur pour fixer l'augmentation du délai.

Du reste, à défaut d'un texte non équivoque, le législateur a indiqué ce lieu implicitement en disant que le délaisera augmenté proportionnellement aux distances, quand l'animal est conduit hors du lieu du domicile du vendeur. Ils'agit ici du lieu où l'animal a été conduit, de celui où il se trouve, peu importe par ailleurs qu'il ne s'y trouve qu'après avoir été d'abord conduit dans un autre lieu. Aucun doute ne peut donc subsister (1).

Reste cependant encore une question.

Ce lieu dont il s'agit, est-ce le lieu où l'animal se trouve au moment de la requête présentée au juge de paix, ou est-ce le lieu où l'animal se trouve au moment où l'on assigne, car l'animal peut à ce moment ne plus être au même endroit ?

1. Cass., 13 janvier 1845 (S., 45.1.8; D., 45.1.80); Bordeaux, 17 janvier 1851 (S., 52.2.249; D., 51.2.48). — Dejean, 3^e édit., n^{os} 243 et suiv.; Guillouard, *Traité de la vente*, t. II, n^o 519.

Il va sans dire que si l'acheteur est encore dans les délais de l'article 5 et si l'expertise n'a pas eu lieu, il peut présenter une nouvelle requête au juge de paix de la nouvelle situation, et renoncer à la première requête présentée; évidemment alors il pourra calculer la distance, du lieu où se trouvera l'animal au moment de cette nouvelle requête.

Mais l'expertise, nous le supposons, a eu lieu, et par conséquent la requête a produit son effet, a été exécutée, et l'acheteur ne peut plus renoncer à une requête ni à une expertise dont son vendeur a le droit de s'emparer.

Or, même dans ce cas, il ne saurait, à notre sens, y avoir le moindre doute depuis la loi de 1884.

En effet, lorsque le vendeur est cité à l'expertise, cette citation doit être donnée dans le délai des articles 5 et 6, et il est clair que l'expertise est faite au lieu où est l'animal au moment de la requête.

D'autre part, les mots : « au lieu où l'animal se trouve », ont été supprimés, et la nouvelle rédaction, a dit M. Labiche, a eu pour but, non de modifier la loi de 1838, mais de lever toute difficulté d'interprétation en la rendant plus claire.

Comme on l'a vu plus haut, la rédaction est en fait moins claire sur une autre question, mais elle est ici plus claire. On a voulu éviter de paraître désigner deux lieux distincts à considérer : le lieu où l'animal se trouve au moment de la citation ou de l'assignation,

et le lieu où il se trouve au moment de la requête. Et ce dernier seul est indiqué dans la nouvelle loi (art. 7).

Une dernière observation doit être faite.

Bien que l'article 6 dise qu'il y a lieu à augmentation à raison des distances, conformément au Code de procédure civile, lorsque la livraison de l'animal a été effectuée hors du domicile du vendeur, ou que depuis la livraison l'animal a été conduit hors du lieu où le vendeur est domicilié, il est évident qu'il n'y a pas lieu à augmentation, si, au moment où la requête est présentée, l'animal se trouve au lieu du domicile du vendeur.

C'est la conséquence de l'interprétation qui résulte des articles 6 et 7 combinés, puisque l'article 7 indique seul le lieu d'où on calcule la distance, et que ce lieu n'est autre que celui où l'animal se trouve au moment de la requête.

II. — *Délai de trente jours en cas de fluxion périodique.*

L'article 5 de la loi de 1884, après avoir posé en principe que le délai pour intenter l'action rédhibitoire est de neuf jours francs, s'empresse d'ajouter : « ...ex-
« cepté pour la fluxion périodique, pour laquelle ce
« délai sera de *trente jours francs*, non compris le jour
« fixé pour la livraison. »

Pourquoi cette exception ? M. Bernard (du Nord) en a donné l'explication, lors de la discussion de l'article 5 à la Chambre des députés :

« Dans la séance d'hier, a-t-il dit, vous avez inscrit
« la fluxion périodique des yeux parmi les vices ré-
« dhibitoires ; je viens vous demander aujourd'hui de
« compléter cette mesure en accordant à l'acheteur un
« délai de trente jours pour pouvoir intenter l'action
« rédhibitoire, parce que le délai de neuf jours serait
« tout à fait insuffisant. Dans tous les autres cas, il est
« très facile de s'assurer dans les neuf jours si l'animal
« est affecté ou non d'un vice rédhibitoire ; tandis que
« pour la fluxion périodique des yeux, qui n'apparaît
« quelquefois qu'à des intervalles assez éloignés, il se-
« rait souvent difficile à l'acheteur de soupçonner l'exis-
« tence du vice dans un délai si court (1). »

Comme le délai normal de neuf jours, ce délai de trente jours est franc et est susceptible d'augmentation à raison des distances. Les termes de l'article 5 *in fine* absolument identiques à ceux de la première partie du même article, ne laissent aucun doute à ce sujet.

III. — *Délai de trois jours à compter de la clôture du procès-verbal d'expertise, si le vendeur y a été appelé.*

Lorsque le vendeur aura été, dans les délais légaux des articles 5 et 6 de la loi de 1884, sommé d'assister à l'expertise, il ne sera pas nécessaire de l'assigner,

1. Séance du Sénat du 30 juillet 1884 (*J. off.* du 31 *Déb. parl.*, p. 1923).

en outre, dans ces mêmes délais, et la demande pourra, dans ce cas, lui être signifiée dans les *trois jours à compter de la clôture du procès-verbal d'expertise* dont copie sera donnée en tête de l'exploit mais non à peine de nullité.

C'est là une innovation capitale, apportée par la loi de 1884, et nous en trouvons la justification suivante dans l'*Exposé des motifs* de 1876 :

«... Lorsque le vendeur a été appelé à l'expertise, et
« que les faits peuvent être vérifiés en sa présence, on
« peut, sans inconvénient, retarder l'assignation jus-
« qu'à ce que l'opération soit terminée ; la conciliation
« en sera plus facile ; l'assignation, si elle est néces-
« saire, sera donnée en pleine connaissance de cause.
« Mais cette assignation doit être notifiée à bref délai,
« c'est-à-dire dans les trois jours à compter de la clô-
« ture du procès-verbal qui sera signifiée en tête de la
« demande. Si le vendeur n'a pu être appelé à l'exper-
« tise, on reste dans les termes généraux de la loi, et
« la demande doit être signifiée dans les délais déter-
« minés par les articles 5 et 6 (1). »

Ainsi donc, l'acheteur est libre d'assigner avant les trois jours, mais lorsqu'il assigne après, il est forclos, si d'ailleurs les délais de neuf ou trente jours sont eux-mêmes expirés.

1. Annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 13 juillet 1876, p. 121-122.

Ce délai de trois jours est-il franc et susceptible d'augmentation à raison des distances ?

L'article 3 dispose que « la demande pourra être « signifiée dans les trois jours... » Il n'ajoute pas, comme le fait l'article 5, que le délai est franc, et on en conclut généralement qu'en réalité il ne l'est pas (1). Une demande signifiée le lendemain du troisième jour ne serait donc pas recevable.

Mais le jour de la clôture du procès-verbal, le *dies a quo*, ne compte pas dans le délai, et l'exploit sera valablement notifié le troisième jour après celui de la clôture de l'expertise : l'article 8, dit, en effet, que la demande peut être signifiée dans les trois jours à *compter de la clôture du procès-verbal*, ce qui exclut la computation de ce jour.

Au contraire, le même délai doit, par application de l'article 1033 du Code de procédure civile, être augmenté à raison des distances. Il n'est pas douteux, en effet, que la règle de l'article 1033 du Code de procédure civile ne soit une disposition de droit commun. Or, l'article 9 de la loi de 1884 comporte un renvoi très explicite aux règles ordinaires de la procédure. D'autre part, il est certain, que, tout en désirant voir après l'expertise l'assignation notifiée à très bref délai, le législateur n'a

1. Bordeaux, 10 mars 1896 (D., 97.2.142). — Guillouard, *Traité de la Vente*, t. II, n° 520 ; L. Garnier, *Presse vétérinaire*, 1885, n° 4, p. 209.

point entendu mettre obstacle, par une mesure d'excessive rigueur, à la formation de la demande, alors surtout que dans les articles précédents (art. 5 et 6) impartissant un délai plus long, il a manifesté son intention de tenir compte, en matière de vices rédhibitoires, des retards que peut nécessiter l'éloignement des parties.

En réalité, les motifs qui ont fait édicter la disposition de l'article 6, s'appliquent aussi bien au délai de trois jours de l'article 8 qu'au délai de neuf ou de trente jours de l'article 5, et d'ailleurs, s'il en était autrement, le délai serait dans bien des cas matériellement insuffisant (1).

L'article 8-3° prescrit de signifier au vendeur, assigné dans les trois jours de la clôture de l'expertise, le procès-verbal de cette expertise, et ce en tête de l'exploit d'ajournement. Cette omission toutefois, à défaut de sanction prononcée par la loi, ne saurait entraîner la nullité de l'assignation, et elle pourrait être réparée au moyen d'une signification ou d'une communication faite au cours de l'instance (2).

Remarquons également qu'il est désirable que l'ache-

1. Nancy, 21 janvier 1890 (D., 90.2.214 ; S., 90.2.153) ; Trib. Mortagne, 28 janvier 1897, et note (D., 97.2.277). — Garsonnet, *Procédure*, t. II, p. 59; Boitard et Glasson, *Leçons de procédure civile* 15^e édit., t. II, p. 717, n° 1217.

2. Trib. civ. de Valence, 19 novembre 1884 (*Gaz. pal.*, 27 novembre 1884) ; Trib. civ. de Langres, 8 mai 1889 (*La Loi*, 15 février 1890).

teur précise, dans la mesure du possible, les moyens sur lesquels est appuyée sa demande, mais il n'est pas absolument nécessaire que l'exploit spécifie la nature du vice dont l'animal est atteint (1).

IV. — *Délai conventionnel.*

Nous avons déjà vu, que la loi du 2 août 1884 ne régissait les vices rédhibitoires dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques qu' *à défaut de convention* des parties, et que celles-ci étaient libres de régler à leur volonté l'étendue de la garantie.

Les parties ont donc le droit de régler conventionnellement, non seulement les cas de garantie, mais encore les conditions et les délais auxquels l'action en garantie sera soumise. Ce principe ne soulève aucune objection.

Mais une difficulté peut se présenter, si les parties, tout en augmentant la garantie légale, n'ont pas fixé le délai de l'action qui naîtrait de la garantie conventionnelle qu'elles ont stipulée. Le vendeur, par exemple, a dit qu'il garantissait le cheval par lui vendu, de « l'épilepsie », ou de « toute boiterie ». Dans cette hypothèse, l'action en garantie basée sur cette convention doit-elle être exercée dans les délais des articles 5 et 6 de la loi de 1884 ; ou bien ce cas échappe-t-il entièrement à

1. Cass., 11 novembre 1846 (S., 47.1.42). — Le Pelletier, n° 211.

cette loi, pour être régi par l'article 1648 du Code civil ?

Cette question, il faut l'avouer, est fort délicate, et elle divise les commentateurs. Elle était née déjà sous la loi de 1838, et elle est discutée avec les mêmes arguments sous la loi de 1884.

Certains estiment que l'action rédhibitoire doit être formée, à peine de déchéance, dans le délai le plus long déterminé par la loi, c'est-à-dire dans les trente jours (1); — doctrine du reste purement arbitraire, car il n'y a pas deux délais en réalité pour agir, un court délai et un plus long ; il n'y en a qu'un seul : neuf jours, sauf, *par exception*, un délai spécial plus étendu pour une maladie déterminée.

D'autres pensent que dans cette hypothèse l'action n'est pas soumise aux délais de la loi de 1884, et que, du moment où il s'agit d'une maladie non prévue par cette loi, on se retrouve sous l'empire des articles 1641 et suivants du Code civil. Le délai serait donc celui de l'article 1648 du Code civil, c'est-à-dire un *bref délai*, dont les tribunaux seraient appréciateurs (2).

Nous croyons plus exact de dire, que la loi de 1884

1. Bourges, 12 mars 1831 (S., 32.2.94); Caen, 5 juin 1848 (S., 48.2.544 ; D., 48.5.366).

2. Cass., 29 mars 1865 (S., 65.1.315 ; D., 65.1.362) ; Cass., 12 mars 1884 (J. *Le Droit*, 15 nov.) ; Caen, 7 mai 1878 (S., 78.2.264 ; D., 79.5.240) ; Dijon, 27 oct. 1891 (D., 93.2.318). — Le Pelletier, n° 19 ; Gallier, n° 150.

reste applicable sur tous les points sur lesquels la convention des parties ne s'est pas expliquée.

La loi de 1884, ne l'oublions pas, est une loi générale sur la garantie dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques, et si les parties n'ont pas, conformément à leur droit, modifié le délai de garantie, il reste fixé par la loi de 1884. Les parties sans doute, peuvent convenir d'un délai différent, mais si elles ne l'ont point fait, c'est qu'elles ont voulu que la loi ordinaire sur la garantie dans les ventes d'animaux domestiques restât applicable, et en conséquence l'action devra être intentée dans le délai des articles 5 et 6 (1).

Une solution analogue s'imposerait du reste, et pour les mêmes motifs, en ce qui concerne les règles de la procédure de l'action rédhibitoire, et en conséquence l'expertise sera de rigueur, à moins que les parties ne soient convenues de s'en tenir à la preuve testimoniale ou autres modes de preuve autorisés par la loi.

§ 2. — POINT DE DÉPART DU DÉLAI POUR INTENTER L'ACTION RÉDHIBITOIRE

Le délai pour intenter l'action rédhibitoire est, avons-nous dit, normalement de neuf jours. Mais quel est le point de départ de ce délai ? Le délai court-il du jour

1. Guillouard, *Vente et échange*, t. II, n° 530; De Chêne-Varin, n° 137; Galisset et Mignon, *Traité des vices rédhibitoires*, p. 76.

de la livraison, ou ne commence-t-il à courir que le lendemain ?

Pour répondre à cette question, il importe de distinguer entre une vente pure et simple et une vente conditionnelle, et dans la première, le cas où un jour a été fixé pour la livraison et celui où aucun jour n'a été déterminé par les parties.

A. — Vente pure et simple.

I. — *Il y a eu un jour fixé pour la livraison.*

Des auteurs, se fondant sur les termes employés par l'article 3 de la loi de 1838, et l'article 5 de la loi de 1884, prétendent que le législateur, prenant parti entre les divers systèmes qui avaient été proposés sur le point de départ du délai de l'action en réhabilitation, s'était décidé en faveur du système qui fait courir le délai du jour de la livraison (1).

Cette interprétation, croyons-nous, n'est pas en harmonie avec le texte de l'article 3 de la loi de 1838 et celui de l'article 5 de la loi de 1884, qui, si on les lit avec attention, font courir le délai du lendemain du *jour fixé* pour la livraison, et non du lendemain de la livraison, ce qui est bien différent. Peu importe qu'il y

1. Huc, *Code civil*, t. X, n° 162; Galisset et Mignon, *Traité des vices rédhibitoires*, p. 72 ; Guillouard, *Traité de la vente*, t. II, n° 516.

ait oui ou non livraison effective ; la loi ne s'occupe que du jour fixé pour la livraison. Lors donc qu'au jour convenu, l'acheteur ne prend pas livraison, le délai n'en commencera pas moins à courir ; sa négligence à exécuter le marché est une faute dont il doit seul supporter les conséquences.

Si au contraire, c'est par la faute du vendeur que la livraison n'a pas lieu au jour fixé, le délai ne commence à courir que du jour où il a, par une sommation, mis l'acheteur en demeure de prendre livraison. Bien plus, le point de départ du délai serait retardé jusqu'au jour de la tradition effective, s'il avait été convenu, comme cela se présente souvent pour les achats faits en foire, que le vendeur conduirait l'animal au domicile de l'acheteur pour en effectuer la livraison.

En fixant le jour *convenu* pour la livraison et non le jour de la livraison effective, comme point de départ du délai pour intenter l'action rédhibitoire, le législateur a voulu concilier les intérêts des parties. Il a voulu que l'acheteur ait un délai suffisant pour acquérir la connaissance du vice dont l'animal vendu peut être atteint, mais il a voulu aussi que l'acheteur ne puisse, en retardant par son abstention le jour de la livraison, prolonger la durée de la garantie.

II. — *Aucun jour n'a été fixé pour la livraison.*

Il peut arriver que la vente soit faite sans indication d'un jour pour la livraison.

Quelques auteurs enseignent qu'en ce cas, le vendeur devra mettre l'acheteur en demeure de prendre livraison, et que le délai de neuf ou de trente jours ne commencera à courir que du jour de cette sommation (1).

Nous pensons au contraire que dans cette hypothèse le délai courra de plein droit, du jour même de la vente. C'est, en effet, à partir de ce moment que l'acheteur a la faculté et même l'obligation de prendre livraison, à condition de payer le prix ; et la solution opposée aurait du reste l'inconvénient de prolonger le délai de garantie au delà des prévisions du vendeur, et de lui faire supporter les conséquences de la négligence de son cocontractant.

B. — Vente conditionnelle.

L'article 5 de la loi de 1884 statue dans l'hypothèse normale, celle d'une vente pure et simple, où l'acheteur devient propriétaire du jour du contrat.

Mais le cas d'une vente faite sous condition peut se présenter et il y a lieu alors de distinguer deux hypothèses différentes :

La condition est-elle *résolutoire*? Aucune des solutions précédentes ne sera modifiée, car la vente existe alors immédiatement.

1. Galisset et Mignon, *Traité des vices rédhibitoires*, 2^e édit., p. 54; Guillouard, *Traité de la vente*, t. II. n^o 516.

La condition est-elle *suspensive* ? Ici, le délai de l'ac-tion en garantie ne peut courir avant l'arrivée de la condition, c'est-à-dire avant que le contrat de vente ait été définitivement formé. Nonobstant la tradition matérielle, en effet, il n'y a pas vente tant que l'acheteur n'est pas lié, et ce n'est que du jour où il y a eu engagement réciproque, que la vente, et par suite la livraison, ont existé légalement.

Aussi décide-t-on généralement que dans la *vente à essai*, présumée faite, comme on le sait, sous condition suspensive (art. 1588 C. civ.), le délai ne court qu'à partir du jour où l'acheteur a agréé définitivement l'animal, et non à partir du jour où il l'a reçu pour l'essayer (1).

Vainement on objecterait qu'aux termes de la loi de 1884, le délai de garantie court du jour convenu pour la livraison, et qu'en pareil cas la livraison a eu lieu au moment même où l'acheteur a reçu l'animal pour l'essayer. Ce serait oublier que la tradition véritable comprend deux éléments : le *corpus* et l'*animus*, pour employer l'expression consacrée, et que si, pendant la période d'essai, l'acheteur a bien été *détenteur* de l'animal, ce n'est qu'à partir de la réalisation de la vente qu'il en devient réellement *possesseur*.

1. Metz, 29 août 1855 (D. 56.5.484), Poitiers ; 28 juin 1873 (D., 74.2.30). — De Chêne-Varin, n° 128 ; Guillouard, n° 518.

§ 3. — A QUELLES ACTIONS S'APPLIQUENT CE DÉLAI ?

Quand elle règle les délais et les formes de la procédure à suivre par l'acheteur, la loi du 2 août 1884 ne s'occupe expressément que de l'action en réhabilitation (art. 5), employant les mêmes termes que la loi de 1838 dont le langage était d'ailleurs parfaitement exact, puisqu'alors l'action en résolution était seule admise.

Aussi pourrait-on se demander si les règles que nous venons d'étudier concernant le délai de l'action accordée à l'acheteur ne sont pas exclusivement applicables à l'action *réhabilitoire*, bien que la loi de 1884 ait rétabli l'action *quant minoris*, supprimée en 1838.

Il n'en est rien cependant, et il n'est pas douteux que le même délai s'applique aux deux actions.

L'action en réduction de prix n'est en somme qu'une action réhabilitoire à effets atténués ; elle a pour fondement la garantie du vendeur, et on ne comprendrait pas qu'elle pût être intentée après l'expiration du délai ordinaire de garantie. Dans le Code civil, l'action *quant minoris* est assujettie aux mêmes conditions que l'action réhabilitoire, et rien dans la loi de 1884 ou dans les travaux qui l'ont préparée (1) ne permet de supposer que les législateurs aient voulu les séparer dans le

1. Rapport de M. Maunoury à la Chambre des députés, séance du 5 juillet 1883 (Annexe du procès-verbal de cette séance, p. 8).

cas particulier de vente d'animaux domestiques. L'article 1^{er} de la loi de 1834 tranche au contraire, nous semble-t-il, la question, lorsque sans distinguer l'action en résolution et l'action en diminution de prix il dit : « *L'action en garantie*, dans les ventes et échanges d'animaux domestiques sera régie... par les dispositions suivantes. »

Les règles que nous venons d'étudier sur le délai sont donc bien communes à l'action rédhibitoire et à l'action en diminution de prix, et il n'y a dans la loi de 1884 qu'une erreur de terminologie s'expliquant par ce fait, que les auteurs de cette loi ont suivi pas à pas la loi de 1838, sans réfléchir, en rédigeant les articles 5 et 6, qu'ils venaient de rétablir dans l'article 3 l'action *quantum minoris* dont ne parlait pas la loi de 1838 (1).

Observons, en terminant, que ces règles ne sont toutefois applicables ni à la demande en nullité fondée sur les manœuvres dolosives du vendeur, laquelle demeure soumise aux règles du droit commun ; ni à la réclamation fondée sur ce que l'animal vendu serait atteint d'une maladie contagieuse, cette dernière étant soumise, comme nous allons le voir, aux règles spéciales édictées par la loi du 21 juillet 1881 modifiée par la loi du 31 juillet 1893 et du 23 février 1905.

1. De Chêne-Varin, *Code des vices rédhibitoires*, n° 139 ; Guillouard, *Vente*, t. II, n° 531.

SECTION II. — **Maladies contagieuses.**

« Aucune réclamation de la part de l'acheteur pour raison de ladite nullité ne sera recevable lorsqu'il se sera écoulé plus de *trente jours* en ce qui concerne les animaux atteints de tuberculose et plus de *quarante-cinq jours* en ce qui concerne les autres maladies depuis le jour de la livraison, s'il n'y a *poursuite* du ministère public... »

Ainsi dispose l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 23 février 1905.

Le législateur de 1905, ne faisant du reste en cela qu'adopter les vues de celui de 1895, prescrit donc un délai, passé lequel l'action en nullité dirigée contre le vendeur en cas de maladie contagieuse ne sera plus recevable.

Sous le régime de la loi du 21 juillet 1881, il en était autrement : aucun délai n'était spécialement fixé pour introduire l'action contre le vendeur. En fait et en pratique, disait-on pour justifier ce système, cet état de choses ne présente pas de grands inconvénients, car l'acheteur a tout intérêt, à ne pas laisser s'écouler un temps trop long entre l'époque où il reconnaît la maladie, et le jour où il sera admis à faire la preuve qui lui incombe. Si l'animal vit, en effet, il y a danger à le laisser en contact avec les autres bêtes qui peuplent l'étable ou les écuries ; si l'animal a péri, plus l'ache-

leur tardera, plus il fera difficilement valoir ses droits, plus les enquêtes ou expertises auxquelles il devra être procédé en cas de litige seront incertaines et délicates. D'ailleurs, ajoutait-on, il n'est pas possible qu'un contrat, qui est nul parce qu'il n'a pu se former, puisse exister et produire ses effets à un moment donné, simplement parce que l'acheteur n'a pas réussi à mettre la justice en mouvement à temps.

Aussi un amendement de M. Demôle, réclamant l'établissement d'un délai pour l'exercice de l'action en nullité, fût-il rigoureusement combattu lors de la discussion au Sénat du projet de loi de M. Darbot, projet qui devait devenir la loi du 31 juillet 1895 :

«... Pour pouvoir donner un délai rigoureux, disait
« en substance M. Darbot, rapporteur, il faudrait que la
« durée de la période d'incubation pour chaque maladie
« fût bien déterminée. Or elle ne l'est pas dans l'état
« actuel de la science. Cette période est très variable
« pour la même maladie. Pour la fièvre aphteuse, elle
« peut être de deux à quinze jours ; pour la rage, de
« vingt jours à cent et plus ; pour la morve, de huit
« jours à plusieurs, et ainsi de suite.

« Et voyez-vous de suite les iniquités légales qui se
« commettraient avec une pareille loi ? Vous savez bien
« que le délai de la loi en fait de ventes d'animaux,
« implique la présomption légale que le vice ou la mala-
« die est antérieure à la vente. Du moment que l'ache-
« teur poursuit son vendeur dans le délai imparti par

« la loi, il est sûr d'obtenir gain de cause, s'il a bien
« rempli les formalités légales, et, bien entendu, si le
« vice et la maladie sont bien constatés par procès-ver-
« bal. Il n'a point à faire la preuve que ce vice et cette
« maladie sont antérieures à la vente... Ainsi j'ai acheté
« de vous quelques bœufs parfaitement sains au moment
« de la livraison que vous m'en avez faite. La fièvre
« aphteuse les envahit vingt-cinq jours après leur entrée
« dans mon étable ; je vous poursuis avant l'expiration
« de votre délai de trente jours. La maladie n'a pu
« prendre naissance chez vous, et cependant les tribu-
« naux seront obligés de vous rendre responsable d'un
« accident qui n'est pas votre fait. N'est-ce pas inique ?
« Voilà pourtant où conduirait un délai fixé... (1). »

Ces raisons, qui portent d'autant moins aujourd'hui que le demandeur est toujours contraint comme sous la législation antérieure, de faire la preuve de l'antériorité de la maladie malgré la fixation d'un délai, n'ont pas paru convaincantes à la commission du Sénat et aux deux Chambres, et conformément au désir de M. Demôle, le principe d'un délai pour l'exercice de l'action en nullité fut introduit dans notre législation.

Le système de la loi de 1881 conduisait du reste à un résultat inique. On sait que la loi de 1881 a fait un délit du fait, par un vendeur, de vendre sciemment un animal atteint ou soupçonné d'être atteint de maladie

1. Sénat, séance du 29 janvier 1894 (*J. off.* du 30, *Déb. parl.*, p. 70).

contagieuse. C'est même un délit correctionnel d'une certaine gravité, puisque la loi de 1881 le frappe d'une peine de deux à six mois d'emprisonnement. Or, en vertu de l'article 638 du Code d'instruction criminelle, comme l'exercice de l'action civile est éteint par le non-usage de l'action correctionnelle pendant trois ans, il s'ensuivait que celui qui avait commis un délit de cette nature, était indemne au bout du délai de l'article 638, c'est-à-dire de trois ans, tandis que le vendeur de bonne foi, à l'égard duquel il ne pouvait être question de la prescription triennale de l'article 638, puisqu'il n'avait commis aucun délit, était soumis à la recherche, et par suite passible de l'action en nullité pendant dix ans.

Et puis, n'importe-t-il pas, tout en réservant à l'acheteur l'exercice raisonnable de ses droits, de mettre le vendeur à l'abri d'une menace et d'un danger, qui, pour être moins graves à mesure que le temps s'écoule et que la preuve à faire par l'acheteur devient plus difficile, n'en sont pas moins une cause d'inquiétude permanente; n'est-il pas sage, comme le dit M. Gallier, « de ne pas laisser éternellement les vendeurs sous la menace d'un procès quelconque » (1) ?

En l'absence d'un délai spécial, les actions en nullité sont, en effet, soumises à la prescription de dix ans,

1. Lettre de M. Alfred Gallier, médecin-vétérinaire, inspecteur sanitaire de la ville de Caen, du 10 mai 1907.

et si la loi du 31 juillet 1895 n'avait pas établi un délai, l'action que l'acheteur intenterait contre son vendeur, l'animal étant atteint ou prétendu atteint de maladie contagieuse, tomberait encore sous le coup de la prescription décennale de l'article 1304 du Code civil.

Or, il est manifestement impossible, — sans porter la plus profonde perturbation dans les opérations commerciales du genre de celles que nous avons en vue, — de laisser une action de cette nature soumise à un délai aussi long.

Le législateur doit chercher à prémunir le justiciable contre sa propre imprudence et une témérité que certains pourraient trop facilement exploiter. C'est donc avec raison que les deux Chambres, prenant en considération l'amendement de M. Demôle, ont introduit dans la loi un délai déterminé pour les maladies contagieuses, délai analogue à celui qui existe pour les vices rédhibitoires, et qui nous reste maintenant à préciser.

A. — Délai normal.

L'article 1^{er}, § 2, de la loi du 23 février 1905, dispose que le délai ordinaire pour intenter l'action en nullité est de *quarante-cinq* jours.

Ce délai n'a pas été admis sans de vives discussions au sein de la Commission du Sénat et de la Commission de la Chambre. Les uns trouvaient ce délai trop

long ; les autres le trouvaient trop court. De fait, le Sénat avait d'abord admis un délai de trois mois (1). Mais la Commission de la Chambre ayant été frappée par les inconvénients qui peuvent résulter d'un trop long délai, et ayant en conséquence réduit à quarante-cinq jours le délai de quatre-vingt-dix jours voté par le Sénat, ce dernier ratifia le vote de la Chambre, et le chiffre de quarante-cinq jours passa définitivement dans la loi.

Que penser de ce chiffre ? C'est que, il n'est ni trop fort ni trop faible.

On ne pourrait songer à l'abaisser davantage, car il n'était pas de l'intérêt de nos éleveurs de se trouver astreints, en cas de litige éventuel, à prendre *hic et nunc*, et d'une manière définitive, le parti de plaider ou de renoncer à tous leurs droits.

Il faut laisser au cultivateur qui se trouvera aux prises avec une difficulté, qui sera sous le coup d'une menace de la part d'un maquignon, lorsque celui-ci aura conduit l'animal à 200 ou 300 kilomètres, il faut laisser, disons-nous, à cet éleveur, le temps de prendre conseil d'un homme de loi dans lequel il aura confiance, de recourir à l'expérience et au savoir d'un homme de l'art, de prendre des renseignements sur son acheteur et parfois sur l'état de l'animal litigieux.

1. Séance du Sénat du 24 avril 1894 (*J. off.* du 25. *Déb. parl.* p. 280).

Ce ne sera pas du reste faciliter les procès ni en augmenter le nombre. Beaucoup de procès ruineux ou de transactions iniques ont été précisément motivés par la situation difficile où se sont trouvés des propriétaires, qui, sans renseignement, sans indication, étaient obligés de prendre parti dans les vingt-quatre heures ou dans les quarante-huit heures ; et c'est pourquoi, comme l'affirmait M. Mougeot, dans son rapport à la Chambre, « la vérité « paraît être entre ces deux chiffres de dix et de quatre-
« vingt-dix jours : votre commission s'est arrêtée à celui
« de quarante-cinq (1). »

La période de quarante-cinq jours est donc une période qui paraît assez longue pour que l'acheteur, le plus souvent au moins, ait eu tout le temps nécessaire de s'assurer qu'il n'a été victime d'aucun acte illégal. Évidemment il pourra arriver que certaines affections, notamment la morve et la péripneumonie, dont la période d'incubation, d'une durée très variable, est parfois de plus de quarante-cinq jours, apparaissent après le délai écoulé, et que l'acheteur dans ce cas perde tout droit vis-à-vis de son vendeur, bien qu'il soit en situation d'établir que la maladie a pris naissance chez ce dernier.

Mais cela arrivera rarement, « et puis, après tout, « comme le disait M. Darbot au Sénat, de deux maux

1. Rapport de M. Mougeot (*J. off.*, d'avril 1895. *Doc. parl.* p. 292).

« il faut choisir le moindre, et le moindre ici, à coup sûr, est celui du court délai, car il en résultera une diminution très sensible des procès... (1). »

En limitant à quarante-cinq jours la durée de l'action en nullité, le législateur de 1895 a en même temps fixé le point de départ de ce délai. Il ne court pas à partir de la vente, mais à partir du jour de la livraison. Tant que la livraison n'est pas faite, l'acheteur n'a pas le moyen de reconnaître la maladie ni d'exercer son action, et le délai ne peut courir contre lui.

Ce délai, d'autre part, doit se calculer sans compter le jour de la livraison, le *dies a quo* ; le lendemain de la livraison est ainsi le premier jour du délai de quarante-cinq jours pendant lequel l'action est recevable. Après l'expiration du quarante-cinquième jour, elle ne l'est plus.

Remarquons également que c'est la *livraison effective* qui fait courir le délai de quarante-cinq jours, et non l'expiration du jour fixé pour la livraison ; de sorte que si la livraison n'est pas faite le jour convenu, le délai ne court pas encore. L'article 1^{er}, § 2 de la loi du 23 février 1905 ne dit pas comme la loi de 1884 : *depuis le jour fixé pour la livraison*, mais *depuis le jour de la livraison*.

D'ailleurs, quoique le délai pour agir en nullité ne

1. Rapport de M. Darbot, le 9 juillet 1895 (*J. off.* du 10. *Déb. parl.*, p. 780).

commence à courir que du jour de la livraison, il est nécessaire, pour que la vente soit nulle, que l'animal vendu ait été atteint de la maladie contagieuse à l'époque de la vente ; la preuve qu'il en était atteint à la date de la livraison ne suffirait pas, car depuis la vente, les risques sont à la charge de l'acheteur. La responsabilité n'en incomberait au vendeur que si l'acheteur démontrait, que la maladie dont l'animal est atteint provient d'une faute du vendeur.

Observons enfin que cette prescription de quarante-cinq jours, qui s'applique non seulement à l'action en nullité mais encore à toutes les réclamations de l'acheteur d'animaux atteints de maladies contagieuses (1), ne saurait être augmentée à raison des distances, la règle spéciale formulée à ce sujet en matière de vices rédhibitoires (art. 6) ne trouvant pas ici son application ; mais conformément aux règles du droit commun elle peut être interrompue, par exemple par l'aveu de la responsabilité du vendeur, sans qu'il soit possible du reste de la faire renaître ensuite, suivant la doctrine généralement admise pour les courtes prescriptions (2).

1. Tribunal civil de Dijon, 31 décembre 1901 (D., 1902.2.1019).
— Tixier, Commentaire de la loi de 1895, *Lois nouvelles*, 1895, p. 57, n° 23.

2. Laurent, t. XVII, n° 309 ; Aubry et Rau. t. IV, p. 30.

B. — Délais spéciaux.

Le délai normal, passé lequel l'acheteur se verra refuser l'action en nullité, est donc de quarante-cinq jours. Mais ce délai n'est pas sans comporter plusieurs exceptions, et la loi de 1905 elle-même, après avoir posé le principe d'un délai de quarante-cinq jours, énonce trois circonstances à raison desquelles le délai pour intenter l'action en nullité sera tout autre : le cas de tuberculose, le cas d'abatage, le cas de poursuite du ministère public.

I. — *Cas de tuberculose.*

Cette exception introduite pour la première fois dans la loi du 23 février 1905, ne fut pas sans donner lieu, devant le Sénat et la Chambre des députés, à de longs et intéressants débats.

Fallait-il maintenir le délai de quarante-cinq jours pour la tuberculose comme pour les autres maladies contagieuses, ou au contraire, réduire le délai à trente ou même à dix jours ?

Les avis étaient très partagés, parce que les vendeurs des pays de production et les acheteurs faisaient valoir des intérêts opposés.

En faveur des vendeurs, on disait qu'il importe de tarir la source des procès, et de ne pas laisser trop

longtemps les parties indécises sur le sort d'un marché. Or avec un trop long délai, on arrive à de véritables abus, qui cachent la plupart du temps des chantages abominables.

«... Il me sera permis, disait M. *Milliès-Lacroix* au
« Sénat lors de la première délibération, de vous citer
« un fait entre autres : dans notre région du Sud-Ouest
« particulièrement, où les bovidés sont employés aux
« travaux aratoires, les transactions sont très nombreuses. Souvent même elles se multiplient dans le même
« marché sur les mêmes animaux... On trouve à l'occasion des labours de printemps ou d'automne, des
« cultivateurs de mauvaise foi, qui, ayant acheté sur le
« champ de foire une paire de bœufs, s'en servent au
« labour dans leurs propriétés rurales, les accablent
« de travail... Après trente ou quarante jours, lorsqu'ils
« ont achevé leurs travaux..., comme à la suite de manque de soins, très souvent ces derniers peuvent présenter les signes cliniques de la tuberculose, ils vont
« faire la déclaration requise par la loi. Sans attendre
« que l'administrateur ait prononcé la séquestration,
« les acheteurs de mauvaise foi se retournent alors
« vers leurs vendeurs et les menacent d'un procès. Or
« le vendeur, qui a déjà regarni son étable, et qui n'a
« pas le moyen de se payer le luxe d'un double attelage, transige et verse la forte somme pour éviter le
« risque d'être obligé de reprendre ses animaux.

« Si les bœufs ont été séquestrés, le vendeur est

« obligé de les reprendre après quarante-cinq jours,
« c'est-à-dire après qu'ils ont été fatigués, qu'ils ont
« déperî... et vous allez voir à quelle perte considéra-
« ble il s'expose.

« D'une part, il se voit forcé, non seulement de
« reprendre les bœufs, mais encore de rembourser le
« montant intégral du prix de vente. Il n'a pas d'argent,
« il emprunte, sans espoir de pouvoir se libérer, car
« la société d'assurance mutuelle contre les maladies
« ou la mortalité des bestiaux, à laquelle je le suppose
« affilié, refusera de l'indemniser, attendu que ces
« animaux ne font plus partie de la société depuis le
« jour où ils ont été vendus... Voilà un homme ruiné.
« Je persiste donc à croire que le délai de dix jours
« pour la constatation de la tuberculose bovine est par-
« faitement suffisant... (1)»

Pour les acheteurs, d'autre part, on invoquait la loyauté qui doit présider aux transactions, et la nécessité de laisser à l'acheteur le temps voulu pour reconnaître l'état de l'animal, et former, en connaissance de cause, sa demande en nullité. Or, déclarait, M. Darbot au Sénat, « ... un des principaux moyens de diagnostic de
« l'insidieuse maladie, l'emploi de la tuberculine, ne
« peut être mis en usage, avec le degré de certitude com-
« patible avec les données de la science et de l'expé-

1. Sénat, séance du 10 juin 1898 (*J. off.* du 11, *Déb. parl.*, p. 729).

« rience, que dans un délai minimum de trente jours
« après la livraison de l'animal, et cela parce qu'une pre-
« mière inoculation de cette substance, faite intention-
« nellement par le vendeur, rend incertains les effets
« d'une seconde inoculation pendant la période de trente
« jours qui la suivra... »

Et M. Darbot terminait ainsi : « ... Je devine aisé-
« ment qu'il me sera dit que les inconvénients d'une
« première inoculation de tuberculine, au regard d'une
« seconde, vont en diminuant au fur et à mesure que le
« temps s'écoule, et qu'à partir du vingt-cinquième
« jour ce n'est plus qu'exceptionnellement que cette
« première inoculation gêne manifestement les effets
« normaux de la seconde.

« Mais qu'est-ce que cela prouve ? Sinon que l'incer-
« titude règne en la matière, et qu'elle est telle que
« personne n'ose rien affirmer (1) .»

Comment dès lors veut-on qu'un acheteur trompé
puisse avoir raison de son vendeur malhonnête ou igno-
rant, avec un faible délai, alors qu'il ne peut avoir con-
fiance dans la tuberculine pour l'éclairer, que les si-
gnes cliniques font le plus souvent défaut, et que le
temps est matériellement insuffisant pour arriver par
une enquête, à connaître les conditions dans lesquelles
l'animal se trouvait avant la vente ?

On dit qu'un long délai gêne le commerce. C'est vrai.

1. Sénat, séance du 15 décembre 1898 (*J. off. du 16. Déb. parl.*, p. 933).

Mais n'est-ce pas tant mieux ; n'est-ce pas le but de la loi ? Celle-ci n'a-t-elle pas été faite pour empêcher la vente d'animaux malades ou suspects, pour empêcher ce commerce, aucunement intéressant, qui s'exerce sur le bétail de certaines régions de la France, au détriment de celui qui produit pour vendre, et de celui qui achète pour produire ?

On risquait donc de ne pas s'entendre, chacun apportant du reste des arguments, non sans valeur.

La solution du problème fut donnée par M. Arloing, directeur de l'École vétérinaire de Lyon, commissaire du gouvernement, à la séance du Sénat du 16 décembre 1904.

« ... Si un animal éprouvé par la tuberculose vient à
« réagir vers le trentième jour après la vente, on aura
« la presque certitude que la tuberculose dont il est
« atteint existait au moment de la vente et n'a pas été
« contractée chez l'acheteur. En somme, nous voyons
« que dans les deux cas dont nous avons à nous pré-
« occuper, les indications scientifiques convergent vers
« un délai compris entre *vingt-cinq* et *trente jours* ;
« c'est à ce moment que disparaît l'accoutumance, et à
« ce moment une infection contractée chez l'acheteur
« ne peut encore faire réagir l'animal à la tuberculine.
« Telle est la solution à laquelle nous conduisent les
« données actuelles de la science... (1). »

1. Sénat, séance du 16 déc. 1904 (*J. off.* du 17. *Déb. parl.* p. 1078).

C'est par application de ces données de la science que le délai de *trente jours*, délai transactionnel, a été voté et qu'il a définitivement pris place dans la loi. Comme celui de quarante-cinq jours, il court à partir du jour de la livraison réellement effectuée, et n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances. Il ne s'applique d'autre part qu'à la tuberculose chez les bovidés, ainsi que l'a affirmé M. Viger, ministre de l'agriculture, à la séance du Sénat du 16 décembre 1904 (1).

Que faut-il penser de ce délai? Qu'il est un peu trop court évidemment.

Si, en effet, comme l'a expliqué M. Arloing à la séance du Sénat précitée, la tuberculine injectée chez le vendeur, la veille de la vente, détermine l'accoutumance de l'animal pour un temps plus ou moins long et même jusqu'au vingtième, vingt-cinquième ou trentième jour, il faut en conclure que l'acheteur amené à retarder ses expériences, n'aura pas toujours le temps nécessaire pour *se mettre sûrement en règle*, faire rédiger une citation ou assignation, et la faire signifier à son vendeur qui demeure peut-être loin du lieu où se trouve l'animal. Le vendeur bénéficiera alors de sa fraude et l'acheteur de bonne foi subira la perte.

Il eût donc fallu logiquement prolonger le délai au moins jusqu'au trente-cinquième jour. De la sorte, l'a-

1. Séance du Sénat du 16 déc. 1904 (*J. off.* du 17. *Déb. parl.* p. 1073).

acheteur aurait tout le temps nécessaire pour s'assurer qu'il n'a été victime d'aucun acte illégal.

II. — *Cas d'abatage*

Le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905 dispose :

« Si l'animal a été *abattu*, le délai est réduit à *dix* jours, à partir du jour de l'abatage, sans que toutefois l'action puisse jamais être introduite après l'expiration des délais indiqués ci-dessus. »

« Le délai est réduit à dix jours », dit le texte, et jamais prorogé. Donc, quelle que soit la date de l'abatage, le délai de quarante-cinq jours ne peut être dépassé. Si l'animal est abattu par exemple le quarantième jour de la vente, l'acheteur n'aura par conséquent que cinq jours seulement à partir de l'abatage et non pas dix jours.

Pourquoi cette exception ? Pourquoi l'abatage de l'animal réduit-il à dix jours le délai pour demander la nullité ?

M. le député Mougeot en a donné le motif dans son rapport, lors de la discussion de la loi du 31 juillet 1895 :

« Il est bon d'ailleurs de remarquer, que, prévoyant le cas où l'animal serait abattu, nous nous proposons de diminuer le délai précité et de le ramener à dix jours. Il est clair, en effet, que dans cette hypothèse, chacun aurait le plus grand intérêt à ce que les cons-

« tatations utiles fussent faites rapidement: une autopsie notamment donnera toujours des résultats plus positifs et plus probants si elle est faite sur un animal fraîchement abattu, que si elle porte sur des organes déjà en putréfaction (1). »

L'abatage de l'animal vendu rend, en effet, urgentes les constatations à faire pour démontrer le bien-fondé de l'action en nullité. Longtemps après l'abatage, ces constatations seraient impossibles, et souvent l'acheteur ne pourrait plus faire la preuve qui est à sa charge. Du reste, dans ce cas, l'état de l'animal peut être reconnu aussitôt après l'ouverture du cadavre. Un délai plus long serait donc pour le moins inutile.

La loi de 1905 ne prévoit pas le cas où l'animal meurt de la maladie contagieuse dont il est atteint, ou d'une autre maladie, ou par cas fortuit. La loi de 1895 renfermait, d'ailleurs, la même lacune. Faut-il donc en conclure que la mort ne doit pas être assimilée à l'abatage, sous le rapport du délai de dix jours ?

Nous ne le pensons pas. Dans l'un et l'autre cas, en effet, la maladie contagieuse est facilement constatée à l'autopsie, et nous ne voyons pas de raisons pour traiter l'un autrement que l'autre.

Sans doute la loi, en imposant le délai de dix jours, n'envisage expressément que l'abatage ; mais c'est

1. Rapport de M. Mougeot (*J. off.* d'avril 1895. *Doc. parl.*, p. 292).

parce qu'elle ne prévoit que l'hypothèse la plus fréquente, et il n'en résulte aucunement qu'elle ait voulu exclure le cas de *mort* qui, comme l'abatage, permet l'autopsie et la découverte de la maladie (1).

Du reste, si on se reporte aux motifs donnés par le rapporteur de la loi à la Chambre des députés, M. Mougeot, et que nous avons cités plus haut, on constate que ces motifs pourraient s'appliquer également et avec autant de force au cas de mort naturelle qu'au cas de mort par abatage.

M. Mougeot invoque le grand intérêt que chacun peut avoir à ce que « les constatations utiles soient faites rapidement ». Or, en cas de mort naturelle, n'y a-t-il pas un égal intérêt à ce que les constatations soient faites sans retard ? Le délai pour intenter l'action ne doit-il pas, dès lors, être le même dans les deux hypothèses.

L'action en nullité et le délai de dix jours nous paraissent donc devoir être admis toutes les fois que l'animal atteint de maladie contagieuse a cessé de vivre. Mais nous reconnaissons toutefois que la question peut faire doute (2), et que pour être fixé il faut attendre que la Cour de cassation se soit prononcée.

1. Trib. civ. de Laval, 30 mars 1900 (D., 1903.2.233, deuxième espèce).

2. Tribunal civil de Confolens, 7 déc. 1901 (D., 1903.2.233 et note).

III. — *Cas de poursuite du ministère public.*

Cette exception, déjà indiquée à la fin du second paragraphe de l'article 1^{er} de la loi de 1905, est exprimée ainsi dans le troisième paragraphe.

« En cas de *poursuite* du ministère public, la prescription ne sera opposable à l'action civile, comme au « paragraphe précédent, que conformément aux règles « du droit commun. »

La loi du 23 février 1905, de même que celle du 31 juillet 1895, apporte donc par là une certaine atténuation aux déchéances qu'elle prononce contre l'acheteur, qui laisse expirer les délais qui lui sont accordés pour mettre son action en mouvement : lorsque le ministère public exercera des poursuites contre un vendeur de mauvaise foi, l'acheteur sera relevé des déchéances résultant de l'expiration des délais ; le délai ordinaire en un mot sera augmenté.

Cette disposition s'explique facilement.

Lorsque le ministère public poursuit le vendeur d'un animal atteint ou suspect de maladie contagieuse, c'est que ce vendeur est de mauvaise foi, puisque ce n'est qu'à cette condition que l'action publique peut réussir. Or, on ne comprendrait pas qu'un vendeur, qui a encouru une peine correctionnelle, pût échapper, par suite de l'expiration d'un court délai, à la réparation du préjudice matériel qu'il a sciemment occasionné, et par conséquent à l'action civile de l'acheteur lésé.

« Si le législateur, dit M. Darbot, a limité le délai
« pour intenter une action en nullité de la vente, c'est
« parce qu'il savait bien que plus le temps s'écoule
« depuis le moment où tel animal a été revendu, plus
« il est difficile à un acheteur de faire la preuve que
« cet animal était bien malade ou suspect de l'être au
« moment de la vente...

« Mais si dans le cas de vente d'une bête atteinte
« d'une maladie contagieuse, il y a poursuite du minis-
« tère public, et si la poursuite est suivie d'une condam-
« nation, c'est que la preuve est faite que le vendeur est
« de mauvaise foi et qu'il a trafiqué en vendant des ani-
« maux hors du commerce ; et alors l'acheteur se por-
« tant partie civile, doit nécessairement bénéficier d'une
« condamnation qui a atteint son vendeur, en obtenant
« de rentrer dans ses déboursés (1). »

Quel sera alors le délai accordé pour intenter l'action
en nullité ?

Le texte cité plus haut nous dit de nous en référer
au droit commun. Or quel est ce droit commun ?

Est-ce le droit commun en matière civile, et faut-il
en conclure que l'action en nullité se prescrira par dix
ans, conformément à l'article 1304 du Code civil ?

Nous ne le croyons pas. L'expression *action civile*,
que le texte met en opposition avec l'expression *poursuite du ministère public*, c'est-à-dire avec l'*action publi-*

1. Lettre de M. Darbot, sénateur, du 12 mai 1907.

que, est la preuve que le législateur de 1895 a eu en vue le droit commun de la prescription en matière correctionnelle; droit commun qui, aux termes des articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle, lie la prescription de l'action civile naissant d'un délit à la prescription de l'action publique.

Logiquement donc, on aurait dû dire qu'en cas de délit du vendeur, l'action civile serait soumise à la même prescription que l'action publique, et alors elle aurait duré trois ans d'après l'article 638 du Code d'instruction criminelle. Dans ce délai, l'acheteur aurait eu le droit d'agir soit par citation directe devant le tribunal correctionnel, soit par assignation devant le tribunal civil; mais son action, quoique soumise à la même prescription que l'action publique, n'aurait pas été subordonnée à l'exercice de l'action du ministère public. C'eût été véritablement le droit commun.

Mais le texte ne permet pas cette solution. La prescription ou la déchéance de quarante-cinq jours n'est écartée que si le ministère public *exerce effectivement une poursuite*. La seule existence de l'action publique qui dure trois ans, ne suffit point pour permettre à l'acheteur d'exercer l'action civile; après quarante-cinq jours, son action est paralysée par l'inaction du ministère public. C'est contraire au droit commun; mais sur ce point, le texte est formel. Il dit : *en cas de poursuite du ministère public*, et non « en cas de délit du vendeur

« pouvant donner lieu à une poursuite du ministère public. »

Cette dérogation au droit commun est en somme très heureuse, car, comme le constatait M. Demôle au Sénat, au moment de la discussion de la loi du 31 juillet 1893, en accordant à l'acheteur le bénéfice de la citation directe, c'est-à-dire la faculté de saisir la justice répressive, on arrive à ce résultat inique : qu'il n'est pas nécessaire que la mauvaise foi du vendeur existe, pour que la police correctionnelle soit saisie ; qu'il suffit qu'elle soit alléguée par l'acheteur ; « et quand celui-ci aura mis dans son exploit d'assignation : « attendu que le vendeur savait parfaitement à quoi « s'en tenir sur la maladie de cet animal », la justice correctionnelle sera régulièrement saisie (1) ».

Cet inconvénient—qui entraînait de nombreux chantages aboutissant presque toujours à des réductions de prix de la part du vendeur, dans la crainte d'un procès et d'une condamnation pénale, — n'existe plus depuis la loi du 31 juillet 1893, et par suite voici les diverses hypothèses qui peuvent se produire aujourd'hui en cas de mauvaise foi du vendeur :

Première hypothèse. — Le ministère public n'exerce pas de poursuites contre le vendeur. — Dans ce cas, après quarante-cinq jours, quelle que soit la mauvaise

1. Sénat, séance du 29 janvier 1894 (*J. off.* du 30, *Déb. parl.*, p. 70. et s.).

foi du vendeur, et quoique le délit de celui-ci soit certain, l'acheteur est dans l'impossibilité d'agir.

Deuxième hypothèse. — *Le ministère public exerce des poursuites contre le vendeur.* — Il nous faut ici distinguer :

Premier cas. — *Le ministère public fait condamner le vendeur aux peines prononcées par l'article 31 de la loi de 1884.* — Non seulement alors l'acheteur a le droit d'exercer son action civile soit devant le tribunal correctionnel en la joignant à l'action publique, soit isolément devant le tribunal civil ; mais il peut aussi, après que la juridiction correctionnelle a statué sur l'action publique, exercer son action civile devant le tribunal civil pendant un délai de *trente ans*. Certains disent trois ans, par application des articles 637 et 638 du Code d'Instruction criminelle. Mais nous ne sommes pas de cet avis, et nous croyons que si les articles 637 et 638 déclarent l'action civile éteinte par la prescription, quand l'action publique l'est elle-même, ils ne statuent pas sur le cas où l'action publique étant exercée, a produit ses effets et par conséquent n'est pas prescrite. L'action civile doit donc rester soumise ici au droit commun en matière civile, c'est-à-dire à la prescription de trente ans, puisque aucune loi ne décide autrement.

Deuxième cas. — *La poursuite du ministère public échoue.* — Dans ce cas, l'exercice de l'action publique n'a pu relever l'acheteur de la prescription de quarante-cinq jours.

Il est certain, en effet, que lorsque la loi parle d'une poursuite du ministère public, elle suppose une poursuite fondée. Une poursuite faite sans droit contre le vendeur ne saurait aggraver la position de celui-ci à l'égard de l'acheteur, en lui faisant perdre le bénéfice de la prescription de quarante-cinq jours.

Troisième cas. — Le ministère public, après avoir poursuivi le vendeur, laisse prescrire son action par la discontinuation des poursuites. — Le droit de l'acheteur est alors le suivant :

S'il n'a pas agi, son action est prescrite en même temps que l'action publique. Mais si avant la prescription de l'action publique, il a formé son action devant le tribunal civil, il peut la continuer, nonobstant l'extinction de l'action publique, car son action était fondée lorsqu'il l'a intentée, et il a le droit de faire statuer sur cette action.

• • • • •

Remarquons enfin que les poursuites du ministère public produiront leur effet, qu'il s'agisse des délais de quarante-cinq, trente ou dix jours, ou même de l'action en réduction de prix accordée à l'acheteur en cas de saisie partielle d'un animal abattu, cette dernière action n'étant en réalité qu'une action en nullité partielle et à effet réduit ; et le délai pour exercer l'action en dommages-intérêts s'en trouve également augmenté, les mots « s'il y a poursuite du ministère public » du paragraphe 2 *in fine* de l'article 1^{er} de la loi de 1905 s'ap-

pliquant, comme le dit le commencement du paragraphe, non pas seulement à l'action en nullité mais à « toute réclamation de la part de l'acheteur ».

CHAPITRE VI

DE L'ACTION RÉCURSOIRE EN GARANTIE DANS LES VENTES D'ANIMAUX ATTEINTS DE VICES RÉDHIBITOIRES OU DE MALADIES CONTAGIEUSES

SECTION I. — De l'action récursoire en cas de vices rédhibitoires.

Il arrive fréquemment qu'un animal atteint d'un vice rédhibitoire est revendu par l'acheteur à une troisième personne, par celle-ci à une quatrième, et ainsi de suite dans un temps relativement court.

Or que va faire le dernier vendeur que nous supposons actionné en résolution de la vente ? Il pourra évidemment, au lieu de défendre seul à l'action, mettre en cause son propre garant qui est le précédent vendeur. Ce sera pour lui une économie de temps et de frais, car le tribunal saisi de l'action originaire et de la demande incidente en garantie, statuera, s'il est compétent, sur le tout, par un seul et même jugement ; et d'autre part il ne pourra ainsi se voir opposer plus tard

le reproche de s'être mal défendu et de n'avoir pas présenté tel ou tel moyen qui eût été décisif en sa faveur.

Mais il peut aussi se décider à plaider seul, et s'il succombe, comme il entend ne pas supporter en définitive les conséquences de la résolution de la vente, il se retournera à son tour, par une action récursoire, contre son propre vendeur, et celui-ci contre le vendeur précédent, pour faire retomber en fin de compte sur le vendeur originaire, le premier coupable, les effets de l'action rédhibitoire.

La loi n'a pas prévu expressément le cas où l'animal a fait l'objet de reventes successives ; elle n'a donc pas indiqué les conditions dans lesquelles pourrait être exercée l'action récursoire d'un second vendeur contre le vendeur originaire. De là sont nées plusieurs questions, que nous allons examiner et essayer de résoudre.

A. — Requête en nomination d'experts.

Et d'abord, le premier acheteur, actionné en garantie par son propre acheteur, qui s'est conformé aux prescriptions de la loi du 2 août 1884 et a présenté requête à fin de nomination d'experts dans le délai imparti par cette loi, est-il tenu, pour conserver lui-même son recours contre son vendeur, de présenter une nouvelle requête au juge de paix dans les neuf ou trente jours de la livraison ?

La Cour de Caen, par un arrêt du 1^{er} juillet 1889 (1), a répondu négativement à cette question, et la solution qu'elle lui donne se recommande par les plus sérieuses raisons.

La requête doit, en effet, aux termes de l'article 7, L. du 2 août 1884, être présenté au juge de paix du lieu où se trouve l'animal. Or, à quoi bon imposer au premier acheteur une formalité, qui aboutira vraisemblablement à la nomination des mêmes experts que le juge de paix avait nommés sur requête présentée par le second acheteur ; formalité inutile par là même qui amènerait une augmentation de frais sans aucun intérêt, et dont l'accomplissement pourrait, étant donnée la brièveté du délai de garantie, présenter pour le premier acheteur, s'il n'est pas domicilié au lieu où se trouve l'animal, des difficultés insurmontables.

En prescrivant la présentation de la requête dans un bref délai, la loi a voulu que la constatation du vice fût faite à l'époque la plus rapprochée de la livraison, et comme ce but est atteint par la nomination d'experts faite par le juge de paix sur requête à lui présentée par le second acheteur, nous ne voyons pas pourquoi on subordonnerait la recevabilité de l'action récursoire du premier acheteur contre son vendeur, à la présentation d'une nouvelle requête à fin de nomination d'experts.

1. Caen, 1^{er} juillet 1889 (S., 92.2.137).

Ce serait créer d'inutiles complications de procédure et augmenter les frais en pure perte (1).

B. — Appel du vendeur à l'expertise.

Le premier acheteur est-il tenu tout au moins d'appeler son vendeur à l'expertise ordonnée sur la demande du second acheteur ?

Une distinction doit, ce nous semble, être faite.

Si le juge de paix, en ordonnant l'expertise sur requête à lui présentée par le second acheteur, a dispensé celui-ci d'y appeler son vendeur (art. 8), il ne saurait y avoir plus de raisons d'appeler à l'expertise le vendeur originaire.

Dans le cas où le premier acheteur, second vendeur, a été dûment, appelé à l'expertise, la question est plus délicate.

M. Lepelletier (2) soutient que le premier acheteur n'est aucunement obligé de lancer un appel à son propre vendeur, et à l'appui de son opinion, il cite la loi du 2 août 1884, qui, dit-il, « nulle part, n'impose au « demandeur en garantie l'obligation d'appeler son « garant à l'expertise. »

1. Cass., 18 novembre 1891 (S., 92.1.9 ; D., 92.1.64) ; Caen, 1^{er} juillet 1889 (D., 91.3.293) ; Angers, 11 août 1897 (*Rec. d'Angers*, 97, p. 356).

2. Lepelletier, *Manuel des vices rédhibitoires*, n° 190, p. 130.

Cette solution nous paraît toutefois susceptible de sérieuses critiques.

Ne peut-on pas dire, en effet, que la loi du 2 août 1884, imposant de la manière la plus générale au demandeur à l'action rédhibitoire (sauf le cas de dispense accordée par le juge de paix) l'obligation d'appeler son vendeur à l'expertise, cette obligation incombe à quiconque intente une action rédhibitoire, soit par voie principale, soit par voie récursoire ?

Le premier acheteur, qui, sur l'action formée contre lui par son propre acheteur, recourt contre son vendeur, est en somme, au regard de celui-ci, demandeur à l'action rédhibitoire, et il semble bien que, comme tel, il doit se conformer aux formalités dont la loi du 2 août 1884 prescrit l'accomplissement. Il s'agit là, il importe de le remarquer, d'une mesure qui a pour objet d'assurer la défense du vendeur actionné en résolution de la vente, de lui permettre de contrôler les résultats de l'expertise, et on ne voit pas pourquoi le vendeur actionné par voie récursoire, serait privé de la protection que la loi du 2 août 1884 a entendu donner au défendeur à l'action en résolution (1). L'expertise ne saurait donc lui être opposable, qu'autant qu'elle a été faite en sa présence, ou du moins qu'autant que la procédure faite par le dernier acheteur contre le dernier

1. Caen, 1^{er} juillet 1889 (D., 91.2.293). — De Croos, *Code rural*, t. I, n° 321, p. 184.

vendeur a été dénoncée dans les délais aux vendeurs précédents, avec indication du jour de l'expertise (1).

C. — Délai normal pour intenter l'action récursoire.

Dans quels délais doivent être exercées les actions récursoires auxquelles plusieurs reventes successives peuvent donner lieu ?

La question n'a été tranchée ni par la loi du 20 mai 1838, ni par la loi du 2 août 1884, à la différence de la loi belge du 28 janvier 1850, qui, par son article 3, dispose que le premier acheteur ne pourra exercer l'action récursoire contre son vendeur, qu'autant qu'il est lui-même dans les délais pour intenter l'action rédhibitoire. Elle se pose donc en France, sous la législation actuelle, dans les mêmes termes qu'auparavant.

Pour la résoudre, plusieurs théories ont été émises.

On a d'abord soutenu que le délai applicable était celui de neuf jours ou trente jours francs, et que son point de départ pour chacun des acheteurs intermédiaires était le jour où chacun avait été lui-même actionné par son propre acheteur (2).

Ce système nous paraît méconnaître le principe même

1. Cass., 18 novembre 1891 (S., 92.1.9 ; D., 92.1.64).

2. Trib. civil de Mortagne, 28 janvier 1897 (D., 97.2.277 ; *Gaz. Pal.*, 97.1.384) ; Trib. civil de Mayenne, 5 mai 1897 (*Gal. Pal.*, 2.97.107). — Guillouard, *Vente*, t. II, n° 520 ; Lepelletier, n° 199.

sur lequel repose la loi de 1884. Le législateur a voulu, dans l'intérêt du commerce, que le vendeur d'un animal domestique fût rapidement libéré de l'obligation de garantie ; et dans ce but il a décidé que ce vendeur ne pourrait être inquiété que pendant un délai très court. Or, la loi ne serait ni juste ni logique, si elle subordonnait l'acquisition de cette courte prescription à la condition que l'animal ne serait pas revendu. Comment la revente, qui est un fait absolument étranger au vendeur primitif, pourrait-elle avoir pour résultat d'aggraver sa position ? Ajoutons du reste que ce système fournirait à l'acheteur, qui a négligé d'agir dans les délais de neuf ou trente jours, un moyen trop facile d'éviter les conséquences de sa négligence, puisqu'il lui suffirait de revendre l'animal pour être restitué contre la déchéance qu'il a encourue.

D'autres (1) ont prétendu qu'il fallait appliquer la règle de l'article 175 du Code de procédure civile, qui prescrit au garanti d'appeler son garant en cause dans la huitaine de la demande originaire. Mais ce système se heurte aux mêmes objections que le précédent, et par ailleurs ses partisans oublient que l'article 175 du Code de procédure civile règle exclusivement les rapports du demandeur et du défendeur originaires, sans décider aucunement que le garant, auquel est acquis le bénéfice

1. Trib. civ. de Dunkerque, 11 février 1881 (*Presse vétérinaire*, 1883, p. 640).

de la prescription, pourra être utilement mis en cause dans le délai de huitaine.

Nous croyons donc préférable de décider, que le vendeur primitif pourra être assigné dans le délai de *neuf ou de trente jours francs à partir du jour fixé pour la livraison de l'animal*; et cela, sans distinguer s'il s'agit d'une demande directe en garantie dirigée contre lui par un sous-acquéreur substitué aux droits du vendeur intermédiaire, ou d'une action récursoire formée par celui-ci. L'action récursoire n'est autre, en effet, que l'action rédhibitoire retournée par le vendeur intermédiaire contre son propre vendeur, et en conséquence ce dernier ne peut en être tenu que si le délai pendant lequel il doit la garantie n'est pas expiré.

C'était du reste la solution admise par la Cour de cassation à une époque où l'action en résolution des ventes d'animaux domestiques était uniquement régie par l'article 1648 du Code civil (1), et cette doctrine, de nouveau appliquée par la Cour suprême en 1872 (2), à la suite du rapport de M. le conseiller Guillemard, a pour elle aujourd'hui la majorité des auteurs et des tribunaux (3).

1. Cas., 18 et 19 mars 1833 (D. J. G. v° *Vices rédhibitoires*, n° 288).

2. Cass., 7 février 1872 (S., 72.1.222 ; D. 72.1.130).

3. Cass., 18 mars 1891 (D., 92.1.64) ; Caen, 13 juillet 1889 (S., 90.2.137 ; D., 91.2.293). — Guillouard, *Vente*, t. II, n° 523 ; De Chêne-Varin, n° 130 ; Le Pelletier, n° 115.

D. — Délai de distance.

Une dernière question peut se poser relativement à l'exercice de l'action récursoire. Y a-t-il lieu à augmentation du délai, à raison des distances, dans les rapports du vendeur originaire et du premier acheteur exerçant l'action récursoire ?

A notre avis, la question doit être tranchée comme si chacune des deux ventes s'était effectuée isolément, et sans reventes successives. Dans les rapports du premier vendeur et du premier acheteur, il y aura donc lieu à augmentation du délai de distance, si au moment de l'action l'animal se trouve hors du domicile du premier vendeur (1).

Il pourra sans doute arriver ainsi, que le premier acheteur ait, pour actionner le premier vendeur, moins de temps que le second acheteur, et qu'au moment même où il agit, il soit déjà forclos pour agir en garantie. Mais c'est là une conséquence forcée du jeu des principes ; et le même fait peut du reste se produire sans qu'il y ait lieu de part et d'autre à augmentation du délai, lorsque le premier acheteur, second vendeur, est assigné à la dernière limite du délai et n'a pas le temps matériel de citer à son tour son propre vendeur.

1. Trib. com. de Saint-Etienne, 5 février 1891 (*Rec. de médecine vétérinaire*, 15 janvier 1892, p. 22).

Du reste, si le premier acheteur a des motifs de craindre une action en résolution de la part de son propre acheteur, pourquoi n'intenterait-il pas l'action en garantie avant d'avoir été lui-même poursuivi ?

Si, en effet, on lui refuse le droit d'agir après l'expiration des délais, il serait profondément injuste de lui refuser le droit de prendre ses précautions et de se mettre en règle vis-à-vis de son vendeur au cas où l'action du second acheteur le trouverait forclos vis-à-vis de son garant. Sans doute, il peut paraître singulier, de prime abord, de supposer une action en garantie exercée avant de même savoir s'il y aura ouverture à garantie. Mais cette solution est la seule qui puisse mettre le premier acheteur (second vendeur) à l'abri des surprises.

SECTION II. — De l'action récursoire en matière de maladies contagieuses.

L'hypothèse de plusieurs ventes successives que nous venons d'examiner à propos des vices rédhibitoires peut également se présenter en matière de maladies contagieuses. L'action récursoire est-elle possible dans ce cas ?

L'affirmative ne fait aucun doute, car la loi du 23 février 1905 n'a aucunement dérogé dans son ensemble aux règles ordinaires en matière de garantie.

Le premier acheteur, actionné en nullité de la vente par son propre acheteur, aura donc le droit de recourir contre le vendeur originaire, et grâce à l'exercice de l'action récursoire, il pourra obtenir du premier vendeur non seulement la restitution du prix qu'il a lui-même payé, mais même, s'il avait revendu l'animal pour un prix plus élevé, la différence entre les deux prix, à titre de dommages-intérêts.

Toutefois, pour réussir dans son action récursoire, le premier acheteur devra faire la preuve que l'animal vendu était bien atteint de la maladie au moment de la première vente, car le vendeur originaire ne saurait être responsable d'une maladie survenue depuis qu'il a cessé d'en être le propriétaire. Il sera obligé également, pour les mêmes motifs qu'en matière de vices rédhibitoires, d'intenter l'action récursoire dans le délai de quarante-cinq jours ou de trente jours depuis la livraison effectuée par le vendeur originaire, à moins cependant qu'il n'y ait des poursuites exercées par le ministère public. Dans ce dernier cas, en effet, le vendeur originaire est indigne du moindre intérêt, et puisqu'on accorde alors à l'acheteur un supplément de délai pour l'exercice d'une action en nullité ordinaire, il n'y a pas de raison pour que ce supplément de délai ne soit pas permis également pour l'exercice d'une action récursoire.

.

Telle était donc la règle antérieurement à la loi du

23 février 1905 pour les quatorze maladies contagieuses sans exception.

Il en est encore de même aujourd'hui pour treize de ces maladies. Mais, en ce qui concerne la tuberculose, que l'on rencontre si fréquemment chez les bovidés, et qui donne lieu à tant de procès et de recours en garantie greffés sur la première instance, le législateur a cru devoir prendre des mesures spéciales et supprimer en principe tous ces recours.

« Toutefois, en ce qui concerne la tuberculose, dispose l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905, § 5, « *sera seule recevable* l'action formée par l'acheteur « qui aura fait au préalable la *déclaration*... »

Cette disposition paraît bien formelle. Voulant mettre fin aux actions récursoires, elle déclare catégoriquement que *sera seule recevable l'action de l'acheteur qui aura déclaré la maladie*. Il n'y aura donc qu'une action, et cette action est accordée à l'acheteur qui aura fait la déclaration, c'est-à-dire au dernier acheteur, puisque les acheteurs précédents ont vendu ou revendu l'animal, au lieu de faire la déclaration et l'indisponibilité.

Le rapporteur de la loi au Sénat, M. Darbot, explique du reste ainsi les dispositions du projet de loi :

« Nous nous sommes, dit-il, demandé en commission « si la rédaction était suffisamment claire ; si, tout spécialement, cette expression : « *sera seule recevable* « l'action formée par l'acheteur qui aura fait la déclara-

« tion », exclut bien l'appel en cause de son vendeur, « préalablement acheteur, qui, après tout, ne pouvait « faire la déclaration, parce qu'il n'était plus en possession de l'animal.

« Et comme une réponse affirmative nous a paru « douteuse, nous avons pensé qu'il était utile de préciser par une légère modification de phrase, et c'est « ce que nous faisons en vous proposant la rédaction « suivante :

« Au lieu de : « Aucune action ne sera recevable que « si l'acheteur a fait, au préalable, la déclaration prescrite par la loi du 21 juillet 1881 », il faut dire : « Sera seule recevable l'action formée par l'acheteur qui « aura fait au préalable la déclaration prescrite par la « loi du 21 juillet 1881. »

« Cette dernière phrase ne dit pas plus que la première, mais elle est évidemment plus précise et formule mieux notre pensée et notre volonté (1). »

Et vainement d'ailleurs, prétendrait-on qu'un vendeur a pu faire sa déclaration depuis la vente en vue du procès qu'il voulait intenter. Cette déclaration tardive et intéressée n'est certainement pas celle que la loi a eue en vue, et elle n'apparaîtrait que comme un expédient destiné à tourner la loi et à la violer.

Dans la pratique, le dernier vendeur, privé de tout recours en garantie, pourra être indûment lésé, « alors

1. Sénat, séance du 23 mars 1899 (*J. off.* du 24, p. 330, 3^e col.).

« qu'il n'a peut-être pas eu le temps de faire exa-
« miner l'animal » (1). Mais il trouvera pourtant une
certaine compensation, souvent bien minime il est vrai,
dans les lois de finances du 30 mai 1899 (art. 41) et
du 30 décembre 1903 (art. 26), qui lui permettront de
réclamer l'indemnité mise à la charge du trésor en cas
d'abatage (2).

La pensée du législateur de supprimer, en cas de
tuberculose, les recours en garantie contre les précé-
dents vendeurs se trouve donc bien établie. Le dernier
vendeur est seul exposé à l'action en nullité ou en ré-
duction de prix du dernier acheteur. Les autres ven-
deurs s'en trouvent exonérés.

Mais en est-il de même lorsque ceux-ci sont l'objet
de poursuites du ministère public, pour vente fraudu-
leuse d'un animal qu'ils savaient atteint ou suspect de
maladie contagieuse ?

L'existence de ces poursuites et la condamnation qui
doit s'ensuivre n'autorisent-elles pas au contraire l'exis-
tence du recours en garantie, contre le vendeur pour-
suivi comme auteur de la fraude ?

La question est fort délicate. Pour la résoudre, rap-
pelons d'abord que les paragraphes 3 et 4 de la loi de
1905 prononcent, pour les maladies contagieuses en
général, des déchéances résultant de l'expiration des

1. Lettre de M. Gallier, vétérinaire à Caen, du 10 mai 1907.

2. Sénat, séance du 16 décembre 1904 (*J. off.* du 17. Discours
de M. Mougeot, ministre de l'Agriculture).

délais de quarante-cinq, trente ou dix jours, en formulant des exceptions pour le cas de poursuites du ministère public.

Ces déchéances et les exceptions qui y sont apportées s'appliquent nécessairement aux actions qui sont exercées récursoirement contre les précédents vendeurs.

Mais en ce qui concerne spécialement la tuberculose, la question se pose dans des conditions différentes.

La loi nouvelle, en disposant que pour cette maladie « sera seule recevable l'action formée par l'acheteur qui aura fait au préalable la déclaration... », n'a pas ajouté, comme dans les paragraphes 3 et 4 précédents : « *s'il n'y a poursuite du ministère public.* »

M. Milliès-Lacroix, sénateur, avait pourtant demandé qu'un recours fût réservé au dernier vendeur contre le vendeur précédent, même pour le cas où il s'agit d'un animal abattu pour la boucherie, et M. Mougeot, ministre de l'Agriculture, avait lui-même déclaré qu'il ne voyait « pas d'inconvénient à ménager la situation de l'acheteur intermédiaire », et à introduire après les mots : « Toutefois... par la loi du 21 juillet 1881 » ces mots : « *s'il n'y a poursuite du ministère public (1).* »

Ménager la situation de l'acheteur intermédiaire, c'était évidemment lui procurer un recours en garantie,

1. Sénat, séance du 23 mars 1899 (*J. off.* du 24. *Déb. parl.*, p. 331).

qui lui permit de se faire indemniser du prix qu'il aurait restitué à son vendeur.

Aussi l'amendement de M. Milliès-Lacroix, qui proposait d'ajouter à la première phrase du cinquième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 23 février 1905, les mots « *s'il n'y a poursuite du ministère public* », fût-il adopté par le Sénat.

Mais la commission de la Chambre des députés ayant supprimé les mots « *s'il n'y a poursuite du ministère public* », sans qu'aucune raison n'ait été donnée de cette suppression par le rapporteur, M. Clédon, il ne fut plus question, par la suite, de l'amendement ni d'une addition quelconque au texte du projet.

Le nouveau texte ainsi rédigé et conforme au texte actuel fut adopté sans discussion par la Chambre (1), et lors du retour du projet au Sénat, le rapport de M. Darbot n'ayant pas parlé de la suppression ainsi effectuée par la Chambre, le Sénat ne fit que ratifier purement et simplement le vote de la Chambre.

Que faut-il en conclure ? Dans l'incertitude où nous nous trouvions pour répondre à cette question, nous avons écrit à M. le sénateur Darbot, auteur du projet de loi et rapporteur, et voici la réponse qu'avec sa grande autorité, il voulut bien nous faire :

1. Chambre des députés, séance du 10 février 1902 (*J. off.* du 20. *Déb. parl.*, p. 770).

« Il n'est pas douteux que le législateur, en faisant
« voter le paragraphe de la loi de 1905, en vertu duquel
« sera seule recevable l'action de l'acheteur qui aura
« fait la déclaration de la maladie, a eu en vue de dimi-
« nuer le nombre des procès dont sont victimes les ven-
« deurs *de bonne foi*, et aussi de diminuer les occasions
« de contagion de la tuberculose : il est facile de com-
« prendre en effet que plus un animal tuberculeux change
« de fois de propriétaire dans le délai légal, et plus il
« y a de chance que cet animal propage le mal dont il
« est atteint.

« Il est vrai, et il est regrettable, que les mots *s'il n'y*
« *a poursuite du ministère public* ne figurent pas dans
« la loi, mais il ne saurait être douteux que les tribu-
« naux doivent agir comme s'ils s'y trouvaient. La rai-
« son en est qu'ils ont été acceptés et discutés à la pre-
« mière délibération. Elle est aussi dans ce fait que la
« jurisprudence antérieure à 1905 a toujours été appli-
« quée à ma connaissance suivant l'idée qui ressort de
« l'expression *s'il n'y a poursuite du ministère public*.

« J'ai souvenir que dans le temps, il y a quelque
« trente ans, alors que la morve était encore un vice
« rédhibitoire avec un délai de neuf jours, et alors que
« le délai était passé depuis deux mois, mon client,
« après une dénonciation au parquet et une poursuite
« de celui-ci, s'est porté partie civile et a obtenu des
« dommages-intérêts...

« Donc, selon moi, la formule restrictive en ce qui

« concerne la tuberculose, exclut les actions récursoi-
« res, à moins qu'il n'y ait poursuite du ministère
« public (1). »

M. le rapporteur tient là évidemment le langage du bon sens et de la raison, et par suite on peut conclure que si en principe l'action récursoire est défendue en cas de tuberculose, néanmoins, le vendeur originaire ou l'un des vendeurs intermédiaires, poursuivi et condamné pénalement, n'est aucunement soustrait à l'action civile de celui qui a subi la perte. Celui-ci pourra toujours, en vertu des principes généraux du droit, l'actionner directement, et le faire condamner à lui tenir compte du prix, qu'il aura lui-même remboursé à son acheteur. A cet effet, il pourra user de l'action en dommages-intérêts des articles 1382 et 1383 du Code civil et agir, *omisso medio*, contre l'auteur de la vente frauduleuse pour le faire condamner aux réparations civiles (art. 3, C. inst. crim.).

1. Lettre de M. Darbot, sénateur, du 5 juin 1907.

CHAPITRE VII

DE LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE D'ACTIONS RÉSULTANT DE VICES RÉDHIBITOIRES OU DE MALADIES CONTAGIEUSES.

Les lois sur les vices rédhibitoires et les maladies contagieuses ont laissé les demandes en garantie soumises aux règles ordinaires de la compétence.

L'article 9 de la loi de 1884 dit même formellement :

« La demande est portée devant le tribunal compétent suivant les règles ordinaires du droit. »

Conformément donc au droit commun, trois tribunaux pouvaient, avant la nouvelle loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix, être compétents, en premier ressort : le tribunal du juge de paix, le tribunal de première instance, et le tribunal de commerce. En matière de maladies contagieuses, si le ministère public exerçait des poursuites pénales contre le vendeur devant le tribunal correctionnel, l'acquéreur était même autorisé à se porter partie civile devant ce tri-

bunal, et à demander les dédomnagements auxquels il a droit d'après la loi.

Depuis la loi du 12 juillet 1905, ce cas exceptionnel subsiste, mais désormais sont seuls compétents en premier ressort : le juge de paix, et le tribunal de commerce.

L'article 6 de la loi du 12 juillet 1905 dispose, en effet :

« Les juges de paix connaissent sans appel, jusqu'à
« la valeur de 300 francs, et à charge d'appel à *quel-*
« *que valeur que la demande puisse s'élever*,... de tou-
« tes demandes relatives aux vices rédhibitoires dans
« les cas prévus par la loi du 2 août 1884, soit que les
« animaux qui en sont l'objet aient été vendus, soit
« qu'ils aient été échangés, soit qu'ils aient été acquis
« par tout autre mode de transmission. »

A. — Compétence du juge de paix.

En matière civile, le juge de paix, en vertu du texte même que nous venons de citer, est toujours compétent. Jusqu'à la valeur de 300 francs, sa sentence est rendue *en dernier ressort* ; au-dessus de cette somme, elle est en premier ressort seulement, donc sujette à appel devant le tribunal de première instance.

Pourquoi cette compétence si étendue du juge de paix en notre matière ?

M. Labussière, rapporteur à la Chambre des députés

de la loi du 12 juillet 1905, nous en donne les motifs suivants :

« ...Il s'agit de ces affaires extrêmement simples
« dans lesquelles il y a intérêt à décider promptement...,
« car les questions de vices rédhibitoires entraînent
« des frais de fourrière qui peuvent devenir considé-
« rables. Si vous ne chargez pas le juge de paix de
« statuer, si vous obligez les parties à aller devant le
« tribunal d'arrondissement, il en résultera, que, par -
« fois, la valeur de l'animal en fourrière sera plusieurs
« fois dépassée par les frais. Vous voyez donc l'intérêt
« qu'il y a à donner, en ces matières, une compétence
« au juge de paix.

« Il est utile encore que vous donniez cette compé-
« tence au juge de paix, parce que, d'après la loi du 2
« août 1884, c'est lui qui désigne l'expert, et que, na-
« turellement, le litige sera vidé selon les conclusions
« du rapport de l'expert commis (1). »

Comme on le voit, il y a urgence à faire aboutir les contestations concernant les vices rédhibitoires, à cause des frais de fourrière qui peuvent devenir considérables ; et voilà pourquoi le législateur du 12 juillet 1905 a cru utile de donner au juge de paix, en matière de vices rédhibitoires, une compétence très étendue.

Aussi, bien que la loi du 12 juillet 1905 ne parle que

1. Chambre des députés, séance du 21 février 1891 (*J. offi.* du 22. — *Déb. parl.* p. 380 et s.).

de la loi du 2 août 1884, nous croyons cependant que son article 6 s'applique également à la loi du 23 février 1905 sur les maladies contagieuses. Les motifs, en effet, sont les mêmes dans les deux cas, et nous ne voyons pas pourquoi l'acheteur d'un animal atteint d'une maladie contagieuse serait moins bien protégé que l'acheteur atteint seulement d'un vice rédhibitoire. Pour l'un et pour l'autre, les frais de fourrière peuvent devenir également considérables.

.

Le législateur, en citant le chiffre de 300 francs, entend parler d'un animal dont le *prix de vente*, augmenté des dépenses faites par l'animal ainsi que des frais d'acte, ne dépasse pas 300 francs. Quant aux frais d'expertise, il n'y a pas à en tenir compte : ils ne modifient jamais, quel que soit leur chiffre, l'étendue des pouvoirs du juge.

De même, s'il s'agit d'une demande en annulation d'un animal tuberculeux, on ne doit tenir compte ni des frais d'abatage, ni des frais afférents aux soins et à la nourriture de l'animal, à partir de la déclaration à la mairie et de l'isolement prononcé par voie administrative.

Les frais antérieurs aux formalités administratives doivent seuls entrer en ligne de compte (1), suivant le droit commun.

.

1. Cass., 30 novembre 1901 (J. *Le Droit*, 15 janvier 1902).

Quel sera d'autre part le juge de paix compétent ?

Conformément au droit commun, ce sera celui du *domicile du défendeur*, donc du vendeur, ou celui de *sa résidence*, s'il n'a pas de domicile connu.

S'il y a plusieurs vendeurs, ils sont tous assignés devant le juge de paix du domicile de l'un d'eux, au choix du demandeur, c'est-à-dire de l'acheteur.

Le juge de paix compétent pour statuer, ne sera donc pas toujours celui qui a ordonné l'expertise : cette mesure a été ordonnée par le juge de paix du lieu où se trouvait l'animal au moment où la demande a été formée, tandis que la demande doit être portée devant celui du domicile du vendeur.

B. — Compétence du tribunal de commerce.

Si l'acte qui donne lieu à la demande en justice est de nature commerciale, et si les plaideurs sont tous les deux commerçants, l'affaire, même si le prix de vente est inférieur à 300 francs, est de la compétence du tribunal de commerce. La loi du 12 juillet 1905 sur la compétence des juges de paix et la réorganisation des justices de paix, n'a rien modifié à ce sujet.

Lors de la discussion à la Chambre des députés, M. Bovier-Lapierre a forcé le rapporteur à préciser ce point particulier en lui demandant :

« Mais si la question se présente entre commerçants ? »

— « Dans ce cas, a répondu M. Labussière, rapporteur,

« les tribunaux de commerce seront compétents (1). »

Il ne peut donc y avoir aucun doute, et en conséquence l'acheteur citera le vendeur : soit devant le tribunal du *domicile du défendeur* (vendeur), soit devant celui dans l'arrondissement duquel le *marché a été passé et l'animal livré*, soit encore devant celui dans l'arrondissement duquel le *paiement devait être effectué*. Ces divers tribunaux sont du reste également compétents pour toutes sommes quelconques (art. 420 C. p. civ.).

Il arrive parfois que la vente est un acte de commerce de la part d'un seul des contractants, par exemple lorsqu'un marchand de chevaux a traité avec un propriétaire ou *vice versa*. Que décider alors ?

Si la commercialité n'existe que du côté du vendeur, l'acheteur pourra porter sa demande à son choix, soit devant le tribunal de commerce dont le vendeur est justiciable, soit devant le tribunal civil dont il a le droit de ne pas être distrait.

Mais si la commercialité n'existait au contraire que du côté de l'acheteur, celui-ci devrait porter sa demande devant le tribunal civil dont le vendeur est justiciable.

.

En général, toutes les demandes portées devant le

1. Chambre, séance du 21 février 1891 (*J. off.* du 22. *Déb. parl.*, p. 380 et s.).

juge de paix sont soumises, à moins qu'il n'y ait *urgence*, à la formalité du *préliminaire de conciliation*.

Il était donc naturel que les instances relatives aux vices rédhibitoires, qu'il s'agisse du reste d'une action en garantie ordinaire ou d'une action récursoire, fissent exception à la règle générale. Néanmoins le législateur a jugé bon de dire dans l'article 9 que ces instances étaient « dispensées de tout préliminaire de conciliation ». Et comme les motifs d'urgence sont les mêmes en matière de maladies contagieuses, il y a lieu, malgré le silence de la loi du 23 février 1905 sur ce point, d'en dire autant des instances relatives à ces maladies.

APPENDICE

APERÇU GÉNÉRAL DE LA LÉGISLATION ÉTRANGÈRE EN MATIÈRE DE VICES RÉDHIBITOIRES ET DE MALADIES CONTAGIEUSES.

La plupart des pays étrangers, soucieux comme le nôtre de protéger les intérêts opposés du vendeur et de l'acheteur dans les ventes d'animaux domestiques, ont élaboré une législation spéciale, généralement unique, sur les vices rédhibitoires et les maladies contagieuses. Seuls, ou à peu près, en Europe, la *Grande-Bretagne*, la *Russie* et le *Monténégro* n'ont pas établi de garantie légale, et dans ces pays, le vendeur et l'acheteur restent donc libres de régler à leur gré la question de garantie en matière de vices rédhibitoires.

Nous n'avons rien à dire de la législation des *Pays-Bas*, de l'*Italie* et de la *Roumanie*. Ces pays n'ont fait que reproduire, en effet, nos articles du Code civil sur la garantie des défauts de la chose vendue (art. 1641 à 1649).

L'*Allemagne*, la *Belgique*, l'*Autriche*, l'*Espagne*, la

Suisse, les *États Scandinaves*, doivent au contraire attirer quelques instants notre attention, bien que cependant il y ait beaucoup de points de contact entre la législation de ces différents pays et la nôtre sur la question particulière que nous étudions.

En *Allemagne*, en *Belgique*, en *Espagne* et en *Suisse*, le vendeur ne répond que de certains vices ou maladies énumérés limitativement par la loi. En *Espagne* toutefois, la garantie n'est pas due, même à raison de ces vices, si la vente a eu lieu en foire ou aux enchères publiques, à moins qu'il ne s'agisse d'animaux atteints de maladie contagieuse.

Cette nomenclature légale ne peut généralement pas être modifiée en dehors d'une loi, mais la législation *allemande* reconnaît expressément ce droit aux ordonnances impériales, et la législation *belge* permet à un simple règlement d'administration publique d'ajouter à la liste des vices rédhibitoires ou d'y retrancher.

Dans *ces divers pays* ainsi qu'en *Autriche*, si le vice se manifeste dans un certain délai établi par la loi et qui varie généralement avec les maladies et les diverses espèces d'animaux, il est présumé avoir déjà existé à l'époque où les risques sont passés sur la tête de l'acheteur, mais contrairement à ce qui a lieu chez nous, cette présomption admet la preuve contraire.

De plus, pour réussir dans son action, l'acheteur doit également l'intenter dans un certain délai, et faire dans le même délai diverses formalités, destinées à prévenir

le vendeur de l'existence du vice et par suite à permettre à ce dernier de se défendre. Les parties sont du reste toujours libres de modifier ce délai par une convention expresse ou tacite.

En *Belgique*, si pendant le délai où l'action peut être intentée, l'animal vient à périr, le vendeur n'est tenu de la garantie, qu'autant que l'acheteur prouve que la perte de l'animal provient de l'un des vices rédhibitoires spécifiés par la loi. Il y a donc en ce cas une légère exception apportée à la règle de la présomption légale.

De plus, s'il s'agit d'animaux destinés à être abattus en vue de la consommation, le législateur belge ne déclare recevable l'action rédhibitoire, qu'autant que l'animal est totalement impropre à la consommation.

En *Allemagne, Autriche, Suisse, Espagne, Belgique* et dans les *États Scandinaves*, l'acheteur, par l'exercice de l'action rédhibitoire, obtient la résiliation du marché : l'animal est repris par le vendeur et le prix est restitué à l'acheteur. En *Allemagne*, la loi condamne le vendeur à rembourser, même les frais occasionnés par la vente et qui comprennent comme chez nous la nourriture de l'animal, l'inspection et le traitement de l'animal par le vétérinaire, etc...

En outre de cette action rédhibitoire, la législation *espagnole* accorde à l'acheteur une action en diminution de prix, soumise aux mêmes conditions d'exercice que l'action rédhibitoire; mais en *Allemagne* et en *Bel-*

gique, cette action en diminution de prix est formellement interdite.

.

Tels sont les principes généraux de la législation étrangère sur les vices rédhibitoires. Ils sont inspirés, on le voit, de notre Code civil, et si dans les détails nous aurions à envier certaines dispositions à la loi étrangère, on peut dire cependant que celle-ci ne diffère guère de la nôtre en la matière qui a fait l'objet de nos investigations.

CONCLUSION

Que résulte-t-il de l'étude qui précède ? Notre législation sur les vices rédhibitoires et les maladies contagieuses est-elle si parfaite qu'elle protège réellement les acheteurs, sans gêner les transactions commerciales, et qu'elle diminue, comme on l'a dit, les frais des diverses parties ?

Il est évident que les dernières lois sur la matière constituent d'une manière générale un progrès sur la législation antérieure, mais bien des réformes seraient encore à faire.

Il faudrait tout particulièrement que le Gouvernement pût étendre au besoin, par un simple règlement d'administration publique, comme en Belgique, la liste des vices rédhibitoires. Il serait également à souhaiter de voir le législateur exiger de l'acheteur une déclaration aussi bien en cas de charbon, de fièvre aphteuse et autres maladies contagieuses qu'en cas de tuberculose, en vue de « faciliter la lutte contre ces maladies » (1).

1. Lettre de M. Gallier, vétérinaire à Caen, du 10 mai 1907.

Ce qui importerait surtout, ce serait d'unifier notre législation sur les ventes d'animaux domestiques atteints de vices rédhibitoires ou de maladies contagieuses, et d'établir par conséquent une présomption légale pour ces dernières maladies comme pour les vices rédhibitoires.

Il est, en effet, parfois « très difficile pour un expert d'affirmer si la maladie reconnue existait, *même à l'état de germe*, au moment de la vente » (1). Et puis, pourquoi jeter le trouble dans l'esprit de nos cultivateurs, en leur offrant deux réglementations différentes pour des difficultés qui ne comportent qu'une seule et même solution ?

Au lieu de réduire de plus en plus la liste des vices rédhibitoires, il fallait au contraire la compléter, en y comprenant toutes les maladies contagieuses assez graves pour légitimer une réclamation de l'acheteur. On ne saurait un seul instant admettre avec M. Darbot « qu'une maladie contagieuse jure d'être à côté d'un « vice rédhibitoire et que rien ne ressemble moins à un « vice rédhibitoire qu'une maladie contagieuse ». Nous ne croyons ni à cette incompatibilité d'humeur, ni à cette opposition de caractère.

Pourquoi, en effet, ne pas admettre qu'une maladie contagieuse au point de vue médical, ne puisse être rédhibitoire au point de vue juridique ?

1. Lettre de M. Gallier, précitée.

Nous dirons même qu'elle est d'autant plus rédhitoire qu'elle est plus contagieuse, puisque cela revient à dire, que la réclamation de l'acheteur est d'autant plus légitime, que le préjudice qu'il éprouve ou dont il est menacé est plus grave. Sans doute, il eût été nécessaire à cet effet de modifier les conditions d'exercice de l'action en garantie, mais il y aurait eu peu d'inconvénient à le faire, les formes de la procédure et les délais institués par la loi de 1884, n'étant pas au nombre de ces principes intangibles auxquels on ne peut s'attaquer sans ébranler l'édifice de nos lois.

Cela, certes, eût mieux valu que d'introduire dans une loi de police des prescriptions de droit civil, qui « jurent » de se trouver en pareille place, et que d'enrichir l'arsenal de la chicane de lois à peu près identiques dans le but qu'elles se proposent.

Dans l'état actuel des choses, nous estimons toutefois préférable de ne rien modifier, ou à peu près, à notre législation actuelle sur les vices rédhitoires et les maladies contagieuses dans les ventes d'animaux domestiques.

L'expérience a démontré, en effet, maintes fois qu'il arrive presque toujours un moment où l'action régulatrice de la Cour de cassation s'étant fait sentir, les lois ne sont plus guère l'occasion de procès.

Or, à ce moment-là, les modifie-t-on? Les textes nouveaux sont plus ou moins clairs, prêtent à controverse, et immédiatement s'ouvre une nouvelle ère de litiges.

Ainsi, la loi du 20 mai 1838 n'était pas parfaite, nous n'y contredisons pas; mais à partir de 1870 notamment elle ne donnait pas lieu à « dix procès » (1).

A peine la loi du 2 août 1884 est-elle promulguée, que les sujets de procès abondent: application de la loi ou non-application à l'espèce bovine, point de départ de la clôture du procès-verbal, délai de trois jours à partir de la clôture pour assigner, serment, etc...

Il en est de même de la loi du 31 juillet 1893, et depuis la loi du 23 février 1903, on discute à perte de vue sur la suppression de l'action résursoire.

Contentons-nous donc, et c'est là notre dernier mot, de la législation que nous possédons, dans la crainte qu'en voulant préciser quelques points sujets à discussion, on ne rende mauvais service aux vendeurs et aux acheteurs.

1. Lettre de M. Gallier, précitée.

Vu : le Professeur, président de la thèse

D. DANJON

Vu : le Doyen de la Faculté

EDMOND VILLEY

Vu et permis d'imprimer :

Rector de l'Université de Caen

E. ZÉVORT

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction historique	9
Chapitre I. — DES VICES QUE LA LOI RÉPUTE RÉDHIBITOIRES	
ET DES MALADIES QU'ELLE RÉPUTE CONTAGIEUSES. .	23
SECTION I. — <i>Vices rédhibitoires</i>	23
§ 1. — Vices rédhibitoires contenus dans la loi.	24
§ 2. — Vices rédhibitoires supprimés par la loi du 2 août 1884 et la loi du 31 juillet 1895.	37
§ 3. — Vices rédhibitoires dont l'introduction a été proposée mais n'a pas été admise. . .	46
SECTION II. — <i>Maladies contagieuses</i>	50
SECTION III. — La nomenclature des vices rédhibitoi- res et des maladies contagieuses peut-elle être complétée autrement que par mesure législative?	51
Chapitre II. — DU CARACTÈRE LIMITATIF DES DISPOSITIONS	
DES LOIS SUR LES VICES RÉDHIBITOIRES ET LES MALA- DIES CONTAGIEUSES	57
Chapitre III. — DES ACTIONS RÉSULTANT DES VICES RÉDHIBI- TOIRES.	79
SECTION I. — <i>De l'action rédhibitoire</i>	80
§ 1. — Son fondement.	80
§ 2. — Ses conditions de recevabilité. . . .	87
§ 3. — Ses effets	119
SECTION II. — <i>De l'action en réduction de prix</i> . .	124

Chapitre IV. — DES ACTIONS RÉSULTANT DES MALADIES CON-	
TAGIEUSES.	130
SECTION I. — <i>De l'action en nullité.</i>	131
§ 1. — Ses caractères.	131
§ 2. — Son objet.	135
§ 3. — Ses conditions de recevabilité	137
§ 4. — Ses effets.	146
SECTION II. — <i>De l'action en réduction de prix.</i> .	155
SECTION III — <i>De l'action pénale.</i>	158
Chapitre V. — DES DÉLAIS POUR INTENTER L'ACTION RÉDHIBI-	
TOIRE ET L'ACTION EN NULLITÉ.	160
SECTION I. — <i>Vices rédhibitoires.</i>	160
§ 1. — Durée du délai pour intenter l'action rédhibitoire	161
§ 2. — Point de départ du délai pour intenter l'action rédhibitoire	174
§ 3. — A quelles actions s'applique ce délai ? .	179
SECTION II. — <i>Maladies contagieuses.</i>	181
Chapitre VI. — DE L'ACTION RÉCURSOIRE EN GARANTIE DANS	
LES VENTES D'ANIMAUX ATTEINTS DE VICES RÉDHIBITOI-	
RES OU DE MALADIES CONTAGIEUSES	206
SECTION I. — <i>De l'action récursoire en cas de vices rédhibitoires</i>	206
SECTION II. — <i>De l'action récursoire en matière de maladies contagieuses.</i>	215
Chapitre VII. — DE LA COMPÉTENCE EN MATIÈRE D'ACTIONS	
RÉSULTANT DE VICES RÉDHIBITOIRES OU DE MALADIES	
CONTAGIEUSES.	224
Appendice. — APERÇU GÉNÉRAL DE LA LÉGISLATION ÉTRAN-	
GÈRE EN MATIÈRE DE VICES RÉDHIBITOIRES ET DE MALA-	
DIES CONTAGIEUSES.	231
Conclusion.	235

